

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 298 [S - C - 2001/09035]

**28 NOVEMBRE 2000. — Loi du 28 novembre 2000  
relative à la criminalité informatique (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions complétant le Code pénal*

**Art. 2.** L'intitulé du chapitre IV, titre III, livre II du Code pénal, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des faux commis en écritures, en informatique et dans les dépêches télégraphiques. »

**Art. 3.** A l'article 193 du même Code, les mots « , en informatique » sont insérés entre les mots « en écritures » et les mots « ou dans les dépêches télégraphiques ».

**Art. 4.** Il est inséré dans le livre II, titre III, chapitre IV, du même Code une section *Ilbis*, rédigée comme suit :

« Section *Ilbis*. — Faux en informatique

**Art. 210bis. § 1<sup>er</sup>.** Celui qui commet un faux, en introduisant dans un système informatique, en modifiant ou effaçant des données, qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, ou en modifiant par tout moyen technologique l'utilisation possible des données dans un système informatique, et par là modifie la portée juridique de telles données, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Celui qui fait usage des données ainsi obtenues, tout en sachant que celles-ci sont fausses, est puni comme s'il était l'auteur du faux.

§ 3. La tentative de commettre l'infraction visée au § 1<sup>er</sup> et est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Les peines prévues par les §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions prévues aux articles 259bis, 314bis, 504quater ou au titre IXbis. »

**Art. 5.** Il est inséré dans le livre II, titre IX, chapitre II du même Code une section *IIIbis*, rédigée comme suit :

« Section *IIIbis*. — Fraude informatique

**Art. 504quater. § 1<sup>er</sup>.** Celui qui se procure, pour soi-même ou pour autrui, un avantage patrimonial frauduleux en introduisant dans un système informatique, en modifiant ou effaçant des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, ou en modifiant par tout moyen technologique l'utilisation possible des données dans un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. La tentative de commettre l'infraction visée au § 1<sup>er</sup> et est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Les peines prévues par les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis ou au titre IXbis. »

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 298 [S - C - 2001/09035]

**28 NOVEMBER 2000. — Wet van 28 november 2000  
inzake informaticacriminaliteit (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot aanvulling van het Strafwetboek*

**Art. 2.** Het opschrift van hoofdstuk IV, titel III, boek II van het Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

« Valsheid in geschriften, in informatica en in telegrammen. »

**Art. 3.** In artikel 193 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « geschriften of in telegrammen » vervangen door de woorden « geschriften, in informatica of in telegrammen ».

**Art. 4.** In boek II, titel III, hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling *Ilbis* ingevoegd, luidende :

« Afdeling *Ilbis*. — Valsheid in informatica

**Art. 210bis. § 1.** Hij die valsheid pleegt, door gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, in te voeren in een informaticasysteem, te wijzigen, te wissen of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem te veranderen, waardoor de juridische draagwijdte van dergelijke gegevens verandert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Hij die, terwijl hij weet dat aldus verkregen gegevens vals zijn, hiervan gebruik maakt, wordt gestraft alsof hij de dader van de valsheid was.

§ 3. Poging tot het plegen van het misdrijf, bedoeld in § 1, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 3 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 259bis, 314bis, 504quater of in titel IXbis. »

**Art. 5.** In boek II, titel IX, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling *IIIbis* ingevoegd, luidende :

« Afdeling *IIIbis*. — Informaticabedrog

**Art. 504quater. § 1.** Hij die, voor zichzelf of voor een ander, een bedrieglijk vermoogensvoordeel verwerft, door gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, in een informaticasysteem in te voeren, te wijzigen, te wissen of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem te veranderen, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Poging tot het plegen van het misdrijf bedoeld in § 1 wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank, of met een van die straffen alleen.

§ 3. De straffen bepaald in de §§ 1 en 2 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis of in titel IXbis. »

**Art. 6.** Il est inséré dans le livre II du même Code un titre *IXbis*, rédigé comme suit :

« Titre *IXbis*. — Infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes informatiques et des données qui sont stockées, traitées ou transmises par ces systèmes.

**Art. 550bis. § 1<sup>er</sup>.** Celui qui, sachant qu'il n'y est pas autorisé, accède à un système informatique ou s'y maintient, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Si l'infraction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est commise avec une intention frauduleuse, la peine d'emprisonnement est de six mois à deux ans.

§ 2. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, outrepassé son pouvoir d'accès à un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Celui qui se trouve dans une des situations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 et qui :

1° soit reprend, de quelque manière que ce soit, les données stockées, traitées ou transmises par le système informatique;

2° soit fait un usage quelconque d'un système informatique appartenant à un tiers ou se sert du système informatique pour accéder au système informatique d'un tiers;

3° soit cause un dommage quelconque, même non intentionnellement, au système informatique ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système ou au système informatique d'un tiers ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système;

est puni d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de vingt-six francs belges à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. La tentative de commettre une des infractions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 est punie des mêmes peines.

§ 5. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, recherche, rassemble, met à disposition, diffuse ou commercialise des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique et par lesquelles les infractions prévues par les §§ 1<sup>er</sup> à 4 peuvent être commises, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 6. Celui qui ordonne la commission d'une des infractions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 5 ou qui y incite, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à deux cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 7. Celui qui, sachant que des données ont été obtenues par la commission d'une des infractions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, les détient, les révèle à une autre personne ou les divulgue, ou fait un usage quelconque des données ainsi obtenues, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 8. Les peines prévues par les §§ 1<sup>er</sup> à 7 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis, 504quater ou 550ter.

**Art. 550ter. § 1<sup>er</sup>.** Celui qui, dans le but de nuire, directement ou indirectement, introduit dans un système informatique, modifie ou efface des données, ou qui modifie par tout moyen technologique l'utilisation possible de données dans un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Celui qui, suite à la commission d'une infraction visée au § 1<sup>er</sup>, cause un dommage à des données dans le système informatique concerné ou dans tout autre système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à septante-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Celui qui, suite à la commission d'une infraction visée au § 1<sup>er</sup>, empêche, totalement ou partiellement, le fonctionnement correct du système informatique concerné ou de tout autre système informatique, est puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 6.** In boek II van hetzelfde Wetboek wordt een titel *IXbis* ingevoegd, luidende :

« Titel *IXbis*. — Misdrijven tegen de vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid van informaticasystemen en van de gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen.

**Art. 550bis. § 1.** Hij die, terwijl hij weet dat hij daar toe niet gerechtigd is, zich toegang verschafft tot een informaticasysteem of zich daarin handhaaft, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintig duizend frank of met een van die straffen alleen.

Wanneer het misdrijf, bedoeld in het eerste lid, gepleegd wordt met bedrieglijk opzet, bedraagt de gevangenisstraf zes maanden tot twee jaar.

§ 2. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, zijn toegangsbevoegdheid tot een informaticasysteem overschrijdt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Hij die zich in een van de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2 bevindt en :

1° hetzij de gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van het informaticasysteem op enige manier overneemt;

2° hetzij enig gebruik maakt van een informaticasysteem van een derde of zich bedient van het informaticasysteem om toegang te verkrijgen tot een informaticasysteem van een derde;

3° hetzij enige schade, zelfs onopzettelijk, veroorzaakt aan het informaticasysteem of aan de gegevens die door middel van het informaticasysteem worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen of aan een informaticasysteem van een derde of aan de gegevens die door middel van het laatstgenoemde informaticasysteem worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen;

wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Poging tot het plegen van een van de misdrijven, bedoeld in §§ 1 en 2, wordt gestraft met dezelfde straffen.

§ 5. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem en waarmee de misdrijven, bedoeld in §§ 1 tot 4, gepleegd kunnen worden, opspoort, verzamelt, ter beschikking stelt, verspreidt of verhandelt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 6. Hij die opdracht geeft of aanzet tot het plegen van een van de misdrijven, bedoeld in §§ 1 tot 5, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot tweehonderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 7. Hij die, terwijl hij weet dat gegevens bekomen zijn door het plegen van een van de misdrijven bedoeld in §§ 1 tot 3, deze gegevens onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of er enig gebruik van maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 8. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 7 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis, 504quater of 550ter.

**Art. 550ter. § 1.** Hij die, met het oogmerk om te schaden, rechtstreeks of onrechtstreeks, gegevens in een informaticasysteem invoert, wijzigt, wist, of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem verandert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Hij die, ten gevolge van het plegen van een misdrijf bedoeld in § 1, schade berokkent aan gegevens in dit of enig ander informaticasysteem, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Hij die, ten gevolge van het plegen van een van de misdrijven bedoeld in § 1, de correcte werking van dit of enig ander informaticasysteem geheel of gedeeltelijk belemmert, wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, conçoit, met à disposition, diffuse ou commercialise des données stockées, traitées ou transmises par un système informatique, alors qu'il sait que ces données peuvent être utilisées pour causer un dommage à des données ou empêcher, totalement ou partiellement le fonctionnement correct d'un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 5. Les peines prévues par les §§ 1<sup>er</sup> à 4 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis, 504quater ou 550bis. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant  
le Code d'instruction criminelle*

Art. 7. Il est inséré dans le Code d'instruction criminelle un article 39bis, rédigé comme suit :

« Art. 39bis. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions spécifiques de cet article, les règles de ce code relatives à la saisie, y compris l'article 28sexies, sont applicables aux mesures consistant à copier, rendre inaccessibles et retirer des données stockées dans un système informatique.

§ 2. Lorsque le procureur du Roi découvre dans un système informatique des données stockées qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, mais que la saisie du support n'est néanmoins pas souhaitable, ces données, de même que les données nécessaires pour les comprendre, sont copiées sur des supports qui appartiennent à l'autorité. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage de supports qui sont disponibles pour des personnes autorisées à utiliser le système informatique.

§ 3. Il utilise en outre les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

Si les données forment l'objet de l'infraction ou ont été produites par l'infraction et si elles sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituent un danger pour l'intégrité des systèmes informatiques ou pour des données stockées, traitées ou transmises par le biais de tels systèmes, le procureur du Roi utilise tous les moyens techniques appropriés pour rendre ces données inaccessibles.

Il peut cependant, sauf dans le cas prévu à l'alinéa précédent, autoriser l'usage ultérieur de l'ensemble ou d'une partie de ces données, lorsque cela ne présente pas de danger pour l'exercice des poursuites.

§ 4. Lorsque la mesure prévue au § 2 n'est pas possible, pour des raisons techniques ou à cause du volume des données, le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

§ 5. Le procureur du Roi informe le responsable du système informatique de la recherche effectuée dans le système informatique et lui communique un résumé des données qui ont été copiées, rendues inaccessibles ou retirées.

§ 6. Le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données.

Des moyens techniques appropriés sont utilisés pour leur conservation au greffe.

La même règle s'applique, lorsque des données qui sont stockées, traitées ou transmises dans un système informatique sont saisies avec leur support, conformément aux articles précédents. »

§ 4. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, ontwerpt, ter beschikking stelt, verspreidt of verhandelt, terwijl hij weet dat deze gegevens aangewend kunnen worden om schade te berokkenen aan gegevens of, geheel of gedeeltelijk, de correcte werking van een informaticasysteem te belemmeren, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 5. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 4 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis, 504quater of 550bis. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging  
van het Wetboek van strafvordering*

Art. 7. In het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidende :

« Art. 39bis. § 1. Onverminderd de specifieke bepalingen van dit artikel, zijn de regels van dit wetboek inzake inbeslagneming, met inbegrip van artikel 28sexies, van toepassing op het kopiëren, ontoegankelijk maken en verwijderen van in een informaticasysteem opgeslagen gegevens.

§ 2. Wanneer de procureur des Konings in een informaticasysteem opgeslagen gegevens aantreft die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, maar de inbeslagneming van de drager daarvan evenwel niet wenselijk is, worden deze gegevens, evenals de gegevens noodzakelijk om deze te kunnen verstaan, gekopieerd op dragers, die toebehoren aan de overheid. In geval van dringendheid of om technische redenen, kan gebruik gemaakt worden van dragers, die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken.

§ 3. Hij wendt bovendien de passende technische middelen aan om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

Indien de gegevens het voorwerp van het misdrijf vormen of voortgekomen zijn uit het misdrijf en indien de gegevens strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden, of een gevaar opleveren voor de integriteit van informaticasystemen of gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, wendt de procureur des Konings alle passende technische middelen aan om deze gegevens ontoegankelijk te maken.

Hij kan evenwel, behoudens in het geval bedoeld in het vorige lid, het verdere gebruik van het geheel of een deel van deze gegevens toestaan, wanneer dit geen gevaar voor de strafvordering oplevert.

§ 4. Wanneer de in § 2 vermelde maatregel niet mogelijk is om technische redenen of wegens de omvang van de gegevens, wendt hij de passende technische middelen aan om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

§ 5. De procureur des Konings brengt de verantwoordelijke van het informaticasysteem op de hoogte van de zoeking in het informaticasysteem en deelt hem een samenvatting mee van de gegevens die zijn gekopieerd, ontoegankelijk gemaakt of verwijderd.

§ 6. De procureur des Konings wendt de passende technische middelen aan om de integriteit en de vertrouwelijkheid van deze gegevens te waarborgen.

Gepaste technische middelen worden aangewend voor de bewaring hiervan op de griffie.

Hetzelfde geldt, wanneer gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen in een informaticasysteem, samen met hun drager in beslag worden genomen, overeenkomstig de vorige artikelen. »



**Art. 8.** Il est inséré dans le même Code un article 88ter, rédigé comme suit :

« Art. 88ter. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le juge d'instruction ordonne une recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci, cette recherche peut être étendue vers un système informatique ou une partie de celui-ci qui se trouve dans un autre lieu que celui où la recherche est effectuée :

— si cette extension est nécessaire pour la manifestation de la vérité à l'égard de l'infraction qui fait l'objet de la recherche, et

— si d'autres mesures seraient disproportionnées, ou s'il existe un risque que, sans cette extension, des éléments de preuve soient perdus.

§ 2. L'extension de la recherche dans un système informatique ne peut pas excéder les systèmes informatiques ou les parties de tels systèmes auxquels les personnes autorisées à utiliser le système informatique qui fait l'objet de la mesure ont spécifiquement accès.

§ 3. En ce qui concerne les données recueillies par l'extension de la recherche dans un système informatique, qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, les règles prévues à l'article 39bis s'appliquent. Le juge d'instruction informe le responsable du système informatique, sauf si son identité ou son adresse ne peuvent être raisonnablement retrouvées.

Lorsqu'il s'avère que ces données ne se trouvent pas sur le territoire du Royaume, elles peuvent seulement être copiées. Dans ce cas, le juge d'instruction, par l'intermédiaire du ministre public, communique sans délai cette information au ministre de la Justice, qui en informe les autorités compétentes de l'état concerné, si celui-ci peut raisonnablement être déterminé.

§ 4. L'article 89bis est applicable à l'extension de la recherche dans un système informatique. »

**Art. 9.** Il est inséré dans le même Code un article 88quater, rédigé comme suit :

« Art. 88quater. § 1<sup>er</sup>. Le juge d'instruction ou un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi délégué par lui, peut ordonner aux personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du système informatique qui fait l'objet de la recherche ou des services qui permettent de protéger ou de crypter des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, de fournir des informations sur le fonctionnement de ce système et sur la manière d'y accéder ou d'accéder aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par un tel système, dans une forme compréhensible. Le juge d'instruction mentionne les circonstances propres à l'affaire justifiant la mesure dans une ordonnance motivée qu'il transmet au procureur du Roi.

§ 2. Le juge d'instruction peut ordonner à toute personne appropriée de mettre en fonctionnement elle-même le système informatique ou, selon le cas, de rechercher, rendre accessibles, copier, rendre inaccessibles ou retirer les données pertinentes qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système, dans la forme qu'il aura demandée. Ces personnes sont tenues d'y donner suite, dans la mesure de leurs moyens.

L'ordonnance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être prise à l'égard de l'inculpé et à l'égard des personnes visées à l'article 156.

§ 3. Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 ou qui fait obstacle à la recherche dans le système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 5. L'Etat est civilement responsable pour le dommage causé de façon non intentionnelle par les personnes requises à un système informatique ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par un tel système. »

**Art. 10.** A l'article 89 du même Code, modifié par les lois des 10 juillet 1967 et 20 mai 1997, les mots « et 39 » sont remplacés par les mots « . 39 et 39bis ».

**Art. 8.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88ter ingevoegd, luidende :

« Art. 88ter. § 1. Wanneer de onderzoeksrechter een zoeking beveelt in een informaticasysteem of een deel daarvan, kan deze zoeking worden uitgebreid naar een informaticasysteem of een deel daarvan dat zich op een andere plaats bevindt dan daar waar de zoeking plaatsvindt :

— indien deze uitbreiding noodzakelijk is om de waarheid aan het licht te brengen ten aanzien van het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking; en

— indien andere maatregelen disproportioneel zouden zijn, of indien er een risico bestaat dat zonder deze uitbreiding bewijselementen verloren gaan.

§ 2. De uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem mag zich niet verder uitstrekken dan tot de informaticasystemen of de delen daarvan waartoe de personen die gerechtigd zijn het onderzochte informaticasysteem te gebruiken, in het bijzonder toegang hebben.

§ 3. Inzake de door uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem aangetroffen gegevens, die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, wordt gehandeld zoals bepaald in artikel 39bis. De onderzoeksrechter brengt de verantwoordelijke van dit informaticasysteem op de hoogte, tenzij diens identiteit of woonplaats redelijkerwijze niet achterhaald kan worden.

Wanneer blijkt dat deze gegevens zich niet op het grondgebied van het Rijk bevinden, worden ze enkel gekopieerd. In dat geval deelt de onderzoeksrechter dit, via het openbaar ministerie, onverwijld mee aan het ministerie van Justitie, dat de bevoegde overheid van de betrokken Staat hiervan op de hoogte brengt, indien deze redelijkerwijze kan worden bepaald.

§ 4. Artikel 89bis is van toepassing op de uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem. »

**Art. 9.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88quater ingevoegd, luidende :

« Art. 88quater. § 1. De onderzoeksrechter, of in zijn opdracht een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, kan personen van wie hij vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van het informaticasysteem dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking of van diensten om gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, te beveiligen of te versleutelen, bevelen inlichtingen te verstrekken over de werking ervan en over de wijze om er toegang toe te verkrijgen, of in een verstaanbare vorm toegang te verkrijgen tot de gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen. De onderzoeksrechter vermeldt de omstandigheden eigen aan de zaak die de maatregel wettigen in een met redenen omkleed bevelschrift dat hij meedeelt aan de procureur des Konings.

§ 2. De onderzoeksrechter kan iedere geschikte persoon bevelen om zelf het informaticasysteem te bedienen of de ter zake dienende gegevens, die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, naargelang het geval, te zoeken, toegankelijk te maken, te kopiëren, ontoegankelijk te maken of te verwijderen, in de door hem gevorderde vorm. Deze personen zijn verplicht hieraan gevolg te geven, voorzover dit in hun mogelijkheden ligt.

Het bevel bedoeld in het eerste lid kan niet worden gegeven aan de verdachte en aan de personen bedoeld in artikel 156.

§ 3. Hij die weigert de in §§1 en 2 gevorderde medewerking te verlenen of de zoeking in het informaticasysteem hindert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 5. De Staat is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de schade die onopzettelijk door de gevorderde personen aan een informaticasysteem of de gegevens, die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, wordt veroorzaakt. »

**Art. 10.** In artikel 89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967 en 20 mei 1997, worden de woorden « en 39, » vervangen door de woorden « . 39 en 39bis ».

**Art. 11.** A l'article 90ter, § 2, du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois des 7 avril 1995, 13 avril 1995, 10 juin 1998 et 10 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1°bis est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1°bis. A l'article 210bis du même Code;

1°ter. A l'article 259bis du même Code;

1°quater. A l'article 314bis du même Code;

1°quinquies. Aux articles 324bis et 324ter du même Code »;

B) il est inséré un 10°bis, rédigé comme suit :

« 10°bis. A l'article 504quater du même Code »;

C) il est inséré un 13°bis, rédigé comme suit :

« 13°bis. Aux articles 550bis et 550ter du même Code. »

**Art. 12.** L'article 90quater du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par la loi du 10 juin 1998, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le juge d'instruction peut ordonner aux personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du service de télécommunications qui fait l'objet d'une mesure de surveillance ou des services qui permettent de protéger ou de crypter les données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, de fournir des informations sur le fonctionnement de ce système et sur la manière d'accéder au contenu de la télécommunication qui est ou a été transmise, dans une forme compréhensible.

Il peut ordonner aux personnes de rendre accessible le contenu de la télécommunication, dans la forme qu'il aura demandée. Ces personnes sont tenues d'y donner suite, dans la mesure de leurs moyens.

Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée conformément aux alinéas précédents, est puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou est appelée à y prêter son concours technique, est liée par le secret de l'instruction. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal. »

**Art. 13.** A l'article 90septies du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et remplacé par la loi du 10 juin 1998, il est inséré entre le quatrième et le cinquième alinéa, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les moyens appropriés sont utilisés pour garantir l'intégrité et la confidentialité de la communication ou de la télécommunication enregistrée et, dans la mesure du possible, pour réaliser sa transcription ou sa traduction. La même règle vaut pour la conservation au greffe des enregistrements et de leur transcription ou de leur traduction et pour les mentions dans le registre spécial. Le Roi détermine, après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, ces moyens et le moment où ils remplacent la conservation sous pli scellé ou le registre spécial prévus aux alinéas 3 et 4. »

#### CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques*

**Art. 14.** A l'article 109ter, E, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 21 décembre 1994, renuméroté par la loi du 19 décembre 1997 et remplacé par la loi du 10 juin 1998, sont apportées les modifications suivantes :

— 1° l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 est complété comme suit :

« , ainsi que les obligations pour les opérateurs de réseaux de télécommunications et les fournisseurs de services de télécommunications d'enregistrer et de conserver, pendant un certain délai en vue de l'investigation et de la poursuite d'infractions pénales, dans les cas à déterminer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et sur proposition du ministre de la Justice et du ministre qui a les Télécommunications et les Entreprises et Participations publiques dans ses attributions, les données d'appel de moyens de télécommunications et les données d'identification d'utilisateurs de services de télécommunications. Ce délai, qui ne peut jamais être inférieur à 12 mois, ainsi que les données d'appel et d'identification seront déterminés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission pour la protection de la vie privée.

**Art. 11.** In artikel 90ter, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 7 april 1995, 13 april 1995, 10 juni 1998 en 10 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 1°bis wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1°bis. Artikel 210bis van hetzelfde Wetboek;

1°ter. Artikel 259bis van hetzelfde Wetboek;

1°quater. Artikel 314bis van hetzelfde Wetboek;

1°quinquies. Artikelen 324bis en 324ter van hetzelfde Wetboek »;

B) er wordt een 10°bis ingevoegd, luidende :

« 10°bis. Artikel 504quater van hetzelfde Wetboek »;

C) er wordt een 13°bis ingevoegd, luidende :

« 13°bis. Artikelen 550bis en 550ter van hetzelfde Wetboek. »

**Art. 12.** In artikel 90quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 10 juni 1998, wordt een § 4 toegevoegd, luidende :

« § 4. De onderzoeksrechter kan personen waarvan hij vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van de telecommunicatiedienst waarop de bewakingsmaatregel betrekking heeft of van diensten om gegevens, die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen via een informaticasysteem, te beveiligen of te versleutelen, bevelen inlichtingen te verlenen over de werking ervan en over de wijze om in een verstaanbare vorm toegang te verkrijgen tot de inhoud van telecommunicatie die wordt of is overgebracht.

Hij kan personen bevelen om de inhoud van de telecommunicatie toegankelijk te maken in de door hem gevorderde vorm. Deze personen zijn verplicht hieraan gevolg te geven, voorzover dit in hun mogelijkheden ligt.

Hij die weigert de overeenkomstig de vorige leden bevolen medewerking te verlenen, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of die ertoe wordt geroepen zijn technische medewerking te verlenen, is gebonden door het geheim van het gerechtelijk onderzoek. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek. »

**Art. 13.** In artikel 90septies van hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en vervangen bij de wet van 10 juni 1998, wordt tussen het vierde en het vijfde lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« De passende middelen worden aangewend om de integriteit en de vertrouwelijkheid van de opgenomen communicatie of telecommunicatie te waarborgen, en voor zover mogelijk, de overschrijving of vertaling hiervan tot stand te brengen. Hetzelfde geldt voor de bewaring op de griffie van de opnamen en de overschrijving of vertaling hiervan en voor de vermeldingen in het bijzonder register. De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, deze middelen en het ogenblik waarop ze de bewaring onder verzegelde omslag of het bijzonder register, bedoeld in het derde en het vierde lid, vervangen. »

#### HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven*

**Art. 14.** In artikel 109ter, E, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, hernummerd bij de wet van 19 december 1997 en vervangen bij de wet van 10 juni 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— 1° het eerste lid van § 2 wordt aangevuld als volgt :

« , evenals de verplichtingen voor de operatoren van telecommunicatienetwerken en de verstrekkers van telecommunicatiediensten om de oproepgegevens van telecommunicatiemiddelen en de identificatiegegevens van gebruikers van telecommunicatiediensten te registreren en gedurende een bepaalde termijn te bewaren met het oog op de opsporing en vervolging van strafbare feiten, in de gevallen, te bepalen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie, Overheidsbedrijven en Participaties. Deze termijn, die nooit minder mag zijn dan 12 maanden, alsook de oproepgegevens en de identificatiegegevens worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Cette conservation imposée aux opérateurs de réseaux de télécommunications et aux fournisseurs de services de télécommunications doit s'effectuer à l'intérieur des limites du territoire de l'Union européenne. »;

— 2° l'article 109ter, E, est complété comme suit :

« § 3. Celui qui ne respecte pas les obligations prévues par le Roi en vertu des paragraphes précédents est puni d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission pour la protection de la vie privée prévoit les modalités et les moyens appropriés pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données d'appels et d'identification visées au § 2. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Scellé du Sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) Session 1999—2000.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 50-213/1. — Amendements n°s 50-213/2 et 50-213/3. — Rapport de la commission, n° 50-213/4. — Texte adopté par la commission, n° 50-213/5. — Amendements, n° 50-213/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-213/7.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 30 mars 2000.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-392/1. — Amendements, n° 2-392/2. — Rapport de la commission, n° 2-392/3. — Texte adopté par la commission, n° 2-392/4. — Amendements, n°s 2-392/5 et 2-392/6. — Texte amendé en séance plénière et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-392/7.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 12 et 13 juillet 2000.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet amendé par le Sénat, n° 50-213/8. — Amendements, n°s 50-213/9 et 50-213/10. — Rapport de la commission, n° 50-213/11. — Texte adopté par la commission, n° 50-213/12. — Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat, n° 50-213/13.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 26 octobre 2000.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 2-392/8. — Rapport de la commission, n° 2-392/9. — Texte adopté par la commission, n° 2-392/10. — Décision de se rallier au projet réamendé par la Chambre, n° 2-392/11.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 16 novembre 2000.

Deze bewaringsplicht voor de operatoren van de telecommunicatienetwerken en de verstreckers van de telecommunicatiediensten moet worden uitgevoerd binnen de grenzen van de Europese Unie. »;

— 2° artikel 109ter, E, wordt als volgt aangevuld :

« § 3. Hij die de verplichtingen door de Koning krachtens de vorige paragrafen bepaald, niet nakomt, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van zeventwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de modaliteiten en de middelen om de vertrouwelijkheid en de integriteit van de oproep- en identificatiegegevens bedoeld in § 2 te waarborgen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zo met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) Zitting 1999-2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 50-213/1. — Amendementen nrs. 50-213/2 en 50-213/3. — Verslag van de commissie, nr. 50-213/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-213/5. — Amendementen, nr. 50-213/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-213/7.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 maart 2000.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/1. — Amendementen, nr. 2-392/2. — Verslag van de commissie, nr. 2-392/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-392/4. — Amendementen, nrs. 2-392/5 en 2-392/6. — Tekst geamendeerd in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/7.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 en 13 juli 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 50-213/8. — Amendementen, nrs. 50-213/9 en 50-213/10. — Verslag van de commissie, nr. 50-213/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-213/12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden aan de Senaat, nr. 50-213/13.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 oktober 2000.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/8. — Verslag van de commissie, nr. 2-392/9. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-392/10. — Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer opnieuw geamendeerd ontwerp, nr. 2-392/11.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 november 2000.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 299 (2001 — 171)

[2001/00107]

27 DECEMBRE 2000. — Loi complétant la loi du 26 juin 2000 visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des conseils provinciaux et communaux et du Parlement européen. — Erratum

Ce texte annule et remplace celui paru au *Moniteur belge* n° 21 du 24 janvier 2001, aux pages 1896 et 1897.

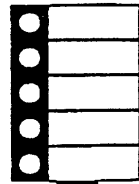
MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 299 (2001 — 171)

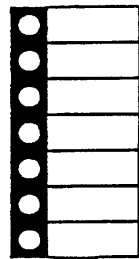
[2001/00107]

27 DECEMBER 2000. — Wet tot aanvulling van de wet van 26 juni 2000 tot beperking met de helft van de devolutive kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de provincie- en gemeenteraden en het Europees Parlement. — Erratum

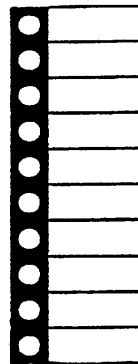
Deze tekst vernietigt en vervangt degene die verschenen is in het *Belgisch Staatsblad* nr. 21 van 24 januari 2001, op de bladzijden 1896 en 1897.



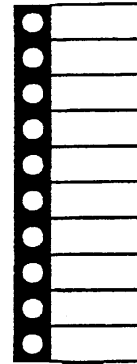
SIGLE  
5



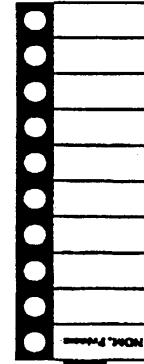
SIGLE  
4



SIGLE  
3



SIGLE  
2



SIGLE  
1

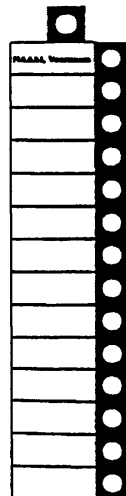
ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN DU.....  
CIRCONSCRIPTION ELECTORALE BRUXELLES-HALLE-VILVORDE

MODELE II d

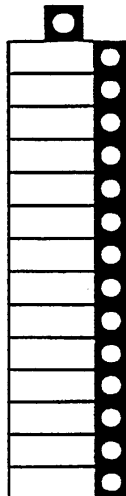
MODEL II d

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT VAN.....  
KIESKRING BRUSSEL-HALLE-VILVORDE

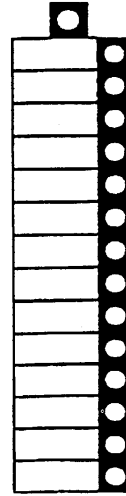
1  
LETTERWOORD



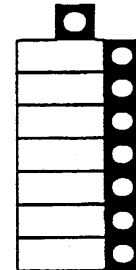
2  
LETTERWOORD



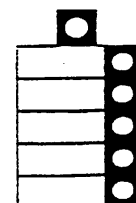
3  
LETTERWOORD



4  
LETTERWOORD



5  
LETTERWOORD



Bijlage 4 - Annexe 4



F. 2001 — 300 (2001 — 172)

[2001/00108]

27 DECEMBRE 2000. — Loi visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des Chambres législatives fédérales et du Conseil de la Communauté germanophone. — Erratum

Ce texte annule et remplace celui paru au *Moniteur belge* n° 21 du 24 janvier 2001, à la page 1916.

N. 2001 — 300 (2001 — 172)

[2001/00108]

27 DECEMBER 2000. — Wet tot beperking met de helft van de devolutive kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. — Erratum

Deze tekst vernietigt en vervangt degene die verschenen is in het *Belgisch Staatsblad* nr. 21 van 24 januari 2001, op blz. 1916.

(1) Date de l'élection.

(\*) Nom et prénom (premier ou usuel). Le nom peut être précédé ou suivi du nom de conjoint ou du conjoint décédé. L'abréviation "ép" (époux-se) ou "v." (veuf-ve) peut, si le candidat en exprime la demande, être incluse.

Election de 15 SENATEURS

Election du Sénat de.....(1) - Circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde

MODELE II (g)

MODEL II (g)

Verkiezing van de Senaat van.....(1) - Kieskring van Brussel-Halle-Vilvorde

Verkiezing van 25 SENATOREN

(\*) Naam en (eerste of gebruikelijke) voornaam. De naam mag worden voorafgegaan of gevolgd door de naam van de echtgenoot of de overleden echtgenoot. De afkorting "echtg." (echtgeno(o)t(e)) of "wed." (weduwnaar-weduwe) mag eraan toegevoegd indien de kandidaat daarom verzoekt.

(1) Datum van de verkiezing.



## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2001 — 301

[C — 2001/11058]

29 JANVIER 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai pour la transposition de cette directive a expiré le 19 février 2000; que le Gouvernement estime que tout retard dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'important mouvement d'accélération du processus de transposition de la directive dans les autres Etats membres de l'Union européenne; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

a) au point 1°, les nombres et mots "12, §§ 1<sup>er</sup>, dernière phrase, 3 et 4," sont remplacés par "12,,";

b) au point 7°, les nombres et mots "12, §§ 1<sup>er</sup>, première phrase, et 2," sont supprimés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des transports et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie  
et au Développement durable,

O. DELEUZE

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 301

[C — 2001/11058]

29 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit de omstandigheid dat voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt van de bepalingen van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit; dat de termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 19 februari 2000 is verstreken; dat de Regering meent dat elke vertraging in de omzetting de concurrentiepositie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de belangrijke tendens tot versnelling van het omzettingsproces van de richtlijn in de andere Lidstaten van de Europese Unie; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en van Onze Staatssecretaris voor Energie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 oktober 2000, wordt als volgt gewijzigd :

a) in punt 1°, worden de getallen en woorden "12, §§ 1, laatste zin, 3 en 4," vervangen door "12,,";

b) in punt 7°, worden de getallen en woorden "12, §§ 1, eerste zin en 2," geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie  
en Duurzame Ontwikkeling,

O. DELEUZE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 302 [C — 2001/22050]

**19 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal visant l'octroi d'une subvention de BEF 2 500 000 à l'A.S.B.L. MeMo à titre d'aide pour la publication du guide MeMo et la promotion de l'entreprise sociale et écologique en Flandre

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé du renforcement, du développement et de la promotion de l'économie sociale et de l'économie plurielle;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé de stimuler les initiatives d'entreprise sociale et écologique;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé de stimuler le dialogue entre l'économie traditionnelle et les initiatives d'économie sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 13 décembre 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une subvention de BEF 2 500 000, imputable au crédit du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 2000, division organique 55, b.a. 42.33.01.85, est octroyée à l'A.S.B.L. MeMo, ayant son siège social à Blijde Inkomstraat 109, 3000 Leuven, à verser sur le compte 001-1877398-39.

**Art. 2.** La subvention vise à permettre à l'A.S.B.L. MeMo de publier une nouvelle édition du guide MeMo ou GROENE GIDS et d'utiliser celui-ci pour la promotion et le soutien de l'entreprise sociale et écologique en Flandre.

Ce guide a pour objectif de donner un aperçu relativement complet de toutes les entreprises et organisations en Flandre qui travaillent de manière sociale et écologique.

L'A.S.B.L. MeMo utilisera également ce guide comme point de départ pour l'organisation de réunions portant sur des thèmes spécifiques relatifs à l'entreprise sociale et écologique.

En outre, l'A.S.B.L. MeMo transmettra à la Cellule Economie sociale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement une liste digitalisée des entreprises figurant dans le Groene Gids en mentionnant les paramètres suivants : dénomination et adresse de l'organisation, statut(s) juridique(s), forme d'agrément (si économie sociale), numéro d'identification national (ONSS) et numéro-TVA. Cette liste doit être parvenue à la Cellule Economie sociale avant le 30 mars 2001.

**Art. 3.** La subvention englobe :

Charge salariale du personnel d'encadrement :

1 membre du personnel temps plein :	1 500 000 BEF
Frais de fonctionnement :	1 000 000 BEF
Total :	2 500 000 BEF

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le montant octroyé sera versé en quatre tranches :

Une première tranche de 30 % est versée après l'entrée en vigueur du projet, à la demande du chargé de mission et après accord du commanditaire.

Une deuxième tranche de 30 % sera versée six mois après l'entrée en vigueur, après présentation d'un rapport intermédiaire sur le déroulement du projet et des pièces justificatives nécessaires et après accord du commanditaire.

Une troisième tranche de 30 % sera versée neuf mois après l'entrée en vigueur, après présentation d'un rapport intermédiaire sur le déroulement du projet et des pièces justificatives nécessaires et après accord du commanditaire.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 302 [C — 2001/22050]

**19 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage van BEF 2 500 000 aan de V.Z.W. MeMo als ondersteuning voor het uitbrengen van de MeMo-gids en de promotie van mens- en milieuvriendelijk ondernemen in Vlaanderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende dat de Minister voor Sociale Economie ondermeer belast is met verdere versterking, ontwikkeling en promotie van de sociale- en meerwaardeneconomie;

Overwegende dat de Minister voor Sociale Economie onder meer belast is met het stimuleren van initiatieven die op een mens- en milieuvriendelijke manier ondernemen;

Overwegende dat de Minister van Sociale Economie onder meer belast is met het stimuleren van de dialoog tussen de reguliere economie en de sociale economie-initiatieven;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2000.;

Op de voordracht van Onze Minister voor Sociale Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een toelage van BEF 2 500 000, aan te rekenen op het krediet van het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2000, organisatieafdeling 55, b.a. 42.33.01.85, wordt toegekend aan de V.Z.W. MeMo, met zetel te Blijde Inkomstraat 109, 3000 Leuven, te betalen op rekeningnummer 001-1877398-39.

**Art. 2.** De toelage heeft tot doel de V.Z.W. MeMo in staat te stellen een nieuwe uitgave van de MeMo-gids of GROENE GIDS uit te brengen en deze te gebruiken bij de promotie en ondersteuning van Mens- en Milieuvriendelijk ondernemen in Vlaanderen.

Deze gids wil een vrij volledig beeld geven van alle bedrijven en organisatie die in Vlaanderen op een mens- en milieuvriendelijke manier ondernemen.

Tevens zal de V.Z.W. MeMo deze gids gebruiken als uitgangspunt voor de organisatie van bijeenkomsten rond specifieke thema's in het kader van mens- en milieuvriendelijk ondernemen.

Bovendien zal de V.Z.W. MeMo aan de Cel Sociale Economie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu een lijst in digitale vorm overmaken van de ondernemingen uit de Groene Gids met vermelding van volgende parameters: naam en adres van de organisatie, juridisch statuut of -statuten, erkenningsvorm (indien sociale economie), nationaal identificatienummer (RSZ) en BTW-nummer. Deze lijst moet de Cel Sociale Economie bereiken voor 30 maart 2001.

**Art. 3.** De toelage omvat:

Loonkost omkaderingspersoneel:

1 voltijds personeelslid :	1 500 000 BEF
Werkingskosten :	1 000 000 BEF
Totaal :	2 500 000 BEF

**Art. 4.** § 1. Het toegekende bedrag zal in vier schijven worden betaald :

Een eerste schijf van 30 % wordt betaald na aanvang van het project, op vraag van de opdrachtnemer en na akkoord van de opdrachtgever.

Een tweede schijf van 30 % zal worden betaald zes maanden na aanvang, na voorlegging van een tussentijdse stand van zaken en de noodzakelijke verantwoordingsstukken en na akkoord van de opdrachtgever.

Een derde schijf van 30 % zal worden betaald negen maanden na aanvang, na voorlegging van een tussentijdse stand van zaken en de noodzakelijke verantwoordingsstukken en na akkoord van de opdrachtgever.

Le solde de 10 % sera versé à la clôture de la période, après présentation d'un rapport final, des pièces justificatives nécessaires et après accord du commanditaire.

§ 2. Les pièces justificatives sont datées, signées par le chargé de mission et certifiées sincères et véritables pour les sommes payées.

Elles sont introduites en trois exemplaires.

§ 3. Toutes les créances et les pièces justificatives établies dans le cadre du présent projet doivent être à la disposition de l'administration au plus tard le 15 novembre 2001.

§ 4. La Cellule Economie sociale de l'administration de l'Intégration sociale du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, boulevard Anspach 1, 1000 Bruxelles, 14<sup>e</sup> étage, bureau 14.19 se charge du traitement administratif. Toute la correspondance relative au traitement administratif dans le cadre du présent projet est envoyée à l'adresse précitée.

**Art. 5.** Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents en cas de litige.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Economie sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie sociale,  
J. VANDE LANOTTE

Het saldo van 10 % zal worden betaald na het beëindigen van de periode, na voorlegging van een eindrapport, de noodzakelijke verantwoordings-stukken en na akkoord van de opdrachtgever.

§ 2. De bewijsstukken worden gedateerd, ondertekend door de opdrachtnemer en voor de gevorderde sommen voor waar en oprecht verklaard.

Zij worden in drie exemplaren ingediend.

§ 3. Alle schuldvordering en verantwoordings-stukken in het kader van deze toelage dienen uiterlijk op 15 november 2001 in bezit te zijn van de administratie.

§ 4. Op de administratieve verwerking wordt toegezien door de Cel Sociale Economie van het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie van het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Anspachlaan 1, 1000 Brussel, 14<sup>e</sup> verdieping, bureau 14.19. Alle briefwisseling in verband met de administratieve verwerking in het kader van deze toelage wordt aan dit adres gericht.

**Art. 5.** In geval van betwisting zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

**Art. 6.** Onze Minister voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Economie,  
J. VANDE LANOTTE

F. 2001 — 303

[C — 2001/22052]

**20 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal visant l'octroi d'une subvention à l'Université d'Anvers-UIA de 2 810 000 BEF comme aide à l'organisation d'une formation postuniversitaire « Management en économie sociale »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé du renforcement, du développement et de la promotion de l'économie sociale;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé de stimuler la professionnalisation du secteur de l'économie sociale;

Considérant que le Ministre de l'Economie sociale est notamment chargé de stimuler le soutien scientifique du secteur de l'économie sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 11 décembre 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une subvention de 2 860 000 BEF, imputable au crédit du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 2000, division organique 55, a.b. 42.33.01.85, est octroyée à la « Université Antwerpen-UIA ayant son siège social à « Universiteitsplein 1, 3000 Antwerpen », à verser sur le compte 001-1269001-26.

**Art. 2.** La subvention doit permettre à la « Université Antwerpen Management School » d'organiser une formation postuniversitaire 'Management en économie sociale'.

Cette formation vise à appliquer des principes généraux de management aux initiatives d'économie sociale tout en tenant compte de la spécificité et des objectifs du secteur.

La formation est destinée aux coordinateurs et responsables d'initiatives d'économie sociale et d'initiatives en matière de cohésion sociale dans le secteur privé.

N. 2001 — 303

[C — 2001/22052]

**20 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage van 2 810 000 BEF aan de Universiteit Antwerpen-UIA als ondersteuning in de organisatie van een postacademische opleiding « Management in de sociale economie »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende dat de Minister voor Sociale Economie onder meer belast is met verdere versterking, ontwikkeling en promotie van de sociale economie;

Overwegende dat de Minister voor Sociale Economie onder meer belast is met het stimuleren van de professionalisering van de sociale economiesector;

Overwegende dat de Minister van Sociale Economie onder meer belast is het stimuleren van de wetenschappelijke ondersteuning van de sociale economiesector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 11 december 2000;

Op de voordracht van Onze Minister voor Sociale Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een toelage van 2 860 000 BEF, aan te rekenen op het krediet van het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2000, organisatieafdeling 55, b.a. 42.33.01.85, wordt toegekend aan de Universiteit Antwerpen-UIA, met zetel te Universiteitsplein 1, 2610 Wilrijk-Antwerpen, te betalen op rekeningnummer 001-1269001-26.

**Art. 2.** De toelage heeft tot doel de Universiteit Antwerpen in staat te stellen een postacademische opleiding 'Management in de sociale economie' in te richten.

Deze opleiding beoogt algemene managementprincipes toe te passen op de initiatieven sociale economie, doch daarbij rekening te houden met de specificiteit en de doelstellingen van de sector.

De opleiding richt zich tot coördinatoren en verantwoordelijken van sociale economie-initiatieven en initiatieven inzake sociale cohesie in de privé-sector.

A cet effet, l'organisation de cours magistraux sera complétée par la confrontation de principes théoriques à la pratique dans le secteur au moyen de séminaires ou de travaux pratiques.

Après avoir terminé la formation avec succès, le participant se voit délivrer un certificat de formation postuniversitaire.

**Art. 3.** La subvention englobe :

Charge salariale du personnel d'encadrement :

- Coordinateur	1 900 000 BEF
- Chargés de cours (30 parties de journées à 10 000 BEF) :	300 000 BEF
Frais de fonctionnement :	610 000 BEF
Total :	2 810 000 BEF

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le montant octroyé sera versé en trois tranches :

Une première tranche de 40 % est versée dans les 10 jours après la publication du présent arrêté royal au *Moniteur belge*, à la demande du chargé de mission et après accord du commanditaire.

Une deuxième tranche de 40 % sera versée six mois après l'entrée en vigueur, après présentation d'un rapport intermédiaire sur le déroulement du projet, des pièces justificatives nécessaires et après accord du commanditaire.

Le solde de 20 % sera versé à la clôture de la période, après présentation d'un rapport final, des pièces justificatives nécessaires et après accord du commanditaire.

§ 2. Les pièces justificatives sont datées, signées par le chargé de mission et certifiées sincères et véritables pour les sommes payées. Elles sont introduites en trois exemplaires.

§ 3. Toutes les créances et les pièces justificatives établies dans le cadre du présent projet doivent être à la disposition de l'administration au plus tard le 25 novembre 2001.

§ 4. La Cellule Economie sociale de l'administration de l'Intégration sociale du Ministère fédérale des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, boulevard Anspach 1, 1000 Bruxelles, 14<sup>e</sup> étage, bureau 14.19 se charge du traitement administratif. Toute la correspondance relative au traitement administratif dans le cadre du présent projet est envoyée à l'adresse précitée.

**Art. 5.** Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents en cas de litige.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Economie sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie sociale,  
J. VANDE LANOTTE

Hiertoe zullen naast de organisatie van hoorcolleges ook theoretische principes worden getoetst aan de praktijk in de sector via seminars of werkcolleges.

Bij het succesvol beëindigen van de opleiding ontvangt de deelnemer een getuigschrift van postacademische vorming.

**Art. 3.** De toelage omvat :

Loonkost omkaderingspersoneel :

- Coördinator :	1 900 000 BEF
- Docenten (30 dagdelen aan 10 000 BEF) :	300 000 BEF
Werkingskosten :	610 000 BEF
Totaal :	2 810 000 BEF

**Art. 4.** § 1. Het toegekende bedrag zal in drie schijven worden betaald :

Een eerste schijf van 40 % wordt betaald 10 dagen na publicatie van dit koninklijk Besluit in het *Belgisch Staatsblad*, op vraag van de opdrachtnemer en na akkoord van de opdrachtgever.

Een tweede schijf van 40 % zal worden betaald zes maanden na aanvraag, na voorlegging van een tussentijdse stand van zaken, de noodzakelijke verantwoordingsstukken en na akkoord van de opdrachtgever.

Het saldo van 20 % zal worden betaald na het beëindigen van de periode, na voorlegging van een eindrapport, de noodzakelijke verantwoordingsstukken en na akkoord van de opdrachtgever.

§ 2. De bewijsstukken worden gedateerd, ondertekend door de opdrachtnemer en voor de gevorderde sommen voor waar en oprechter verklaard. Zij worden in drie exemplaren ingediend.

§ 3. Alle schuldvordering en verantwoordingsstukken in het kader van deze toelage dienen uiterlijk op 25 november 2001 in bezit te zijn van de administratie.

§ 4. Op de administratieve verwerking wordt toegezien door de Cel Sociale Economie van het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie van het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Anspachlaan 1, 1000 Brussel, 14<sup>e</sup> verdieping, bureau 14.19. Alle briefwisseling in verband met de administratieve verwerking in het kader van deze toelage wordt aan dit adres gericht.

**Art. 5.** In geval van betwisting zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

**Art. 6.** Onze Minister voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Economie,  
J. VANDE LANOTTE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 304

[C — 2000/13010]

**12 JANVIER 2001.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 juin 1997, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et approuvée au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, visant à promouvoir l'emploi, à déterminer la marge salariale et à établir un accord sectoriel pour la période 1997-1998 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 304

[C — 2000/13010]

**12 JANUARI 2001.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1997, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap en goedgekeurd in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, strekkende tot bevordering van de werkgelegenheid, tot bepaling van de loonmarge en tot vestiging van een sectoraal akkoord voor de periode 1997-1998 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen;



Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 juin 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et approuvée au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, visant à promouvoir l'emploi, à déterminer la marge salariale et à établir un accord sectoriel pour la période 1997-1998.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—  
Annexe

**Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement**

Sous-commission paritaire  
des maisons d'éducation et d'hébergement  
de la Communauté flamande

*Convention collective de travail du 20 juin 1997*

Promotion de l'emploi, détermination de la marge salariale et établissement d'un accord sectoriel pour la période 1997-1998 (Convention enregistrée le 18 novembre 1997 sous le numéro 46033/CO/319)

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Art. 2. Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 3. La présente convention collective de travail est conclue notamment dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 et de l'arrêté royal y afférent du 20 décembre 1996 relatif à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les parties signataires conviennent, moyennant une série d'accords sectoriels portant notamment sur les conditions de travail et de rémunération et sur l'emploi, de donner exécution à la disposition précédente.

§ 2. Les parties sont disposées à affecter la totalité des moyens provenant de la marge disponible fixée par arrêté royal du 20 décembre 1996 aux objectifs en vue desquels la conclusion d'accords sectoriels était prévue, dans la mesure où le Gouvernement flamand est disposé à mettre à disposition les moyens financiers correspondants par voie de subsidiation.

Pour le "algemeen welzijnswerk", les "centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning" et les "centra voor integrale gezinszorg", les parties s'engagent à obtenir la garantie que le Gouvernement flamand paiera à 100 p.c. les montants de subsides pour l'année 1997 et prendra en compte l'évolution salariale due à des augmentations d'ancienneté et des augmentations barémiques.

§ 3. Se basant sur des données gouvernementales, les parties constatent que la marge salariale disponible précitée pour le secteur se chiffre à 2 p.c. ou 510 millions au minimum pour les années 1997-1998.

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1997, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap en goedgekeurd in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, strekkende tot bevordering van de werkgelegenheid, tot bepaling van de loonmarge en tot vestiging van een sectoraal akkoord voor de periode 1997-1998.

**Art. 2.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—  
Bijlage

**Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen**

Paritair Subcomité  
voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen  
van de Vlaamse Gemeenschap

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1997*

Bevordering van de werkgelegenheid, bepaling van de loonmarge en vestiging van een sectoraal akkoord voor de periode 1997-1998 (Overeenkomst geregistreerd op 18 november 1997 onder het nummer 46033/CO/319)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 2. Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt in het bijzonder gesloten in het kader van de wet van 26 juli 1996 en het eraan verbonden koninklijk besluit van 20 december 1996 ter bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Art. 4. § 1. Ondertekenende partijen komen overeen, middels een aantal sectorale akkoorden die ondermeer betrekking hebben op de loon- en arbeidsvoorwaarden en de werkgelegenheid, uitvoering te geven aan vorige bepaling.

§ 2. Partijen zijn bereid de totaliteit van de middelen uit de beschikbare marge vastgelegd bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 in te zetten voor de doeleinden waarvoor het sluiten van sectorale akkoorden werd voorzien, in de mate dat de Vlaamse Overheid bereid is de overeenstemmende financiële inspanningen langs de subsidiëring ter beschikking te stellen.

Voor het algemeen welzijnswerk, de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning en voor de centra voor integrale gezinszorg, verbinden partijen er zich toe de waarborg te bekomen dat de Vlaamse Regering de subsidiebedragen voor het jaar 1997 aan 100 pct. uitbetaalt en overgaat tot de verrekening van de loondrift ten gevolge van anciënniteitsstijgingen en baremieke verhogingen.

§ 3. Uitgaande van overheidsgegevens stellen partijen vast dat voornoemde beschikbare loonmarge voor de sector minimaal op 2 pct. of 510 miljoen bedraagt voor de jaren 1997-1998.

Art. 5. L'inventaire des projets de convention collective de travail et de protocoles d'accord, déposés par les organisations syndicales représentées lors de la séance de la sous-commission paritaire du 20 mai 1997, permet de retenir notamment les projets de convention collective de travail suivants pour être portés en compte sur la marge salariale : les conventions concernant le 11 juillet comme jour férié de la Communauté flamande, l'octroi de congé d'ancienneté, l'octroi de quatre jours de congé supplémentaires et le paiement du jour de carence.

Art. 6. Pour ce qui est des autres projets de convention collective de travail et de protocoles d'accord, les parties prennent l'engagement de mener des discussions à ce propos dans le cadre d'un accord sectoriel global 1997-1998 et de prendre le cas échéant d'autres initiatives communes à l'attention des pouvoirs concernés en vue de réaliser ces objectifs. A cet égard, les points particuliers suivants méritent l'attention : les prestations de nuit et des éléments spécifiques du dossier concernant le personnel de cadre et de direction.

Art. 7. Les parties s'engagent à rechercher un équilibre entre les avantages complémentaires pour le personnel et la promotion de l'emploi.

Art. 8. Conformément à l'article 11 de la loi du 26 juillet 1996, les parties conviennent de prévoir au niveau sectoriel un mécanisme de correction en fonction de l'article 4, § 3, de la présente convention collective de travail.

Art. 9. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 janvier 2001.

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Art. 5. Uit de inventaris van de ontwerpen van collectieve arbeidsovereenkomsten en van protocolakkoorden, door de vertegenwoordigde vakorganisaties neergelegd op de vergadering van het paritair subcomité van 20 mei 1997, komen voor de aanrekening op de loonmarge inzonderheid volgende ontwerpen van collectieve arbeidsovereenkomsten in aanmerking : 11 juli als feestdag van de Vlaamse Gemeenschap, de toekenning van anciënniteitsverlof, de toekenning van vier bijkomende verlofdagen en de betaling van de carensdag.

Art. 6. Voor wat betreft de overige ontwerpen van collectieve arbeidsovereenkomsten en van protocol-akkoorden, gaan partijen de verbintenis aan hierover besprekingen te voeren in het kader van een globaal sectoraal akkoord 1997-1998 en desgevallend verdere gezamenlijke initiatieven te nemen naar de betrokken overheden om deze doelstellingen te realiseren. Hierbij zijn bijzondere aandachtspunten : nachtprestaties en specifieke elementen uit het dossier kader- en directiepersoneel.

Art. 7. Partijen verbinden zich ertoe een evenwicht na te streven tussen de bijkomende voordelen voor het personeel en de bevordering van de tewerkstelling.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 26 juli 1996 komen partijen overeen om op sectoraal niveau een bijsturingmechanisme te voorzien in functie van artikel 4, § 3, van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 305

[C — 2000/13015]

**12 JANVIER 2001.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, modifiant les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire" (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 23 juin 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, modifiant les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire".

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 12 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

N. 2001 — 305

[C — 2000/13015]

**12 JANUARI 2001.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid" (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid".

**Art. 2.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

## Annexe

**Commission paritaire de l'industrie alimentaire***Convention collective de travail du 23 juin 1999*

Modification des statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire" (Convention enregistrée le 28 octobre 1999 sous le numéro 52811/CO/118)

Article 1<sup>er</sup>. L'article 12 des statuts fixés par la convention collective de travail du 6 décembre 1989, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, modifiant et coordonnant les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire", rendue obligatoire par arrêté royal du 5 mars 1991 (*Moniteur belge* du 24 avril 1991), modifié par la convention collective de travail du 25 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 20 mai 1998 (*Moniteur belge* du 25 septembre 1998), est complété comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> octobre 1999, une cotisation complémentaire à charge de l'employeur est perçue par le biais de l'Office national de sécurité sociale. Elle est fixée à 0,10 p.c. de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale, et est destinée à financer une indemnité complémentaire de 120 BEF par jour de maladie entre le premier jour du quatrième mois et le dernier jour du 12<sup>e</sup> mois de maladie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, une cotisation complémentaire à charge de l'employeur est perçue par le biais de l'Office national de sécurité sociale. Elle est fixée à 0,10 p.c. de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale et destinée à l'Institut de formation professionnelle".

Art. 2. La présente convention collective de travail avec les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire" en annexe entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Elle est conclue pour une durée déterminée et prend fin le 30 juin 2001.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 janvier 2001.

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

## Bijlage

**Paritair Comité voor de voedingsnijverheid***Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999*

Wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" (Overeenkomst geregistreerd op 28 oktober 1999 onder het nummer 52811/CO/118)

Artikel 1. Het artikel 12 van de statuten vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 1989, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid", algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 maart 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 24 april 1991) en gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 mei 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 25 september 1998) wordt als volgt aangevuld :

« Vanaf 1 oktober 1999 wordt er een bijkomende bijdrage ten laste van de werkgever geheven door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Deze wordt vastgesteld op 0,10 pct. van de loonmassa aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en is bestemd voor de financiering van een bijkomende vergoeding van 120 BEF per dag bovenop de ziekteuitkering tussen de eerste dag van de vierde maand en de laatste dag van de 12de maand ziekte vanaf 1 januari 2000.

« Vanaf 1 januari 2000 wordt er een bijkomende bijdrage ten laste van de werkgever geheven door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (en is bestemd voor het "Instituut voor Professionele Vorming".) Deze wordt vastgesteld op 0,10 pct. van de loonmassa aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst met de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" in bijlage treedt in werking op 1 januari 1999. Ze wordt gesloten voor een bepaalde duur en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2001.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 306

[C — 2001/12004]

**15 JANVIER 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 22 septembre 2000 de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie relative au remplacement des jours fériés des 21 juillet 2001 et 11 novembre 2001 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, notamment les articles 6 et 7;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie requérant la force obligatoire pour sa décision du 22 septembre 2000 relative au remplacement des jours fériés des 21 juillet 2001 et 11 novembre 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la décision du 22 septembre 2000, reprise en annexe, de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie relative au remplacement des jours fériés des 21 juillet 2001 et 11 novembre 2001.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

—————  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 4 janvier 1974, *Moniteur belge* du 31 janvier 1974.

N. 2001 — 306

[C — 2001/12004]

**15 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot algemeen verbindend verklaring van de beslissing van 22 september 2000 van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk betreffende de vervanging van de feestdagen van 21 juli 2001 en 11 november 2001 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk tot algemeen verbindend verklaring van zijn beslissing van 22 september 2000 betreffende de vervanging van de feestdagen van 21 juli 2001 en 11 november 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Wordt algemeen verbindend verklaard, de in bijlage overgenomen beslissing van 22 september 2000 van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk betreffende de vervanging van de feestdagen van 21 juli 2001 en 11 november 2001.

**Art. 2.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

—————  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 4 januari 1974, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1974.

## Annexe

**Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie***Décision du 22 septembre 2000*Remplacement des jours fériés  
des 21 juillet 2001 et 11 novembre 2001

Article 1<sup>er</sup>. Pour les entreprises qui tombent sous la compétence de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, le jour férié du 21 juillet 2001 coïncidant avec un samedi est remplacé par :

— le lundi 30 avril 2001 : pour les entreprises Dumont Wijckhuysse à Roulers et Rivermills à Marke;

— le vendredi 25 mai 2001 : pour les entreprises Libeltex à Meulebeke, Bekaert Textiles à Waregem, Flanders Spinning Mill Company à Waregem, Eurotapis à Beveren-Leie, Sofinal à Waregem;

— le vendredi 20 juillet 2001 pour les entreprises situées dans l'arrondissement Audenarde-Renaix exceptées les entreprises suivantes : Bekaert Decoration Textiles à Audenarde, Cyr Cambier à Renaix, Domo Audenarde, Silversilk à Kluisbergen, Utextbel à Renaix, Christian Devos à Kruishoutem;

— le lundi 23 juillet 2001 pour les entreprises situées dans les arrondissements de Courtrai et Roulers-Tielt exceptées les entreprises suivantes : Libeltex à Meulebeke, Beaulieu à Wielsbeke, Dumont Wyckhuysse à Roulers, Debruyne à Meulebeke, Bata Industries à Sint-Baafs-Vijve, Polyfil à Wielsbeke, Bekaert Textiles à Waregem, Flanders Spinning Mill Company à Waregem, Mc Three Carpets à Waregem, Rivermills à Marke, Prado à Kuurne, Balta à Avelgem, Eurotapis à Beveren-Leie, Sofinal à Waregem, Bic et Phoenix Carpets à Courtrai;

— le mardi 14 août 2001 : pour les entreprises Prado à Kuurne et Bic et Phoenix Carpets à Courtrai;

— le jeudi 16 août 2001 : pour l'entreprise Mc Three Carpets à Waregem;

— le lundi 24 décembre 2001 : pour les entreprises De Bruyne à Meulebeke et Polyfil à Wielsbeke.

Art. 2. Pour les entreprises qui tombent sous la compétence de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, le jour férié du 11 novembre 2001 coïncidant avec un dimanche est remplacé par :

— le jeudi 1<sup>er</sup> mars 2001 : pour l'entreprise Clarysse à Deerlijk;

— le vendredi 2 novembre 2001 pour les entreprises situées dans les arrondissements d'Audenarde-Renaix, Courtrai et Roulers-Tielt exceptées les entreprises suivantes : Bekaert Decoration Textiles à Audenarde, Cyr Cambier à Renaix, Domo Audenarde, Ridobel à Wortegem-Petegem, Utextbel à Renaix, Polyfil à Wielsbeke, Bekaert Textiles à Waregem, Prado à Kuurne et Clarysse à Deerlijk;

— le lundi 12 novembre 2001 : pour l'entreprise Ridobel à Wortegem-Petegem;

— le lundi 24 décembre 2001 : pour les entreprises Bekaert Textiles à Waregem, Flanders Spinning Mill Company à Waregem et Prado à Kuurne;

— le lundi 31 décembre 2001 : pour l'entreprise Polyfil à Wielsbeke.

Art. 3. Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> et 2, les dates fixées ne sont pas applicables aux entreprises tombant sous la compétence de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (n° 120.01), de la sous-commission paritaire de la préparation du lin (n° 120.02) et de la sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement (n° 120.03).

Pour les entreprises travaillant en quatre équipes, en équipes-relais ou en régime cinq équipes, les dates fixées par les articles 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas d'application.

Art. 4. Pour les entreprises visées à l'article 3 ainsi que pour les entreprises pour lesquelles les articles 1<sup>er</sup> et 2 ne fixent pas de jour de remplacement, le jour férié en question est remplacé conformément aux dispositions des articles 8 et 9 de la loi du 4 janvier 1974 concernant les jours fériés.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 15 janvier 2001.

## Bijlage

**Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk***Beslissing van 22 september 2000*Vervanging van de feestdagen  
van 21 juli 2001 en 11 november 2001

Artikel 1. Voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, wordt de feestdag van 21 juli 2001 die samenvalt met een zaterdag vervangen door :

— maandag 30 april 2001 : voor de ondernemingen Dumont Wijckhuysse te Roeselare en Rivermills te Marke;

— vrijdag 25 mei 2001 : voor de ondernemingen Libeltex te Meulebeke, Bekaert Textiles te Waregem, Flanders Spinning Mill Company te Waregem, Eurotapis te Beveren-Leie, Sofinal te Waregem;

— vrijdag 20 juli 2001 voor de ondernemingen gevestigd in het arrondissement Oudenaarde-Ronse uitgezonderd de volgende ondernemingen : Bekaert Decoration Textiles te Oudenaarde, Cyr Cambier te Ronse, Domo Oudenaarde, Silversilk te Kluisbergen, Utextbel te Ronse, Christian Devos te Kruishoutem;

— maandag 23 juli 2001 voor de ondernemingen gevestigd in de arrondissementen Kortrijk en Roeselare-Tielt uitgezonderd de volgende ondernemingen : Libeltex te Meulebeke, Beaulieu te Wielsbeke, Dumont Wyckhuysse te Roeselare, Debruyne te Meulebeke, Bata Industries te Sint-Baafs-Vijve, Polyfil te Wielsbeke, Bekaert Textiles te Waregem, Flanders Spinning Mill Company te Waregem, Mc Three Carpets te Waregem, Rivermills te Marke, Prado te Kuurne, Balta te Avelgem, Eurotapis te Beveren-Leie, Sofinal te Waregem, Bic en Phoenix Carpets te Kortrijk;

— dinsdag 14 augustus 2001 : voor de ondernemingen Prado te Kuurne en Bic en Phoenix Carpets te Kortrijk;

— donderdag 16 augustus 2001 : voor de onderneming Mc Three Carpets te Waregem;

— maandag 24 december 2001 : voor de ondernemingen De Bruyne te Meulebeke en Polyfil te Wielsbeke.

Art. 2. Voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, wordt de feestdag van 11 november 2001 die samenvalt met een zondag vervangen door :

— donderdag 1 maart 2001 : voor de onderneming Clarysse te Deerlijk;

— vrijdag 2 november 2001 voor de ondernemingen gevestigd in de arrondissementen Oudenaarde-Ronse, Kortrijk en Roeselare-Tielt uitgezonderd de volgende ondernemingen : Bekaert Decoration Textiles te Oudenaarde, Cyr Cambier te Ronse, Domo Oudenaarde, Ridobel te Wortegem-Petegem, Utextbel te Ronse, Polyfil te Wielsbeke, Bekaert Textiles te Waregem, Prado te Kuurne en Clarysse te Deerlijk;

— maandag 12 november 2001 : voor de onderneming Ridobel te Wortegem-Petegem;

— maandag 24 december 2001 : voor de ondernemingen Bekaert Textiles te Waregem, Flanders Spinning Mill Company te Waregem en Prado te Kuurne;

— maandag 31 december 2001 : voor de onderneming Polyfil te Wielsbeke.

Art. 3. In afwijking op de artikelen 1 en 2 zijn de voorziene data niet van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (nr 120.01), het Paritair Subcomité voor de vlasbereiding (nr. 120.02) en het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in jute of vervangingsmaterialen (nr. 120.03).

Voor de ondernemingen die in vierploegenstelsel, overbruggingsploegen en vijfploegenstelsel werken, zijn de in de artikelen 1 en 2 voorziene data niet van toepassing.

Art. 4. Voor de ondernemingen vermeld in artikel 3 en voor de ondernemingen waarvoor in de artikelen 1 en 2 geen vervangingsdag wordt vastgesteld, wordt de bedoelde feestdag vervangen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 en 9 van de wet van 4 januari 1974 inzake feestdagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 15 januari 2001.



F. 2001 — 307

[C — 2001/12003]

**17 JANVIER 2001. — Arrêté royal fixant les jours de repos accordés aux ouvriers occupés par des employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction à titre de réduction de la durée du travail (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction, notamment l'article 2, alinéa 6, inséré par la loi du 12 août 2000;

Vu l'avis de la Commission paritaire de la construction;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que les ouvriers et les employeurs du secteur de la construction soient avertis sans délai de la date des jours de repos qui doivent être accordés pour la réduction de la durée du travail en 2001, afin de pouvoir mieux organiser le travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires Sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction et aux ouvriers qu'ils occupent.

**Art. 2.** Les ouvriers, visés à l'article 1<sup>er</sup>, ont droit en 2001 à six jours de repos fixés comme suit :

- 13 avril;
- 30 avril;
- 25 mai;
- 2 novembre;
- 24 décembre;
- 26 décembre.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983, *Moniteur belge* du 7 octobre 1983.

Loi du 12 août 2000, *Moniteur belge* du 31 août 2000.

N. 2001 — 307

[C — 2001/12003]

**17 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de rustdagen als vermindering van de arbeidsduur, toegekend aan de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, inzonderheid op artikel 2, zesde lid, ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werklieden en de werkgevers van de bouwsector onverwijld moeten worden verwittigd van de data van de rustdagen die in 2001 moeten toegekend worden voor de vermindering van de arbeidsduur, om zo het werk beter te kunnen organiseren;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren en op de werklieden die ze tewerkstellen.

**Art. 2.** De werklieden, bedoeld in artikel 1, hebben in 2001 recht op zes rustdagen als volgt vastgesteld :

- 13 april;
- 30 april;
- 25 mei;
- 2 november;
- 24 december;
- 26 december.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

**Art. 4.** Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, *Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1983.

Wet van 12 augustus 2000, *Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2000.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2001 — 308

[C — 2001/27045]

**11 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999 et 29 juin 2000;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 18 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant la mise en place à la date du 20 octobre 2000 du Comité financier chargé de veiller au respect du budget de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, tel que visé à l'article 56 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Considérant que les travaux de celui-ci ont mis en exergue que l'application de certaines mesures de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées entraîne une dérive structurelle et constante des finances de l'Agence;

Considérant que le plein effet desdites mesures n'a pu être constaté qu'à l'occasion de l'élaboration du projet de budget 2001 de l'Agence;

Considérant que cette dérive mettrait en péril la possibilité pour l'Agence de continuer à assurer le financement des services et, partant, la prise en charge des personnes handicapées;

Considérant que le déficit croissant de l'Agence implique que des mesures de maîtrise budgétaire soient adoptées dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, le 2<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant : « 2<sup>o</sup> le remboursement de frais divers ».

**Art. 3.** L'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même arrêté est supprimé et il est ajouté à la même disposition les alinéas suivants :

« L'Agence fixe l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) sur base d'une enquête établie selon un modèle transmis aux services.

Chaque service est tenu de renvoyer, par recommandé, le formulaire de cette enquête, dûment complété, au plus tard pour le 28 février de l'exercice. A défaut, la subvention annuelle du service est fixée à 80 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 4.** Les §§ 2 et 3 de l'article 23 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. En cas de création, sauf si elle résulte d'une transformation visée à la section 2 du titre VII, ou lorsque le service connaît une des circonstances citées ci-après, la période de référence s'étend du 1<sup>er</sup> jour de fonctionnement ou de la modification survenue au 31 décembre de l'année civile en cours.

Par circonstances, on entend :

1<sup>o</sup> une diminution de capacité agréée, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visée à la section 2 du titre VII;

2<sup>o</sup> dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une augmentation de capacité agréée réservée à l'accueil de personnes relevant exclusivement de la catégorie « C », telle que définie à l'article 21, § 3, 3<sup>o</sup> et ressortissant de la liste visée à l'article 58, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visé à la section 2 du titre VII;

3° dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une modification d'agrément, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visé à la section 2 du titre VII, susceptible d'entraîner une augmentation des subventions du fait de l'accueil de personnes relevant exclusivement de la catégorie « C », telle que définie à l'article 21, § 3, 3° et ressortissant de la liste visée à l'article 58.

L'Agence arrête l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) à titre provisoire au début de la période concernée et ajuste ce nombre au terme de l'exercice sur la base de l'occupation moyenne effective durant la période de référence.

Ce mode de calcul est automatiquement reconduit l'année civile suivante.

§ 3. Lorsque le service initie une transformation telle que visée à la section 2 du titre VII, le calcul de sa subvention annuelle est réalisé à partir d'une occupation moyenne de référence correspondant à la nouvelle capacité agréée. L'occupation moyenne de référence est ventilée par type de handicap, sur la base des mêmes proportions que celles observées dans le cadre de la dernière enquête, visée à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, connue de l'Agence.

L'occupation moyenne de référence (O.M.R.) ainsi définie est multipliée par les subventions par prise en charge, visée à l'article 21 et compte tenu de l'ancienneté renseignée via la dernière liste visée à l'article 29, § 2, connue de l'Agence.

Dès l'année civile qui suit celle de la transformation, le calcul de la subvention annuelle est réalisé conformément à l'article 24 du présent arrêté avec l'occupation moyenne de référence observée entre la date de la transformation décidée par le comité de gestion de l'Agence et le 31 décembre, et le montant attribué visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2° défini sur une base annuelle.

La subvention annuelle relative aux prises en charge issues des transformations visées à l'article 85, 5°, a), b), c), d) et e) résulte de l'écart entre la subvention à laquelle le service initiateur de la transformation aurait eu droit s'il ne s'était pas transformé compte tenu, le cas échéant, du supplément pour ancienneté relatif à l'année antérieure et la subvention qu'il obtient dans le cadre de la transformation.

Durant les deux exercices qui suivent celui de la transformation, ce montant est octroyé sur une base annuelle et multiplié par le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°. La subvention annuelle des prises en charge préexistantes à la transformation correspond, durant ces deux exercices, au montant attribué l'année de la transformation, multiplié par le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°.

A défaut de nouvelle transformation, le calcul de la subvention annuelle des services visés au présent paragraphe est alors réalisé conformément à l'article 24. »

**Art. 5.** Il est ajouté à l'article 23 du même arrêté, un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les transformations peuvent débuter au plus tôt le 1<sup>er</sup> juin de chaque exercice. »

**Art. 6.** L'article 24 du même arrêté est modifié comme suit :

« 1° au § 2, 1°, a et b, le chiffre 3 est remplacé par le nombre 1,5;

2° au § 2, 2°, a et b, le chiffre 6 est remplacé par le chiffre 3;

3° au § 2, 3°, a et b, le chiffre 9 est remplacé par le nombre 4,5. »

**Art. 7.** A l'article 25 du même arrêté, le membre de phrase « et § 3, alinéa 2 » est supprimé.

**Art. 8.** L'article 26, second alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel est l'ancienneté pécuniaire à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume des prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume des prestations rémunérées. »

**Art. 9.** L'article 26, troisième alinéa du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi année d'ancienneté. »

**Art. 10.** L'article 26 du même arrêté est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les services concernés par une transformation visée à la section 2 du titre VII voient leur ancienneté évaluée selon les modalités décrites à l'article 23, § 3. »

**Art. 11.** La dernière phrase de l'article 29, § 2 du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« Les services sont tenus d'envoyer par recommandé cette liste, dûment complétée, à l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé. A défaut, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % de la dernière subvention annuelle attribuée et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 12.** A l'article 31 du même arrêté l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Les services sont tenus d'envoyer par recommandé le relevé trimestriel, dûment complété, à l'Agence dans les 50 jours de calendrier qui suivent le terme du trimestre écoulé. A défaut, la subvention journalière, pour ce trimestre, est fixée à 50 % de la subvention à laquelle il pouvait prétendre pour le même trimestre de l'année antérieure et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 13.** Il est ajouté, à la fin du Titre III, Chapitre II, section 3 du même arrêté, un nouvel article 31bis, rédigé comme suit :

« Art. 31bis. § 1<sup>er</sup>. La subvention journalière visée à l'article 31 couvre, outre les frais visés à l'annexe III, 4.1. du présent arrêté, les frais de transport en service d'accueil de jour pour jeunes scolarisés, le coût des prestations de santé en service résidentiel et en placement familial visées à l'annexe XVII, et les frais supplémentaires résultant de séjours de vacances organisés par les services résidentiels.

§ 2. Des indemnités réservées exclusivement au transport des bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes et en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés sont accordées selon les modalités suivantes :

1° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes, pour se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 167 BEF par journée de présence du bénéficiaire:

2° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés pour se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 615 BEF par journée de présence du bénéficiaire.

Les conditions dans lesquelles le transport s'effectue incombent au responsable du service, sans préjudice du respect des dispositions générales relatives au transport de personnes; la durée du transport journalier ne peut dépasser deux heures. »

**Art. 14.** L'article 31*bis* du même arrêté en devient l'article 31*ter*.

**Art. 15.** L'intitulé du chapitre III du titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Du remboursement de frais divers », et la subdivision de ce chapitre en sections est supprimée.

**Art. 16.** L'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les services sont tenus de renvoyer par recommandé ces déclarations dûment complétées, à l'Agence dans les 50 jours calendrier qui suivent le terme du trimestre écoulé. Les demandes de remboursement parvenues après ce délai, cachet de la poste faisant foi, ne seront pas recevables. »

**Art. 17.** L'article 40, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Cette part contributive est réclamée par le service qui l'accueille, conformément aux dispositions du présent chapitre. »

**Art. 18.** Un article 41*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41*bis*. § 1<sup>er</sup>. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli et hébergé dans un service ou dans une famille d'accueil, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée par jour de présence du bénéficiaire à un montant indexable, déterminé sur base des revenus annuels des personnes dont il est fiscalement à charge et qui ne peut être inférieur aux deux tiers des allocations familiales ramenées en base journalière. Lesdits montants sont repris à l'annexe XVI, point 2, du présent arrêté.

§ 2. Par revenus annuels visés au § 1<sup>er</sup>, on entend l'ensemble des revenus imposables pris en considération pour l'imposition en matière d'impôt des personnes physiques, tels qu'ils résultent d'une déclaration sur l'honneur établie selon un modèle défini par l'Agence. La déclaration doit être accompagnée de l'avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques relatif à l'exercice d'imposition précédant l'année de la déclaration sur l'honneur, à défaut du dernier avertissement reçu ou d'une attestation établissant l'absence d'avertissement. De ces revenus sont déduits 60 000 BEF par personne à charge.

Tant que la déclaration sur l'honneur accompagnée des documents requis n'est pas fournie, le montant de la part contributive est fixé à son montant maximum. Il est revu, sans pour autant opérer un effet rétroactif supérieur à un mois, dès le moment où la déclaration sur l'honneur accompagnée des documents requis est fournie.

Si les revenus annuels des personnes dont le bénéficiaire est fiscalement à charge se modifient en cours d'année, le montant de la part contributive est, dans l'attente de la production de l'avertissement extrait de rôle établissant la réalité de cette modification, revu sur base des documents probants fournis.

Le montant de la part contributive est également revu lors de la production d'un avertissement extrait de rôle rectificatif.

§ 3. Les personnes ayant un enfant à leur charge et pouvant bénéficier de l'exonération sociale visée à l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1995, contribuent pour le montant prévu à l'annexe XVI, point 1. Celui-ci ne peut être inférieur aux deux tiers des allocations familiales, ramenées en base journalière. »

**Art. 19.** Un article 44*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 44*bis*. § 1<sup>er</sup>. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli dans un service d'accueil de jour pour jeunes, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée par jour de présence du bénéficiaire à un montant indexable, déterminé sur la base des revenus annuels des personnes dont il est fiscalement à charge.

Lesdits montants sont repris à l'annexe XVI, point 2, du présent arrêté.

§ 2. L'article 41*bis*, § 2 s'applique aux revenus visés au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les personnes ayant l'enfant à leur charge et pouvant bénéficier de l'exonération sociale visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993, portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1995, contribuent pour le montant prévu à l'annexe XVI, point 1.

§ 4. Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport du service, la personne handicapée participe aux frais de transport à concurrence de 48 BEF par jour. »

**Art. 20.** A l'article 45, alinéa 2 du même arrêté, le montant de 29 BEF est remplacé par celui de 48 BEF.

**Art. 21.** L'article 52 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Les services disposent d'un délai de 30 jours calendrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute subvention notifiée sur base du titre III du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de 30 jours calendrier à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci lui a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information. »



**Art. 22.** L'article 53, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les montants repris aux articles 30, 31*bis*, 31*ter*, 42, 44, 44*bis*, § 4, 45, 46, 76, § 3 et aux annexes V et XVI, hormis les montants relatifs aux revenus imposables visés à cette dernière annexe, sont rattachés à l'indice pivot 119, 53 du 1<sup>er</sup> mai 1996 ».

**Art. 23.** L'article 53, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'exercice 2001, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°, est fixé à 99, 33 % pour les services d'accueil de jour pour jeunes et à 101, 33 % pour les autres services.

Le coefficient pour les services d'accueil de jour pour jeunes est réduit de 1,9 %, multiplié par le rapport entre le nombre de bénéficiaires non-scolarisés atteints de troubles caractériels accueillis au cours de l'année de référence et l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) totale. »

**Art. 24.** L'article 76, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les services visés à l'article 84, 2°, le montant de la convention est fixé à 230.680 francs par personne. »

**Art. 25.** Un article 89*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*bis*. Les services disposent d'un délai de 30 jours de calendrier à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute subvention notifiée avant cette date sur la base du titre III du présent arrêté ou pour solliciter la révision d'une telle subvention en fonction d'une information de nature à remettre en cause le montant de la subvention et dont le service a pris connaissance avant cette même date. Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information. »

**Art. 26.** Un article 89*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*ter*. Les relevés trimestriels visés à l'article 31 et relatifs à des trimestres antérieurs à l'année 2001, doivent être envoyés, par recommandé, à l'Agence pour le 31 mars 2001 au plus tard.

A défaut, la subvention journalière, pour ces trimestres, est fixée à 50 % de la subvention à laquelle le service pouvait prétendre pour les mêmes trimestres de l'année antérieure et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 27.** Un article 89*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*quater*. Les remboursements relatifs à la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, concernant les divers frais réels tels qu'ils étaient visés au chapitre III du titre III du présent arrêté sont réalisés par l'Agence sur la base de déclarations dûment complétées, fournies par les services. Ces déclarations doivent être envoyées, par recommandé, à l'Agence :

1° au plus tard pour le 31 mars 2001 pour les frais visés aux sections 3, 4 et 4*bis*;

2° au plus tard pour le 30 juin 2001 pour le coût des prestations visées à la section 1 et des frais visés à la section 2.

Les demandes de remboursements parvenues après ces délais, cachet de la poste faisant foi, ne seront pas recevables. »

**Art. 28.** Un article 89*quinqüies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*quinqüies*. Le montant attribué de la subvention annuelle visée à l'article 24, § 2 ne peut en aucun cas dépasser le montant attribué afférent à l'exercice 2000 multiplié par le coefficient d'adaptation visé au dernier alinéa de l'article 53. »

**Art. 29.** Un article 89*sexties*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*sexties*. En aucun cas, le supplément pour ancienneté, visé à l'article 26, ne peut être supérieur au supplément octroyé pour l'exercice 2000 multiplié par le coefficient d'adaptation visé au dernier alinéa de l'article 53. »

**Art. 30.** Un article 89*septies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*septies*. Dans la limite des crédits disponibles, le Comité de gestion de l'Agence peut :

déroger au principe de forfait prévu à l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne les prestations de santé en service résidentiel et en placement familial, visées à l'annexe XVII, pour des situations exceptionnelles dûment motivées;

déroger au principe de forfait prévu à l'article 31*bis*, § 2, 2° et accorder des moyens supplémentaires aux services qui démontreraient, en raison de leur localisation et/ou de la gravité du handicap des bénéficiaires accueillis, que leurs charges pour l'exercice 2001 en matière de frais de transport atteignent au moins, par bénéficiaire, 150 % du montant visé au même article. »

**Art. 31.** L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 32.** L'annexe V du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 33.** A l'annexe X, a) du même arrêté, tableau relatif aux services d'accueil de jour pour jeunes, ligne relative aux troubles caractériels, deuxième colonne, le nombre « 0,2527 » est remplacé par le nombre « 0,2105 ».

**Art. 34.** A l'annexe XIV, a) du même arrêté, tableaux relatifs aux services d'accueil de jour pour jeunes, lignes relatives aux troubles caractériels, colonnes relatives aux éducateurs pour jeunes non scolarisés (NS), les nombres « 0,1373 » et « 0,1420 » sont respectivement remplacés par les nombres « 0,1061 » et « 0,1097 ».

**Art. 35.** Une annexe XVI, faisant l'objet de l'annexe 3 du présent arrêté, et une annexe XVII, faisant l'objet de l'annexe 4 du présent arrêté sont ajoutées au même arrêté.

**Art. 36.** Les articles 32, 33, 34, § 3, 36, 37, 38, 39 et 39bis du même arrêté sont abrogés.

**Art. 37.** Les articles 41 et 44 du même arrêté sont abrogés à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**Art. 38.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° de l'article 6, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002;

2° des articles 22, 23, 24, 28, 29 ainsi que de l'annexe 1 du présent arrêté qui sont d'application du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001;

**Art. 39.** Les articles 18 et 19 ne s'appliquent aux bénéficiaires entrés dans les services avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**Art. 40.** Le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 1

Annexe IV (visée aux articles 21 et 53)

§ 1er. LISTE DES SUBSIDES 2001 PAR PRISE EN CHARGE

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= 60

**SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES**

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	810 203	791 637	782 299	689 469	810 203	791 637	782 299	689 469
Déf. intel. mod.	945 130	922 829	911 623	800 117	1 056 855	1 034 554	1 023 348	911 623
Déf. intel. sév.alité	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Déf. int. sév. non al.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Déf. int. prof. alité	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant. du dév.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Troubles caract.	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Av/Ambi. - 12 ans	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Av/Ambi. 12 ans et +	891 195	872 629	863 291	770 461	984 354	965 788	956 451	863 291
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 415 398	1 378 266	1 359 700	1 173 930	1 601 387	1 564 145	1 545 579	1 359 700
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 084 426	1 062 125	1 050 920	939 414	1 196 152	1 173 851	1 162 645	1 050 920
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 171 482	1 142 260	1 127 649	981 648	1 316 934	1 287 821	1 273 320	1 127 649
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 048 593	1 025 303	1 013 658	896 989	1 165 481	1 142 082	1 130 437	1 013 658
Paralysie cérébrale, sclér. En plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 570 458	1 531 569	1 512 234	1 318 005	1 764 797	1 726 017	1 706 572	1 512 234
Affection chron. Non-contagieuse	1 015 541	993 240	982 035	870 529	1 127 267	1 104 965	1 093 760	982 035

**SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
<b>A</b>	1 114 306	1 092 601	1 081 641	972 686
<b>B</b>	1 169 529	1 146 642	1 135 252	1 021 032
<b>C</b>	1 439 232	1 409 254	1 394 318	1 244 639

**SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES**

<b>A</b>	488 421
<b>B</b>	501 820
<b>C</b>	516 992
<b>D</b>	675 907

**SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES**

	<b>S</b>	<b>NS</b>
Déficiência intellectuelle légère	323 702	323 702
Déficiência intellectuelle modérée	376 241	376 241
Déficiência intellectuelle sévère	376 241	376 241
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév.- - 6 ans.	529 077	529 077
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	474 560	474 560
Troubles caractériels.	490 512	490 512
Av/Amb. - 12 ans	414 115	414 115
Av/Amb. 12 ans et +	364 038	364 038
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	518 437	518 437
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	407 496	407 496
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	523 374	523 374
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	488 081	488 081
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	715 439	715 439

**SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES**

Déficiência intellectuelle légère	405 748
Déficiência intellectuelle modérée	480 772
Déficiência intellectuelle sévère	480 772
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- - 6 ans.	698 911
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	621 098
Troubles caractériels.	725 120
Av/Amb. - 12 ans	534 841
Av/Amb. 12 ans et +	463 363
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	683 817
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	525 421
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	690 853
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	640 482
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	965 146

**SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES**

<b>A</b>	503 395
<b>B</b>	509 040
<b>C</b>	734 729

## SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

## SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	404 952
--	---------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

## SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Déf. intel. lég.	785 143	767 526	758 665	670 578	785 143	767 526	758 665	670 578
Déf. intel. mod.	913 175	892 014	881 381	775 573	1 019 192	998 030	987 397	881 381
Déf. intel. sév. alité	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Déf. int. sév. non al.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Déf. int. prof. alité	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant du dév.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Troubles caract.	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Av/Amb. - 12 ans	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Av/Amb. 12 ans et +	861 997	844 379	835 518	747 432	950 396	932 779	923 918	835 518
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 359 414	1 324 180	1 306 562	1 130 285	1 535 900	1 500 561	1 482 944	1 306 562
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 045 355	1 024 193	1 013 560	907 752	1 151 371	1 130 210	1 119 577	1 013 560
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 127 962	1 100 233	1 086 368	947 827	1 265 981	1 238 357	1 224 596	1 086 368
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 011 352	989 252	978 202	867 495	1 122 268	1 100 064	1 089 014	978 202
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 506 552	1 469 649	1 451 302	1 266 998	1 690 960	1 654 162	1 635 711	1 451 302
Affection chron. non-contagieuse	979 989	958 827	948 195	842 386	1 086 006	1 064 844	1 054 211	948 195

## SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 073 708	1 053 111	1 042 711	939 323
B	1 126 109	1 104 391	1 093 583	985 199
C	1 382 031	1 353 584	1 339 412	1 197 380

## SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	479 803
B	492 518
C	506 914
D	657 709

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficience intellectuelle légère	316 096	316 096
Déficience intellectuelle modérée	365 816	365 816
Déficience intellectuelle sévère	365 816	365 816
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	510 452	510 452
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	458 860	458 860
Troubles caractériels.	473 956	473 956
Av/Amb. - 12 ans	401 658	401 658
Av/Amb. 12 ans et +	354 268	354 268
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	500 383	500 383



	S	NS
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	395 394	395 394
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	505 055	505 055
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	471 656	471 656
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	686 816	686 816

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	394 888
Déficiência intellectuelle modérée	465 887
Déficiência intellectuelle sévère	465 887
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	672 323
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans et +.	598 685
Troubles caractériels.	697 126
Av/Ambli. - 12 ans	517 055
Av/Ambli. 12 ans et +	449 412
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	658 039
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	508 141
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	664 697
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	617 028
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	924 275

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	487 296
B	492 638
C	706 219

## SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

## SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	383 961
--	---------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

## SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	767 126	748 560	739 222	646 392	767 126	748 560	739 222	646 392
Déf. intel. mod.	902 053	879 752	868 546	757 040	1 013 778	991 477	980 271	868 546
Déf. intel. sév. alité	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Déf. int. sév. non al.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Déf. int. prof. alité	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Troubles caract.	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Av/Ambli. - 12 ans	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Av/Ambli. 12 ans et +	848 118	829 552	820 214	727 384	941 277	922 711	913 374	820 214
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 372 321	1 335 189	1 316 623	1 130 853	1 558 310	1 521 068	1 502 502	1 316 623
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 041 349	1 019 048	1 007 843	896 337	1 153 075	1 130 774	1 119 568	1 007 843
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 128 405	1 099 183	1 084 572	938 571	1 273 857	1 244 744	1 230 243	1 084 572

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Troubles mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 005 516	982 226	970 581	853 912	1 122 404	1 099 005	1 087 360	970 581
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	1 527 381	1 488 492	1 469 157	1 274 928	1 721 720	1 682 940	1 663 495	1 469 157
Affection chron. non-contagieuse	972 464	950 163	938 958	827 452	1 084 190	1 061 888	1 050 683	938 958

## SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 071 229	1 049 524	1 038 564	929 609
B	1 126 452	1 103 565	1 092 175	977 955
C	1 396 155	1 366 177	1 351 241	1 201 562

## SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	445 344
B	458 743
C	473 915
D	632 830

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	294 557	294 557
Déficiência intellectuelle modérée	347 096	347 096
Déficiência intellectuelle sévère	347 096	347 096
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	499 932	499 932
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	445 415	445 415
Troubles caractériels.	461 367	461 367
Av/Amb. - 12 ans	384 970	384 970
Av/Amb. 12 ans et +	334 893	334 893
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	489 292	489 292
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	378 351	378 351
Tr. mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	494 229	494 229
Tr. mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	458 936	458 936
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	686 294	686 294

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	364 406
Déficiência intellectuelle modérée	439 430
Déficiência intellectuelle sévère	439 430
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	657 569
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	579 756
Troubles caractériels.	683 778
Av/Amb. - 12ans	493 499
Av/Amb. 12ans et +	422 021
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	642 475
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	484 079
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	649 511
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	599 140
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	923 804

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	462 053
B	467 698
C	693 387

## SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

## SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	404 952
--	---------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60

## SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	742 066	724 449	715 588	627 501	742 066	724 449	715 588	627 501
Déf. intel. mod.	870 098	848 937	838 304	732 496	976 115	954 953	944 320	838 304
Déf. intel. sév. alité	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Déf. int. sév. non al.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Déf. int. prof. alité	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Troubles caract.	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Av/Amb. - 12 ans	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Av/Amb. 12 ans et +	818 920	801 302	792 441	704 355	907 319	889 702	880 841	792 441
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 316 337	1 281 103	1 263 485	1 087 208	1 492 823	1 457 484	1 439 867	1 263 485
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 002 278	981 116	970 483	864 675	1 108 294	1 087 133	1 076 500	970 483
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 084 885	1 057 156	1 043 291	904 750	1 222 904	1 195 280	1 181 519	1 043 291
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	968 275	946 175	935 125	824 418	1 079 191	1 056 987	1 045 937	935 125
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 463 475	1 426 572	1 408 225	1 223 921	1 647 883	1 611 085	1 592 634	1 408 225
Affection chron. non-contagieuse	936 912	915 750	905 118	799 309	1 042 929	1 021 767	1 011 134	905 118

## SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 030 631	1 010 034	999 634	896 246
B	1 083 032	1 061 314	1 050 506	942 122
C	1 338 954	1 310 507	1 296 335	1 154 303

## SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	436 726
B	449 441
C	463 837
D	614 632

## SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	286 951	286 951
Déficiência intellectuelle modérée	336 671	336 671
Déficiência intellectuelle sévère	336 671	336 671
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	481 307	481 307
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	429 715	429 715

	S	NS
Troubles caractériels.	444 811	444 811
Av/Amb. - 12 ans	372 513	372 513
Av/Amb. 12 ans et +	325 123	325 123
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	471 238	471 238
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	366 249	366 249
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	475 910	475 910
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	442 511	442 511
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	657 671	657 671

#### SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	353 546
Déficiência intellectuelle modérée	424 545
Déficiência intellectuelle sévère	424 545
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	630 981
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	557 343
Troubles caractériels.	655 784
Av/Amb. - 12 ans	475 713
Av/Amb. 12 ans et +	408 070
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	616 697
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	466 799
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	623 355
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	575 686
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	882 933

#### SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	445 954
B	451 296
C	664 877

#### SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	231 020
--	---------

#### SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	383 961
--	---------

§ 2. LES SUBVENTIONS PAR PRISE EN CHARGE QUI FIGURENT AU § 1ER DE LA PRESENTE ANNEXE ONT ETE CALCULEES PAR ADDITION DES MONTANTS SUIVANTS :

a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement)

99 122 BEF en services résidentiels <= 60 prises en charge

98 601 BEF en services résidentiels > 60 prises en charge

48 767 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une OM <= 60 prises en charge.

45 999 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une OM > 60 prises en charge.

36 799 BEF en services d'accueil de jour avec une OM <= 60 prises en charge

37 215 BEF en services d'accueil de jour avec une OM > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

220 639 BEF en services résidentiels avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

178 082 BEF en services résidentiels avec une O.M.R. > 60 prises en charge

154 551 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

115 978 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes, services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R. > 60 prises en charge

144 706 BEF en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

731 856 BEF pour le personnel administratif

832 871 BEF pour les comptables

654 429 BEF pour les ouvriers



1 015 284 BEF pour les assistants sociaux  
 969 319 BEF pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est <= à 60  
 1 265 812 BEF pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % en services résidentiels  
 54,15 % en services d'accueil de jour

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

- Selon le type de prise en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

1 068 816 BEF pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial  
 858 007 BEF pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.  
 718 619 BEF pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés  
 1 000 364 BEF pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

1° Pour les institutions privées : 61,85 % en services résidentiels  
 54,15 % en services d'accueil de jour  
 2° Pour les institutions publiques : 53,58 % en services résidentiels  
 45,88 % en services d'accueil de jour

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 % en service résidentiel pour jeunes  
 82 % en service résidentiel de nuit pour adultes  
 82 % en services résidentiels pour adultes  
 70 % en services d'accueil de jour pour jeunes  
 100 % en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés  
 85 % en services d'accueil de jour pour adultes

D'autre part la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de la « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année 99, soit :

Service d'accueil de jour pour adultes	78,85 % éducateur I / 21,15 % éducateur II
Service d'accueil de jour pour jeunes	80,27 % éducateur I / 19,73 % éducateur II
Service d'accueil de jour pour non scolarisables	79,71 % éducateur I / 20,29 % éducateur II
Service résidentiel pour adultes	65,29 % éducateur I / 34,71 % éducateur II
Service résidentiel de nuit pour adultes	83,08 % éducateur I / 16,92 % éducateur II
Service résidentiel pour jeunes	78,30 % éducateur I / 21,70 % éducateur II

b) pour les services de placement familial :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement)  
 50 012 BEF

les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

1 015 284 BEF pour la fonction de Directeur  
 1 015 284 BEF pour la fonction d'Assistant Social et/ou éduc.(minimum cl.2A)  
 1 068 816 BEF pour les Psychologues et/ou Paramédicaux  
 687 942 BEF pour la fonction de Commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

54,15 % pour les institutions privées  
 45,88 % pour les institutions publiques  
 c) pour les services résidentiel de transition

Montant n° 1 : (représentant une moyenne des charges de personnel de fonctionnement).  
 12 937 BEF

Montant n° 2 : (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif).

le coefficient de subventionnement prévu au point c) de l'annexe XIV est multiplié par le barème suivant compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans : 1 015 284 BEF sur base de l'échelle 16.

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme du résultat obtenu est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % pour les institutions privées  
 49,88 % pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 2

Annexe V (visée à l'article 31)

MONTANTS DE LA SUBVENTION JOURNALIERE

1. Services résidentiels pour jeunes

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Inférieur ou égal à 30 prises en charge	<b>235</b> (5,83 Euros)	<b>284</b> (7,04 Euros)	<b>337</b> (8,35 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	<b>217</b> (5,38 Euros)	<b>266</b> (6,59 Euros)	<b>320</b> (7,93 Euros)

2. Services résidentiels pour adultes

Inférieur ou égal à 30 prises en charge	<b>358</b> (8,87 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	<b>340</b> (8,43 Euros)

3. Services d'accueil de jour pour jeunes

	De 0 à – de 3 ans		De 3 à 12 ans		12 ans et plus	
	SCOL	NON SCOL	SCOL	NON SCOL	SCOL	NON SCOL
Inférieur ou égal à 30 prises en charge	<b>160</b> (3,97 Euros)	<b>150</b> (3,72 Euros)	<b>167</b> (4,14 Euros)	<b>162</b> (4,02 Euros)	<b>181</b> (4,49 Euros)	<b>183</b> (4,54 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	<b>146</b> (3,62 Euros)	<b>137</b> (3,40 Euros)	<b>154</b> (3,82 Euros)	<b>149</b> (3,69 Euros)	<b>168</b> (4,16 Euros)	<b>167</b> (4,14 Euros)

Services d'accueil de jour pour adultes

Inférieur ou égal à 30 prises en charge	<b>183</b> (4,54 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	<b>167</b> (4,14 Euros)

4. Service de Placement Familial

Prix de journée à payer aux familles d'accueil

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle légère, de sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole, atteints d'une affection chronique non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 1°.	<b>566</b> (14,03 Euros)	<b>598</b> (14,82 Euros)	<b>633</b> (15,69 Euros)

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle modérée, de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique, aveugles, amblyopes ou atteints de troubles graves de la vue, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformations du squelette et des membres. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 2°.	<b>603</b> (14,95 Euros)	<b>634</b> (15,72 Euros)	<b>669</b> (16,58 Euros)
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, ou de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie, de neuropathie. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 3°.	<b>639</b> (15,84 Euros)	<b>671</b> (16,63 Euros)	<b>706</b> (17,50 Euros)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 3

Annexe XVI (visée aux articles 41bis et 44bis)

Le montant de la part contributive par journée de présence est fixé comme suit :

1. Enfants à charge des personnes visées aux articles 41bis, § 3 et 44bis, § 3.

Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
96 BEF	163 BEF

2. Autres

Revenus imposables	Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
500 000 BEF et moins	106	173
500 001 BEF à 750 000 BEF	138	231
750 001 BEF à 1 000 000 BEF	182	303
1 000 001 BEF à 1 250 000 BEF	225	375
1 250 001 BEF à 1 500 001 BEF	268	447
1 500 001 BEF à 1 750 000 BEF	311	519
1 750 000 BEF et plus	355	591

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 4

Annexe XVII (visée à l'article 31bis, § 1<sup>er</sup> et 89septies)

Les prestations de santé visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, couvrent :

A. Les spécialités pharmaceutiques de catégories B et C de l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité à condition qu'il y ait subvention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

B. 1. Les examens spéciaux, les séjours dans un établissement de soins et les interventions chirurgicales.

2. L'utilisation de matériel d'ostéosynthèse.

Les frais visés en B1 et B2 constituent des charges admissibles à concurrence :

1. Du prix journalier forfaitaire déterminé en application de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci et de la quote-part du prix de journée à charge du patient.

2. Du prix figurant aux tarifs de base déterminé par l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 308

[C — 2001/27045]

**11 JANUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1998, 20 mei 1999, 3 juni 1999 en 29 juni 1999;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 18 december 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de oprichting op 20 oktober 2000 van het financieel comité dat ervoor moet zorgen dat de begroting van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » in acht wordt genomen, zoals bedoeld in artikel 56 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Overwegende dat de werken van dat comité hebben aangetoond dat de toepassing van sommige bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen het financiële evenwicht van het Agentschap voortdurend in gevaar brengen;

Overwegende dat de volledige uitwerking van die bepalingen pas kon worden vastgesteld bij het opmaken van het ontwerp van de begroting 2001 van het Agentschap;

Overwegende dat het Agentschap daardoor gevaar loopt de diensten niet meer te kunnen financieren, met het gevolg dat het de tenlasteneming van de gehandicapte personen niet meer zou kunnen verzekeren;

Overwegende dat het groeiende tekort van het Agentschap tot gevolg heeft dat zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om de begroting sluitend te maken;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° de terugbetaling van diverse kosten ».

**Art. 3.** In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid van § 1 geschrapt en worden de volgende leden ingevoegd :

« Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting vast na een onderzoek verricht d.m.v. een aan de diensten overgemaakt formulier.



Elke dienst moet het formulier behoorlijk ingevuld uiterlijk op 28 februari van het boekjaar bij aangetekend schrijven terugzenden. Zo niet wordt de jaarlijkse toelage van de dienst naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 80 % van het bedrag waarop hij het jaar vóór het boekjaar aanspraak kon maken. »

**Art. 4.** De §§ 2 en 3 van artikel 23 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« § 2. In geval van oprichting van een dienst loopt de referentieperiode vanaf de eerste dag van zijn werking of omvorming tot 31 december van het lopende kalenderjaar, behalve als ze resulteert uit een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII of als de dienst zich in één van de onderstaande gevallen bevindt :

1° een vermindering van de erkende capaciteit, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII;

2° binnen de perken van de beschikbare kredieten, een verhoging van de erkende capaciteit voor het onthaal van personen die uitsluitend onder categorie « C » vallen, zoals bepaald in artikel 21, § 3, 3°, en waarvan de naam vermeld wordt op de lijst bedoeld in artikel 58, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII;

3° binnen de perken van de beschikbare kredieten, een erkenningswijziging, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII, met als gevolg een verhoging van de toelagen te wijten aan het onthaal van personen die uitsluitend onder categorie « C » vallen, zoals bepaald in artikel 21, § 3, 3°, en waarvan de naam vermeld wordt op de lijst bedoeld in artikel 58.

Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting voorlopig vast aan het begin van de bedoelde periode en past het aantal aan na afloop van het boekjaar op grond van de effectieve gemiddelde bezetting tijdens de referentieperiode.

Het volgende kalenderjaar wordt deze berekeningswijze automatisch opnieuw toegepast.

§ 3. Wanneer de dienst omgevormd wordt, zoals bedoeld in afdeling 2 van titel VII, wordt de jaarlijkse toelage berekend op grond van een gemiddelde referentiebezetting die met de erkende nieuwe capaciteit overeenstemt. De gemiddelde referentiebezetting wordt per type handicap verdeeld op grond van de verhoudingen die zijn vastgesteld in het raam van het in artikel 23, § 1, bedoelde laatste onderzoek waarvan het Agentschap op de hoogte is.

De aldus berekende gemiddelde referentiebezetting wordt vermenigvuldigd met de toelagen per tenlasteneming bedoeld in artikel 21 en met inachtneming van de anciënniteit vermeld in de laatste lijst bedoeld in artikel 29, § 2, waarvan het Agentschap op de hoogte is.

Vanaf het kalenderjaar na het jaar van de omvorming wordt de jaarlijkse toelage overeenkomstig artikel 24 van dit besluit berekend op grond van de gemiddelde referentiebezetting die is vastgesteld tussen de datum van de door het beheerscomité van het Agentschap besloten omvorming en 31 december en het toegekende bedrag bedoeld in artikel 24, § 1, 2°, dat jaarlijks wordt berekend.

De jaarlijkse toelage voor de tenlastenemingen die het gevolg zijn van de in artikel 85, 5°, a), b), c), d) en e), bedoelde omvormingen, resulteert uit de marge tussen de toelage waarop de dienst die tot de omvorming heeft besloten, recht zou hebben als hij niet was omgevormd, rekening houdende in voorkomend geval met het anciënniteitssupplement slaande op het vorige jaar en met de toelage die hij in het kader van de omvorming ontvangt.

De twee boekjaren na de omvorming wordt dat bedrag jaarlijks toegekend en vermenigvuldigd met de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt. De jaarlijkse toelage voor de tenlastenemingen die voorafgaan aan de omvorming, stemt gedurende beide boekjaren overeen met het bedrag dat het jaar van de omvorming wordt toegekend, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in artikel 24, § 1, 2°.

Bij gebrek aan nieuwe omvormingen wordt de jaarlijkse toelage voor de in deze paragraaf bedoelde diensten berekend overeenkomstig artikel 24. »

**Art. 5.** In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De omvormingen mogen op z'n vroegst op 1 juni van elk boekjaar beginnen ».

**Art. 6.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, 1°, a en b, wordt het cijfer 3 vervangen door 1,5;

2° in § 2, 2°, a en b, wordt het cijfer 6 vervangen door 3;

3° in § 2, 3°, a en b, wordt het cijfer 9 vervangen door 4,5.

**Art. 7.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de termen « en § 3, tweede lid » geschrapt.

**Art. 8.** Artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor elk personeelslid is de anciënniteit de geldelijke anciënniteit waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar waarop de toelage betrekking heeft, gewogen met de omvang van de bezoldigde prestaties. De anciënniteit van het personeelslid dat de dienst vóór die datum verlaat, is de anciënniteit waarop het recht heeft op de datum waarop het de dienst verlaat, gewogen met de omvang van de bezoldigde prestaties ».

**Art. 9.** Artikel 26, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Van het resultaat van de deling wordt vervolgens een halfjaar anciënniteit afgetrokken. »

**Art. 10.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt :

« De anciënniteit binnen de diensten die betrokken zijn bij een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII wordt berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 23, § 3. »

**Art. 11.** De laatste zin van artikel 29, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De diensten moeten deze lijst behoorlijk ingevuld uiterlijk op 31 maart na het afgelopen boekjaar bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. Zo niet wordt de jaarlijkse toelage voor de dienst naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 90 % van de laatste jaarlijkse toelage. »

**Art. 12.** In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De diensten moeten de driemaandelijke opgave behoorlijk ingevuld binnen 50 kalenderdagen na de afgelopen trimester bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. Zo niet wordt de dagelijkse toelage voor dat trimester naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 50 % van de toelage waarop ze voor hetzelfde trimester aanspraak konden maken. »

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt aan het einde van titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, een nieuw artikel 31*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31*bis*. § 1. De in artikel 31 bedoelde dagelijkse toelage dekt, naast de kosten bedoeld in bijlage III, 4.1., bij dit besluit, de vervoerskosten betreffende de dagonthaaldiensten voor schoolgaande jongeren, de zorgverleningskosten in de residentiële diensten en in de diensten voor plaatsing in gezinnen bedoeld in bijlage XVII, en de aanvullende kosten voor vakantieverblijven georganiseerd door de residentiële diensten.

§ 2. De dagonthaaldiensten voor volwassenen en voor niet-schoolgaande jongeren komen in de volgende gevallen in aanmerking voor een vergoeding van de vervoerskosten van hun begunstigden :

1° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor volwassenen, tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, vergoed naar verhouding van maximum 167 BEF per dag aanwezigheid van de begunstigde;

2° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, vergoed naar verhouding van 615 BEF per dag aanwezigheid van de begunstigde;

De verantwoordelijke van de dienst staat in voor de vervoersmodaliteiten, onverminderd de inachtneming van de algemene bepalingen betreffende het personenvervoer; het vervoer mag dagelijks niet langer duren dan twee uren. »

**Art. 14.** Artikel 31*bis* van hetzelfde besluit wordt artikel 31*ter*.

**Art. 15.** In titel III van hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt : « Terugbetaling van diverse kosten », en hoofdstuk III is niet meer onderverdeeld in afdelingen.

**Art. 16.** Artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De diensten moeten de aangiften behoorlijk ingevuld binnen 50 kalenderdagen na het afgelopen trimester bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. De aanvragen om terugbetaling die na die termijn binnenkomen zijn niet-ontvankelijk. Daarbij geldt de poststempel als bewijs. »

**Art. 17.** Artikel 40, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Deze bijdrage wordt geëist door de dienst die de persoon opvangt, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk. »

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41*bis*. § 1. Als het gaat om een jonge begunstigde die door een onthaaldienst of -gezin wordt opgevangen en gehuisvest, wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid van de begunstigde vastgesteld op een indexeerbaar bedrag. Het wordt berekend op basis van de jaarinkomens van de personen van wie hij fiscaal ten laste is en mag niet kleiner zijn dan twee derde van de kinderbijslag berekend op een dagelijkse basis. Deze bedragen zijn opgenomen in bijlage XVI, punt 2, bij dit besluit.

§ 2. Onder de jaarinkomens bedoeld in § 1 wordt verstaan het geheel van de belastbare inkomens die onder de personenbelasting vallen, zoals vermeld in een aangifte op erewoord gedaan d.m.v. een formulier waarvan het model door het Agentschap wordt bepaald. De aangifte moet vergezeld gaan van het aanslagbiljet van de personenbelasting betreffende het belastingjaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte op erewoord is opgemaakt, bij gebrek aan het laatste ontvangen aanslagbiljet of aan een attest dat het gebrek aan aanslagbiljet bevestigt. Van die inkomsten worden 60 000 BEF per persoon ten laste afgetrokken.

Zolang de aangifte op erewoord en de vereiste documenten niet zijn overgemaakt, wordt de bijdrage op het maximumbedrag vastgelegd. Zodra de aangifte op erewoord en de vereiste documenten zijn overgemaakt, wordt dat bedrag herzien, met hoogstens één maand terugwerkende kracht.

Als de jaarinkomens van de personen van wie de begunstigde fiscaal ten laste is, veranderen in de loop van het jaar, wordt het bedrag van de bijdrage, in afwachting van de overlegging van het aanslagbiljet dat de wijziging bevestigt, aangepast op grond van de overgemaakte bewijsstukken.

Het bedrag van de bijdrage wordt eveneens aangepast bij de overlegging van een rechtzettend aanslagbiljet.

§ 3. Personen met één kind ten laste die in aanmerking komen voor de sociale vrijstelling bedoeld in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 1995, dragen bij voor het bedrag bedoeld in bijlage XVI, punt 1. Dat bedrag mag niet kleiner zijn dan twee derde van de kinderbijslag, berekend op een dagelijkse basis. »

**Art. 19.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 44*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44*bis*. § 1. Als het gaat om een jonge begunstigde die door een dagonthaaldienst voor jongeren wordt opgevangen, wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid van de begunstigde vastgesteld op een indexeerbaar bedrag, berekend op basis van de jaarinkomens van de personen van wie hij fiscaal ten laste is.

Deze bedragen zijn opgenomen in bijlage XVI, punt 2, bij dit besluit.

§ 2. Artikel 41*bis*, § 2, is van toepassing op de inkomens bedoeld in § 1.

§ 3. Personen met een kind ten laste die in aanmerking komen voor de sociale vrijstelling bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 1995, dragen bij voor het bedrag bedoeld in bijlage XVI, punt 1.

§ 4. De gehandicapte persoon die het vervoermiddel van de dienst gebruikt, draagt 48 BEF per dag bij in de vervoerskosten. »

**Art. 20.** In artikel 45, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het bedrag 29 BEF vervangen door het bedrag 48 BEF.

**Art. 21.** Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De diensten beschikken over 30 kalenderdagen om elke toelage aan te vechten waarvan de toekenning op grond van titel III van dit besluit wordt meegedeeld. Daarbij geldt de poststempel als bewijs.

De diensten mogen de herziening van het toelagebedrag aanvragen binnen 30 kalenderdagen na de kennisgeving van een gegeven waarover ze niet beschikten toen ze in kennis van het bedrag werden gesteld en dat dit laatste in twiifel trekt.

De dienst moet vervolgens de datum bevestigen waarop hij kennis heeft gekregen van dat gegeven. »

**Art. 22.** Artikel 53, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De bedragen bedoeld in de artikelen 30, 31*bis*, 31*ter*, 42, 44, 44*bis*, § 4, 45, 46 en 76, § 3, en in de bijlagen V en XVI, behalve de in deze laatste bijlage bedoelde bedragen betreffende de belastbare inkomens, worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 119,53 van 1 mei 1996. »

**Art. 23.** Artikel 53, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Wat het boekjaar 2001 betreft, wordt de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt vastgesteld op 99,33 % voor de dagonthaaldiensten voor jongeren en op 101,33 % voor de andere diensten. De coëfficiënt voor de dagonthaaldiensten voor jongeren wordt verminderd met 1,9 %, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal niet-schoolgaande begunstigen met karakterstoornissen die gedurende het referentiejaar worden opgevangen, en de totale gemiddelde referentiebezetting. »

**Art. 24.** Artikel 76, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de in artikel 84, 2°, bedoelde diensten wordt het bedrag van de overeenkomst vastgesteld op 230 680 BEF per persoon. »

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*bis*. Vanaf de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen beschikken de diensten over 30 kalenderdagen om elk toelagebedrag aan te vechten waarvan ze vóór die datum op grond van titel III van dit besluit in kennis worden gesteld of om de herziening ervan aan te vragen op grond van een gegeven waarover zij vóór die datum beschikten en dat het toelagebedrag in twijfel trekt.

De diensten moeten dan de datum bevestigen waarop zij kennis hebben gekregen van dat gegeven. »

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*ter*. De in artikel 31 bedoelde driemaandelijke opgaven betreffende trimesters voorafgaand aan het jaar 2001 moeten uiterlijk 31 maart 2001 bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gestuurd worden.

Zo niet wordt de dagelijkse toelage voor deze trimesters vastgesteld op 50 % van de toelage waarvoor de dienst naar rata van de erkende capaciteiten aanspraak kon maken voor dezelfde trimesters van het vorige jaar. »

**Art. 27.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*quater* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 89*quater*. De diverse reële kosten bedoeld in hoofdstuk III van titel III van dit besluit en betreffende de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, worden door het Agentschap terugbetaald op grond van behoorlijk ingevulde aangiften die door de diensten worden overgemaakt. Die aangiften moeten bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gezonden worden :

1° uiterlijk 31 maart 2001 wat betreft de kosten bedoeld in de afdelingen 3, 4 en 4*bis*;

2° uiterlijk 30 juni 2001 wat betreft de kosten van de verstrekkingen bedoeld in afdeling 1 en de kosten bedoeld in afdeling 2.

De aanvragen om terugbetaling die na deze termijn binnenkomen zijn niet-ontvankelijk. Daarbij geldt de poststempel als bewijs. »

**Art. 28.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*quinqüies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*quinqüies*. Het toegekende bedrag van de in artikel 24, § 2, bedoelde jaarlijkse toelage mag in geen geval hoger zijn dan het voor het boekjaar 2000 toegekende bedrag, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in het laatste lid van artikel 53. »

**Art. 29.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*sexies*. Het in artikel 26 bedoelde anciënniteitssupplement mag in geen geval hoger zijn dan het voor het boekjaar 2000 toegekende supplement, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in het laatste lid van artikel 53. »

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*septies*. Binnen de perken van de beschikbare kredieten mag het beheerscomité van het Agentschap :

in behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden afwijken van het in artikel 31, § 1, bedoelde principe betreffende een forfaitair bedrag voor zorgverstrekkingen in de residentiële diensten en de diensten voor plaatsing in gezinnen bedoeld in bijlage XVII;

afwijken van het in artikel 31*bis*, § 2, 2°, bedoelde principe betreffende een forfaitair bedrag en bijkomende middelen verlenen aan de diensten die door hun ligging en/of de ernst van de handicap van de opgevangen begunstigen kunnen bewijzen dat hun lasten m.b.t. de vervoerskosten voor het boekjaar 2001 per begunstigde minstens gelijk zijn aan 150 % van het bedrag bedoeld in hetzelfde artikel. »

**Art. 31.** Bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 32.** Bijlage V bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 33.** In bijlage X, a), bij hetzelfde besluit, tabel betreffende de dagonthaaldiensten voor jongeren, tweede kolom, waar sprake is van karakterstoornissen, wordt het getal « 0,2527 » vervangen door het getal « 0,2105. »

**Art. 34.** In bijlage XIV, a), bij hetzelfde besluit, tabellen betreffende de dagonthaaldiensten voor jongeren, kolommen betreffende de opvoeders voor niet-schoolgaande jongeren, waar sprake is van karakterstoornissen, worden de getallen « 0,1373 » en « 0,1420 » vervangen door de getallen « 0,1061 » en « 0,1097. »

**Art. 35.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XVI, die het voorwerp uitmaakt van bijlage 3 bij dit besluit, en met een bijlage XVII, die het voorwerp uitmaakt van bijlage 4 bij dit besluit.

**Art. 36.** De artikelen 32, 33, 34, § 3, 36, 37, 38, 39 en 39*bis* van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 37.** De artikelen 41 en 44 van hetzelfde besluit worden opgeheven op 1 september 2001.

**Art. 38.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° artikel 6, dat in werking treedt op 1 januari 2002;

2° de artikelen 22, 23, 24, 28, 29, alsmede bijlage 1 bij dit besluit, die van toepassing zijn van 1 januari 2001 tot 31 december 2001.

**Art. 39.** De artikelen 18 en 19 zijn pas vanaf 1 september 2001 van toepassing op de begunstigen die door de diensten worden opgevangen vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 40.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 1

BIJLAGE IV (bedoeld in de artikelen 21 en 53)

§ 1 LIJST VAN DE TOELAGEN PER TENLASTENEMING voor 2001

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

**RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN**

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	810 203	791 637	782 299	689 469	810 203	791 637	782 299	689 469
Gemat. geest. def.	945 130	922 829	911 623	800 117	1 056 855	1 034 554	1 023 348	911 623
Ern. geest. def. en bedlegerig	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Zware geest. def. en bedlegerig	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. Ontwikkelingsst.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Karakterstoorn.	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Blind/Adbl. 12 jaar en +	891 195	872 629	863 291	770 461	984 354	965 788	956 451	863 291
Doof, ernst. Gehoorstoorn. - 8 jaar	1 415 398	1 378 266	1 359 700	1 173 930	1 601 387	1 564 145	1 545 579	1 359 700
Doof, ernst. Gehoorstoorn. 8 jaar en +	1 084 426	1 062 125	1 050 920	939 414	1 196 152	1 173 851	1 162 645	1 050 920
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmiv. - 8 jaar	1 171 482	1 142 260	1 127 649	981 648	1 316 934	1 287 821	1 273 320	1 127 649
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmiv. 8 jaar en +	1 048 593	1 025 303	1 013 658	896 989	1 165 481	1 142 082	1 130 437	1 013 658
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	1 570 458	1 531 569	1 512 234	1 318 005	1 764 797	1 726 017	1 706 572	1 512 234
Niet-besmet. chron. Aandoening	1 015 541	993 240	982 035	870 529	1 127 267	1 104 965	1 093 760	982 035

**RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 114 306	1 092 601	1 081 641	972 686
B	1 169 529	1 146 642	1 135 252	1 021 032
C	1 439 232	1 409 254	1 394 318	1 244 639



## RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	488 421
B	501 820
C	516 992
D	675 907

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	323 702	323 702
Gematigde geestelijke def.	376 241	376 241
Ernstige geestelijke def.	376 241	376 241
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar	529 077	529 077
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar en +	474 560	474 560
Karakterstoorn.	490 512	490 512
Blind/Ambl. - 12 jaar	414 115	414 115
Blind/Ambl. 12 jaar en +	364 038	364 038
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	518 437	518 437
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	407 496	407 496
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skelet-misv. - 8 jaar	523 374	523 374
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skelet-misv. 8 jaar en +	488 081	488 081
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	715 439	715 439

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	405 748
Gematigde geestelijke def.	480 772
Ernstige geestelijke def.	480 772
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	698 911
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	621 098
Karakterstoorn.	725 120
Blind/Ambl. - 12 jaar	534 841
Blind/Ambl. 12 jaar en +	463 363
Doof, ernst. Gehoorstoorn. - 8 jaar	683 817
Doof, ernst. Gehoorstoorn. 8 jaar en +	525 421
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	690 853
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	640 482
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	965 146

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	503 395
B	509 040
C	734 729

## DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	241 281
--	---------

## RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	404 952
--	---------

b) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Lichte geest. def.	785 143	767 526	758 665	670 578	785 143	767 526	758 665	670 578
Gemat. geest. def.	913 175	892 014	881 381	775 573	1 019 192	998 030	987 397	881 381
Ern. geest. def. en bed.	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Zware geest. def. en bed.	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Karakterst.	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Blind/Adbl. 12 jaar en +	861 997	844 379	835 518	747 432	950 396	932 779	923 918	835 518
Doof, ernst. Gehoorst. - 8 jaar	1 359 414	1 324 180	1 306 562	1 130 285	1 535 900	1 500 561	1 482 944	1 306 562
Doof, ernst. Gehoorst. 8 jaar en +	1 045 355	1 024 193	1 013 560	907 752	1 151 371	1 130 210	1 119 577	1 013 560
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. - 8 j.	1 127 962	1 100 233	1 086 368	947 827	1 265 981	1 238 357	1 224 596	1 086 368
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. 8 jaar en +	1 011 352	989 252	978 202	867 495	1 122 268	1 100 064	1 089 014	978 202
Hersenverw., mult. Scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 506 552	1 469 649	1 451 302	1 266 998	1 690 960	1 654 162	1 635 711	1 451 302
Niet-besmet. Chronische aandoening	979 989	958 827	948 195	842 386	1 086 006	1 064 844	1 054 211	948 195

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 073 708	1 053 111	1 042 711	939 323
B	1 126 109	1 104 391	1 093 583	985 199
C	1 382 031	1 353 584	1 339 412	1 197 380

## RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	479 803
B	492 518
C	506 914
D	657 709

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	316 096	316 096
Gematigde geestelijke def.	365 816	365 816
Ernstige geestelijke def.	365 816	365 816
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar	510 452	510 452
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. 6 jaar en +	458 860	458 860
Karakterstoorn.	473 956	473 956
Blind/Adbl. - 12 jaar	401 658	401 658
Blind/Adbl. 12 jaar en +	354 268	354 268
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	500 383	500 383
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	395 394	395 394
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. - 8 jaar	505 055	505 055
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. 8 jaar en +	471 656	471 656
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	686 816	686 816

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	394 888
Gematigde geestelijke def.	465 887
Ernstige geestelijke def.	465 887
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	672 323
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	598 685
Karakterstoorn.	697 126
Blind/Ambl. - 12 jaar	517 055
Blind/Ambl. 12 jaar en +	449 412
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	658 039
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	508 141
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	664 697
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	617 028
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	924 275

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	487 296
B	492 638
C	706 219

## DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231 020
--	---------

## RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	383 961
--	---------

c) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	767 126	748 560	739 222	646 392	767 126	748 560	739 222	646 392
Gemat. Geest. def.	902 053	879 752	868 546	757 040	1 013 778	991 477	980 271	868 546
Ern. geest. def. en bed.	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Zware geest. def. en bed.	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn..	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Karakterst.	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Blind/Ambl. - 12 jaar	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Blind/Ambl. 12 jaar en +	848 118	829 552	820 214	727 384	941 277	922 711	913 374	820 214
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1 372 321	1 335 189	1 316 623	1 130 853	1 558 310	1 521 068	1 502 502	1 316 623
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	1 041 349	1 019 048	1 007 843	896 337	1 153 075	1 130 774	1 119 568	1 007 843
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 j.	1 128 405	1 099 183	1 084 572	938 571	1 273 857	1 244 744	1 230 243	1 084 572
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	1 005 516	982 226	970 581	853 912	1 122 404	1 099 005	1 087 360	970 581
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 527 381	1 488 492	1 469 157	1 274 928	1 721 720	1 682 940	1 663 495	1 469 157
Niet-besmet. chronische aandoening	972 464	950 163	938 958	827 452	1 084 190	1 061 888	1 050 683	938 958

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 071 229	1 049 524	1 038 564	929 609
B	1 126 452	1 103 565	1 092 175	977 955
C	1 396 155	1 366 177	1 351 241	1 201 562

## RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	445 344
B	458 743
C	473 915
D	632 830

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.		294 557
Gematigde geestelijke def.		347 096
Ernstige geestelijke def.		347 096
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar		499 932
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +		445 415
Karakterstoorn.	461 367	461 367
Blind/Ambl. - 12 jaar	384 970	384 970
Blind/Ambl. 12 jaar en +	334 893	334 893
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	489 292	489 292
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	378 351	378 351
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	494 229	494 229
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	458 936	458 936
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	686 294	686 294

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	364 406
Gematigde geestelijke def.	439 430
Ernstige geestelijke def.	439 430
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	657 569
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	579 756
Karakterstoorn.	683 778
Blind/Ambl. - 12 jaar	493 499
Blind/Ambl. 12 jaar en +	422 021
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	642 475
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	484 079
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	649 511
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	599 140
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	923 804

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	462 053
B	467 698
C	693 387

## DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	241 281
--	---------



## RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	404 952
--	---------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	742 066	724 449	715 588	627 501	742 066	724 449	715 588	627 501
Gemat. geest. def.	870 098	848 937	838 304	732 496	976 115	954 953	944 320	838 304
Ern. geest. def. en bed.	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Zware geest. def. en bed.	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Karakterst.	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Blind/Adbl. 12 jaar en +	818 920	801 302	792 441	704 355	907 319	889 702	880 841	792 441
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1 316 337	1 281 103	1 263 485	1 087 208	1 492 823	1 457 484	1 439 867	1 263 485
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	1 002 278	981 116	970 483	864 675	1 108 294	1 087 133	1 076 500	970 483
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisch. - 8 j.	1 084 885	1 057 156	1 043 291	904 750	1 222 904	1 195 280	1 181 519	1 043 291
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisch. 8 jaar en +	968 275	946 175	935 125	824 418	1 079 191	1 056 987	1 045 937	935 125
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 463 475	1 426 572	1 408 225	1 223 921	1 647 883	1 611 085	1 592 634	1 408 225
Niet-besmet. chronische aandoening	936 912	915 750	905 118	799 309	1 042 929	1 021 767	1 011 134	905 118

## RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 030 631	1 010 034	999 634	896 246
B	1 083 032	1 061 314	1 050 506	942 122
C	1 338 954	1 310 507	1 296 335	1 154 303

## RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	436 726
B	449 441
C	463 837
D	614 632

## DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	286 951	286 951
Gematigde geestelijke def.	336 671	336 671
Ernstige geestelijke def.	336 671	336 671
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	481 307	481 307
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	429 715	429 715
Karakterstoorn.	444 811	444 811
Blind/Adbl. - 12 jaar	372 513	372 513
Blind/Adbl. 12 jaar en +	325 123	325 123
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	471 238	471 238
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	366 249	366 249

	S	NS
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skelet-misv. - 8 jaar	475 910	475 910
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skelet-misv. 8 jaar en +	442 511	442 511
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	657 671	657 671

#### DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	353 546
Gematigde geestelijke def.	424 545
Ernstige geestelijke def.	424 545
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	630 981
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	557 343
Karakterstoorn.	655 784
Blind/Ambl. - 12 jaar	475 713
Blind/Ambl. 12 jaar en +	408 070
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	616 697
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	466 799
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 jaar	623 355
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	575 686
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	882 933

#### DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	445 954
B	451 296
C	664 877

#### DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231 020
--	---------

#### RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	383 961
--	---------

§ 2 DE IN § 1 VAN DEZE BIJLAGE BEDOELDE TOELAGEN PER TENLASTENEMING WERDEN BEREKEND DOOR DE VOLGENDE BEDRAGEN OP TE TELLEN :

a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)

99 122 BEF in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen;

98 601 BEF in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen;

48 767 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

45 999 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. > 60 tenlastenemingen;

36 799 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

37 215 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. > 60 tenlastenemingen.

Bedrag nr. 2. (gemiddelde van de lasten voor het niet-educatieve personeel)

220 639 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

178 082 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

154 551 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

115 978 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

144 706 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII bedoelde subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

731 856 BEF voor het administratieve personeel;

832 871 BEF voor de boekhouders;

654 429 BEF voor de arbeiders;

1 015 284 BEF voor de maatschappelijke assistenten;

969 319 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. ≤ 60 is;

1 265 812 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. > 60 is.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % in residentiële diensten;

54,15 % in dagonthaaldiensten.

Bedrag nr. 3. (gemiddelde van de lasten voor het educatieve personeel)

- al naar gelang het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 068 816 BEF voor de psychologen, de paramedici en het bijzonder personeel;

858 007 BEF voor de opvoeders 1<sup>e</sup> kl. of 2<sup>e</sup> kl. A en de hoofdopvoeders;

718 619 BEF voor de opvoeders 2<sup>e</sup> kl. B, 3<sup>e</sup> kl., de kinderverzorgsters en gelijkgestelden

1 000 364 BEF voor de opvoeders-groepsleiders.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

1° voor privé-instellingen : 61,85 % in residentiële diensten

54,15 % in dagonthaaldiensten

2° voor openbare instellingen : 53,58 % in residentiële diensten

45,88 % in dagonthaaldiensten.

Het volgende coëfficiënt wordt dan toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

82 % in residentiële diensten voor jongeren

82 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

82 % in residentiële diensten voor volwassenen

70 % in dagonthaaldiensten voor jongeren

100 % in dagonthaaldiensten voor jongeren

85 % in dagonthaaldiensten voor volwassenen.

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding tussen de opvoeders van "categorie I" en "categorie II", vastgelegd op grond van de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV, jaarlijks aangepast door het Agentschap :

deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het jaar 1999 vastgestelde gemiddelde per instellingscategorie :

78,85 % OPVOEDER I/21,15 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor volwassenen
80,27 % OPVOEDER I/19,73 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor jongeren
79,71 % OPVOEDER I/20,29 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
65,29 % OPVOEDER I/34,71 % OPVOEDER II	in residentiële diensten voor volwassenen
83,08 % OPVOEDER I/16,92 % OPVOEDER II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
78,30 % OPVOEDER I/21,70 % OPVOEDER II	in residentiële diensten voor jongeren

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

50 012 BEF

De onder punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 015 284 BEF voor de functie van directeur

1 015 284 BEF voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2<sup>e</sup> kl. A)

1 068 816 BEF voor de psychologen en/of paramedici

687 942 BEF voor de functie van klerk.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15 % voor privé-instellingen

45,88 % voor openbare instellingen.

c) voor de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 : (gemiddelde van de lasten voor het werkingspersoneel)

12 937 BEF.

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten voor het educatieve personeel)

De onder punt c) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënt wordt vermenigvuldigd met de volgende weddeschaal, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 015 284 BEF op grond van de schaal 16.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % voor privé-instellingen

49,88 % voor openbare instellingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

## Bijlage 2

## BIJLAGE V (bedoeld in artikel 31)

## BEDRAGEN VAN DE DAGELIJKSE TOELAGE

## 5. Residentiële diensten voor jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar	Van 3 tot 12 jaar	12 jaar en +
<= 30 tenlastenemingen	<b>235</b> (5,83 Euro)	<b>284</b> (7,04 Euro)	<b>337</b> (8,35 Euro)
> 30 tenlastenemingen	<b>217</b> (5,38 Euro)	<b>266</b> (6,59 Euro)	<b>320</b> (7,93 Euro)

## 6. Residentiële diensten voor volwassenen

<= 30 tenlastenemingen	<b>358</b> (8,87 Euro)
> 30 tenlastenemingen	<b>340</b> (8,43 Euro)

## 7. Dagonthaaldiensten voor jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar		Van 3 tot 12 jaar		12 jaar en +	
	S	NS	S	NS	S	NS
<= 30 tenlastenemingen	<b>160</b> (3,97 Euro)	<b>150</b> (3,72 Euro)	<b>167</b> (4,14 Euro)	<b>162</b> (4,02 Euro)	<b>181</b> (4,49 Euro)	<b>183</b> (4,54 Euro)
> 30 tenlastenemingen	<b>146</b> (3,62 Euro)	<b>137</b> (3,40 Euro)	<b>154</b> (3,82 Euro)	<b>149</b> (3,69 Euro)	<b>168</b> (4,16 Euro)	<b>167</b> (4,14 Euro)

## Dagonthaaldiensten voor volwassenen

<= 30 tenlastenemingen	<b>183</b> (4,54 Euro)
> 30 tenlastenemingen	<b>167</b> (4,14 Euro)

## 8. Dienst voor plaatsing in gezinnen

Aan de onthaalgezinnen te betalen dagelijkse prijs

	van 0 tot - dan 3 jaar	van 3 à 12 jaar	12 ans en +
Tenlasteneming van jongeren met een lichte geestelijke deficiëntie, doofheid of halfdoofheid of ernstige gehoor- of spraakstoornissen, een niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde verzorgd hoeft te worden. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 1°, bedoelde volwassenen.	<b>566</b> (14,03 Euro)	<b>598</b> (14,82 Euro)	<b>633</b> (15,69 Euro)
Tenlasteneming van jongeren met een gematigde geestelijke deficiëntie, karakterstoornissen met neurotische of prepsychose problemen, blindheid, amblyopie of ernstige gezichtsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 2°, bedoelde volwassenen	<b>603</b> (14,95 Euro)	<b>634</b> (15,72 Euro)	<b>669</b> (16,58 Euro)

	van 0 tot – dan 3 jaar	van 3 à 12 jaar	12 ans en +
Tenlasteneming van jongeren met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 3°, bedoelde volwassenen.	<b>639</b> (15,84 Euro)	<b>671</b> (16,63 Euro)	<b>706</b> (17,50 Euro)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 3

Bijlage XVI (bedoeld in de artikelen 41bis en 44bis)

Het bedrag van de bijdrage per dag aanwezigheid wordt vastgesteld als volgt :

1. Kinderen ten laste van de personen bedoeld in de artikelen 41bis, § 3, en 44bis, § 3.

Dagonthaaldiensten voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
96 BEF	163 BEF

2. Andere

Belastbare inkomens	Dagonthaaldiensten voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
500 000 BEF en minder	106	173
500 001 BEF à 750 000 BEF	138	231
750 001 BEF à 1 000 000 BEF	182	303
1 000 001 BEF à 1 250 000 BEF	225	375
1 250 001 BEF à 1 500 001 BEF	268	447
1 500 001 BEF à 1 750 000 BEF	311	519
1 750 000 BEF et plus	355	591

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 4

Bijlage XVII (bedoeld in artikel 31bis, § 1<sup>er</sup> en 89septies)

De geneeskundige verstrekkingen bedoeld in artikel 32, § 1, dekken :

C. de farmaceutische specialiteiten van categorie B en C van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht.

D. 1. de speciale onderzoeken, de verblijven in een verzorgingsinstelling en de heelkundige behandelingen.

2. het gebruik van osteosynthesematerieel.

De in B1 en B2 bedoelde kosten zijn subsidieerbaar naar verhouding van :

1° de forfaitaire dagprijs, vastgesteld overeenkomstig de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht, net zoals het aandeel van de patiënt in de dagprijs;

2° de prijs vermeld in de door het RIZIV vastgestelde basistarieven, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht.



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



F. 2001 — 309

[C — 2001/27044]

**11 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services, et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge donné le 16 novembre 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 6 décembre 2000;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la plupart des maisons de repos, pour des raisons diverses, ne satisferont pas aux normes de sécurité de la nouvelle législation pour la date fixée, à savoir le 6 février 2001;

Considérant par ailleurs qu'à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2000 les services régionaux d'incendie ont visité environ 150 maisons de repos en vue de contrôler la liste des points de non-conformité à la réglementation relative à la sécurité qui entrera en vigueur le 6 février 2001 et qu'il ne leur est matériellement pas possible d'effectuer ce travail pour les autres maisons de repos d'ici la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions;

Considérant qu'il importe dès lors de mettre rapidement en place des règles nouvelles qui postposent la date de mise en conformité sous la condition que le gestionnaire apporte, dans le respect du calendrier fixé, la preuve de l'avancement des opérations de mise en conformité;

Considérant qu'à défaut d'un tel dispositif la Région wallonne serait dans l'obligation de retirer ou de refuser l'agrément aux maisons de repos qui ne pourraient présenter, au 6 février 2001, une attestation de sécurité délivrée par le bourgmestre et que cette situation entraînerait un grave préjudice, non seulement pour les gestionnaires, mais aussi pour les personnes âgées, leurs familles et le personnel des établissements concernés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 décembre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le § 2 de l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, devient le § 3 du même article.

**Art. 3.** Il est inséré dans l'article 30 du même arrêté un nouveau § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Dans les mêmes conditions que celles visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre peut également accorder des dérogations provisoires et éventuellement conditionnées, aux normes de l'annexe 1. »

**Art. 4.** A l'article 38 du même arrêté les alinéas suivants sont insérés après l'alinéa 2 :

« Le délai visé à l'alinéa précédent est porté à quatre ans si le gestionnaire :

1° apporte, pour le 30 avril 2001, la preuve qu'il a sollicité l'avis du service régional d'incendie territorialement compétent sur la liste des points de non-conformité à l'annexe 1;

2° sollicite pour le 31 décembre 2001 auprès de la Région wallonne, les dérogations visées à l'article 30.

Au terme des délais visés aux alinéas 2 et 3 le gestionnaire transmet l'attestation de sécurité délivrée par le bourgmestre conformément au modèle de l'appendice de l'annexe 1. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la politique du troisième âge dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## VERTALING

N. 2001 — 309

[C — 2001/27044]

**11 JANUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge »;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon du troisième âge », gegeven op 16 november 2000;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 6 december 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de meeste rustoorden op de vastgelegde datum, namelijk 6 februari 2001, om diverse redenen niet kunnen voldoen aan de veiligheidsnormen voorgeschreven door de nieuwe wetgeving;

Overwegende bovendien dat de regionale brandweerdiensten op 1 oktober 2000 ongeveer 150 rustoorden hebben bezocht om de punten na te gaan die niet beantwoorden aan de veiligheidsnormen die in werking treden op 6 februari 2001 en dat ze die controle onmogelijk kunnen uitvoeren in de andere rustoorden vóór de inwerkingtreding van die nieuwe normen;

Overwegende dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om bovenbedoelde datum te verschuiven, op voorwaarde dat de beheerders binnen de vastgelegde termijn het bewijs leveren dat alles in het werk wordt gesteld om aan de normen te voldoen;

Overwegende dat het gebrek aan maatregelen het Waalse Gewest zou dwingen tot de intrekking of de weigering van de erkenning van de rustoorden die het door de burgemeester afgegeven veiligheidsattest niet kunnen overleggen op 6 februari 2001, wat ernstige gevolgen zou hebben voor de beheerders, de bejaarden, hun gezin en het personeel van de betrokken inrichtingen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 december 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** § 2 van artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » wordt § 3 van hetzelfde artikel.

**Art. 3.** In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De Minister kan, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in § 1, eerste lid, ook voorlopige en eventueel voorwaardelijke afwijkingen van de in bijlage 1 bedoelde normen toestaan. »

**Art. 4.** In artikel 38 van het hetzelfde besluit worden na het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« De in het vorige lid bedoelde termijn wordt op vier jaar gebracht als de beheerder :

1° uiterlijk 30 april 2001 bewijst dat hij het advies van de territoriaal bevoegde regionale brandweerdienst heeft gevraagd over de punten die niet voldoen aan de normen bedoeld in bijlage 1;

2° het Waalse Gewest uiterlijk 31 december 2001 verzoekt om de afwijkingen bedoeld in artikel 30.

Na afloop van de termijnen bedoeld in het tweede en het derde lid maakt de beheerder het door de burgemeester verleende veiligheidsattest over d.m.v. het aanhangsel waarvan het model in bijlage 1 weergegeven is ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheden het derde leeftijdsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09110]

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 25 janvier 2001, M. Sadis, J., domicilié à Bruxelles, est nommé juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles pour un terme expirant le 31 août 2003.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09110]

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 25 januari 2001 is de heer Sadis, J., wonende te Brussel, benoemd tot rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel voor een termijn eindigend op 31 augustus 2003.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTERE DE L'INTERIEUR  
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/00111]

Direction générale de l'appui opérationnel  
Désignation

Par arrêté ministériel n° 250 du 26 janvier 2001, M. Sanrey, M., est désigné à l'emploi de directeur de la collaboration policière opérationnelle auprès de la direction générale de l'appui opérationnel.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/00111]

Algemene directie van de operationele ondersteuning  
Aanwijzing

Bij ministerieel besluit nr. 250 van 26 januari 2001 wordt de heer Sanrey, M., aangewezen voor de betrekking van directeur van de operationele politiesamenwerking bij de algemene directie van de operationele ondersteuning.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

[C - 2001/00110]

Police fédérale  
Désignations à certains emplois de directeur

Par arrêté royal n° 739 du 30 janvier 2001 M. Jacobs, M., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire d'Hasselt.

Par arrêté royal n° 740 du 30 janvier 2001 M. Drabbe, G., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Tongres.

Par arrêté royal n° 741 du 30 janvier 2001 M. De Wolf, P., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Gand.

Par arrêté royal n° 742 du 30 janvier 2001 M. Debaets, E., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire d'Audenarde.

Par arrêté royal n° 743 du 30 janvier 2001 M. Vervaet, R., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Termonde.

Par arrêté royal n° 744 du 30 janvier 2001 M. Dhoest, L., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Courtrai.

[C - 2001/00110]

Federale Politie  
Aanwijzingen voor sommige betrekkingen van directeur

Bij koninklijk besluit nr. 739 van 30 januari 2001 wordt de heer Jacobs, M., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Hasselt.

Bij koninklijk besluit nr. 740 van 30 januari 2001 wordt de heer Drabbe, G., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Tongeren.

Bij koninklijk besluit nr. 741 van 30 januari 2001 wordt de heer De Wolf, P., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Gent.

Bij koninklijk besluit nr. 742 van 30 januari 2001 wordt de heer Debaets, E., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Oudenaarde.

Bij koninklijk besluit nr. 743 van 30 januari 2001 wordt de heer Vervaet, R., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Dendermonde.

Bij koninklijk besluit nr. 744 van 30 januari 2001 wordt de heer Dhoest, L., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Kortrijk.

Par arrêté royal n° 745 du 30 janvier 2001 M. Naessens, E., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Furnes.

Par arrêté royal n° 746 du 30 janvier 2001 M. Gheysen, L., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Bruges.

Par arrêté royal n° 747 du 30 janvier 2001 M. Deridder, D., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Nivelles.

Par arrêté royal n° 748 du 30 janvier 2001 M. Claes, J.-M., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Liège.

Par arrêté royal n° 749 du 30 janvier 2001 M. Berrendorf, Y., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Verviers.

Par arrêté royal n° 750 du 30 janvier 2001 M. Desenfants, A., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire d'Eupen.

Par arrêté royal n° 751 du 30 janvier 2001 M. Marchal, Ch., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Huy.

Par arrêté royal n° 752 du 30 janvier 2001 M. Schul, J.-Y., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire d'Arlon.

Par arrêté royal n° 753 du 30 janvier 2001 M. Devos, D., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne.

Par arrêté royal n° 754 du 30 janvier 2001 M. Schmit, A., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau.

Par arrêté royal n° 755 du 30 janvier 2001 M. Rompen, M., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Mons.

Par arrêté royal n° 756 du 30 janvier 2001 M. Danloy, A., est désigné à l'emploi de directeur-coordonnateur administratif de la police fédérale pour l'arrondissement judiciaire de Charleroi.

Ces personnes sont désignées pour un terme de cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> février 2001 renouvelable une fois.

Bij koninklijk besluit nr. 745 van 30 januari 2001 wordt de heer Naessens, E., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Veurne.

Bij koninklijk besluit nr. 746 van 30 januari 2001 wordt de heer Gheysen, L., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Brugge.

Bij koninklijk besluit nr. 747 van 30 januari 2001 wordt de heer Deridder, D., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Nijvel.

Bij koninklijk besluit nr. 748 van 30 januari 2001 wordt de heer Claes, J.-M., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Luik.

Bij koninklijk besluit nr. 749 van 30 januari 2001 wordt de heer Berrendorf, Y., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Verviers.

Bij koninklijk besluit nr. 750 van 30 januari 2001 wordt de heer Desenfants, A., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Eupen.

Bij koninklijk besluit nr. 751 van 30 januari 2001 wordt de heer Marchal, Ch., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Hoei.

Bij koninklijk besluit nr. 752 van 30 januari 2001 wordt de heer Schul, J.-Y., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Aarlen.

Bij koninklijk besluit nr. 753 van 30 januari 2001 wordt de heer Devos, D., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Marche-en-Famenne.

Bij koninklijk besluit nr. 754 van 30 januari 2001 wordt de heer Schmit, A., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Neufchâteau.

Bij koninklijk besluit nr. 755 van 30 januari 2001 wordt de heer Rompen, M., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Bergen.

Bij koninklijk besluit nr. 756 van 30 januari 2001 wordt de heer Danloy, A., aangewezen voor de betrekking van bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie voor het gerechtelijk arrondissement Charleroi.

Deze personen zijn aangewezen voor een termijn van vijf jaar beginnend op 1 februari 2001 eenmaal hernieuwbaar.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Onderwijs**

[2001/35085]

**Vlaamse Onderwijsraad. — Benoeming van de leden van de raden en afdelingen  
(wijziging van het ministerieel besluit van 19 september 1996)**

1. Raad voor het basisonderwijs en afdeling buitengewoon basisonderwijs

Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming van 10 januari 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001 bepaalt het volgende :

In artikel 1, § 2, van het ministerieel besluit van 19 september 1996, houdende benoeming van de leden van raden en afdelingen van de Vlaamse Onderwijsraad : raad voor het basisonderwijs en afdeling Buitengewoon Basisonderwijs wordt in de raad voor het Basisonderwijs namens het personeel :

1° de heer René Nelissen, als werkend lid vervangen door de heer Freddy Degrendel, Dronckaertstraat 621, 8930 Lauwe;

2° de heer Gust Louwet, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Lut Adriaensens, Jozef Deveusterlaan 19, 3010 Kessel-Lo.

In artikel 1, § 5, wordt namens CLB de heer Benny Vanderlinden, als werkend lid vervangen door Mevr. Marie Rose Locquet, Voskenslaan 262, 9000 Gent.

In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt in de afdeling Buitengewoon Basisonderwijs namens de inrichtende machten de heer Geert Decraemer, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer Peter Vercammen, J. de Lalaingstraat 28, 1040 Brussel.

2. Raad voor het secundair onderwijs en afdelingen algemeen secundair onderwijs, technisch en beroepssecundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs en buitengewoon secundair onderwijs

Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming van 10 januari 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001, bepaalt het volgende :

In artikel 1, § 1, van het ministerieel besluit van 19 september 1996, houdende benoeming van de leden van de raden en afdelingen van de Vlaamse Onderwijsraad : raad voor het Secundair Onderwijs en afdelingen Algemeen Secundair Onderwijs, Technisch en Beroepssecundair Onderwijs, Kunstsecundair Onderwijs en Buitengewoon Secundair Onderwijs wordt in de Raad voor het Secundair Onderwijs namens de inrichtende machten de heer Karel Merckx, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer Pierre Baeyens, Kerkstraat 16, 9830 Sint-Martens-Latem.

In artikel 1, § 2, van hetzelfde besluit wordt namens het personeel :

1° de heer Hubert Buys, als werkend lid vervangen door de heer Willem Dhollander, Kuildamstraat 41, 9100 Sint-Niklaas;

2° Mevr. Kathleen Roels, als werkend lid vervangen door Mevr. Riet Nackom Oudergemselaan 26, 1040 Brussel;

3° de heer Willem Dhollander, als plaatsvervangend lid vervangen door Piet Vercruysse, Oude Gentweg 1D, 9990 Maldegem;

4° de heer Jean-Pierre Vanden Berghe, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer André Vandromme, Oudergemselaan 26, 1040 Brussel.

In artikel 1, § 3, van hetzelfde besluit wordt namens het bestuurspersoneel :

1° de heer Guido Halsberghe, als werkend lid vervangen door de heer Jozef De Langhe, Kleine Peperstraat 16, 9100 Sint-Niklaas;

2° de heer W. Goossens, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Maria Buyck, Zuidmoerstraat 125, 9900 Eeklo.

In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt in de afdeling Algemeen Secundair Onderwijs namens de inrichtende machten :

1° Mevr. Hilde Vandormael, als werkend lid vervangen door Mevr. Bernadatte Weckx, Albertinaplein 2, bus 4b, 1000 Brussel;

2° de heer Marc Rogiest, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Hilde Vandormael, Albertinaplein 2, bus 4b, 1000 Brussel.

In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt namens het personeel :

1° de heer Dries Debel, als werkend lid vervangen door de heer Wim Plas, Duivendongenstraat 6, 2300 Turnhout;

2° de heer Eric Dolfen, als werkend lid vervangen door de heer Isidoor Vandeweyer, Troffelstraat 15A, 3740 Bilzen;

3° Mevr. Hilde Vanhauwermeiren, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Lus Remans, Reinpadstraat 182, 3600 Genk.

In artikel 2, § 3, van hetzelfde besluit wordt namens het bestuurspersoneel Mevr. Liberte Walschot, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Jeanine Rabijns, Guffenslaan 27, 3500 Hasselt.

In artikel 2, § 5, van hetzelfde besluit wordt namens de CLB-sector :

1° de heer André Compagnol, als werkend lid vervangen door Mevr. Eliane Boonen, Oudstrijderslaan 22, 2300 Turnhout;



2° de heer Tony De Bleeckere, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer Walter Magez, Tirinusstraat 22, 2100 Deurne.

In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit wordt in de afdeling voor het Technisch en Beroepssecundair Onderwijs de heer René Van Begin, namens de inrichtende machten als werkend lid vervangen door Mevr. Annemie De Smet, Ravensteingalerij 3 bus 7, 1000 Brussel.

In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt namens het personeel :

1° de heer Jean-Pierre Vanden Berghe, als werkend lid vervangen door Mevr. Magda Switten, Merelstraat 72, 3520 Zonhoven;

2° Mevr. Magda Switten, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer André Vandromme, Oudergemse-  
laan 26, 1040 Brussel;

3° de heer Luc Demeere, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer Piet Vercruysse, Oude Gentweg 1D, 9990 Maldegem.

In artikel 3, § 6, van hetzelfde besluit wordt de heer René Geybels, als plaatsvervangend lid namens de sociaal-economische milieus vervangen door Mevr. Christine Van Rie, Hoogstraat 42, 1000 Brussel.

In artikel 4, § 9, van hetzelfde besluit wordt in de afdeling Kunstsecundair Onderwijs de heer H. Cardon, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Katlijne Van Der Stighelen, Blijde Inkomststraat 21, 3000 Leuven.

In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt in de afdeling buitengewoon secundair onderwijs namens de inrichtende machten :

1° de heer Geert Decraemer, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Ingrid Pattyn, Vurstjens 27, 9940 Evergem;

2° de heer Geert Van Hyfte, als plaatsvervangend lid vervangend door de heer Dirk Debroey, Albertinaplein 2, bus 4b, 1000 Brussel.

In artikel 5, § 2, van hetzelfde besluit wordt namens het personeel :

1° Mevr. Kathleen Roels, als wekend lid vervangen door Mevr. Riet Nackom, Oudergemse-  
laan 26, 1040 Brussel;

2° de heer Johan Evrard, als werkend lid vervangen door Mevr. Lea Stas, Henri Dunantlaan 6, 3500 Hasselt.

### 3. Raad voor het hoger onderwijs

Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming van 10 januari 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001, bepaalt het volgende :

In artikel 1, § 2, van het ministerieel besluit van 19 september 1996, houdende benoeming van de leden van raden en afdelingen van de Vlaamse Onderwijsraad, raad voor het hoger onderwijs, wordt namens het personeel :

1° de heer Jef Vlaminck, als werkend lid vervangen door de heer Rudy Van Renterghem, Oudergemse-  
laan 26, 1040 Brussel;

2° de heer Rudy Van Renterghem, als plaatsvervangend lid vervangen door de heer Raf Spitaels, Oudergemse-  
laan 26, 1040 Brussel.

### 4. Raad voor het volwassenenonderwijs

Een besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming van 10 januari 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001, bepaalt het volgende :

In artikel 1, § 2, van het ministerieel besluit van 19 september 1996 houdende benoeming van de leden van de raden en afdelingen van de Vlaamse Onderwijsraad : Raad voor het Volwassenenonderwijs wordt namens het personeel Mevr. Kathleen Roels, als plaatsvervangend lid vervangen door Mevr. Riet Nackom, Oudergemse-  
laan 26, 1040 Brussel.

In artikel 1, § 9, van hetzelfde besluit wordt de heer Hugo Verdurmen als werkend lid namens de externe instanties vervangen door Mevr. Ad Doom, Frankrijklei 64, 2000 Antwerpen.

## Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C – 2001/35082]

### Besluiten betreffende de provincies, steden, gemeenten en OCMW's

PROVINCIE ANTWERPEN. — Bij besluit van 17 januari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport wordt de provincie Antwerpen ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van de onroerende goederen gelegen te Puurs en kadastraal bekend zoals aangeduid op het gewijzigd rooi- en onteigeningsplan opgemaakt door de Dienst Werken en Infrastructuur van de provincie Antwerpen met het oog op de verbouwing van de provincieweg N17 Mechelen-Dendermonde, vak Hoge Molenbeek tot Lichterstraat, te Puurs en de uitvoering van rioleringswerken. De volgende onroerende goederen die in het gewijzigd rooi- en onteigeningsplan zijn opgenomen, werden reeds in der minne verworven en worden niet in de machtiging tot onteigening opgenomen: de innemingen 2, 10, 16, 18, 24, 25, 26, 35, 36, 41, 45, 57, 58, 62, 69, 71, 72, 73, 77, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 97, 100, 123, 124, 125, 129, 137, 138, 139, 140, 151 en 153.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 op deze onteigening mag worden toegepast.

PROVINCIE LIMBURG. — Bij besluit van 17 januari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport wordt voor de provincie Limburg een bedrag van 4.314 Fr. toegevoegd aan de trekkingsrechten uit het Investeringsfonds als gevolg van de eindafrekening voor het uitvoeren van buitenschilderwerken aan het Provinciaal Centrum voor Muziek « Casino » te Beringen.

## Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[2001/35078]

## Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Verklaringen van openbaar nut

ZOTTEGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 16 november 2000 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

Nr. 97481.

1. Geografische omschrijving :

Zottegem : aansluiting Leeuwerghem.

2. Kadastrale gegevens :

Gemeente Herzele :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 2; Sectie : A;

Percelen : nrs. 429a, 430a, 486a, 485a, 482a, 481b, 481c, 480k, 473b, 464b en 460b.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 4; Sectie : A;

Percelen : nrs. 781a2, 781b2, 781d2, 781z, 781c2, 785d, 785f en 785c.

3. Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4. Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

5. Plannen ter inzage bij :

— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
 Departement Leefmilieu en Infrastructuur  
 Administratie Milieu, Natuur-, Land- en Waterbeheer  
 Afdeling Water  
 Cel Milieu-investeringen  
 Alhambra  
 Emile Jacqmainlaan 20, bus 5  
 1040 Brussel

— N.V. Aquafin  
 Dijkstraat 8  
 2630 Aartselaar

— College van burgemeester en schepenen van en te 9550 Herzele

— College van burgemeester en schepenen van en te 9620 Zottegem

6. Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

7. Datum + bevoegde minister :

16 november 2000

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Vera Dua.

8. Verjaring :

Iedere belanghebbende kan door middel van een ondertekend verzoekschrift tegen dit besluit bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring indienen binnen een termijn van zestig dagen na kennisneming.

Het verzoekschrift dient aangetekend te worden neergelegd bij de Raad van State samen met drie gewaarmerkte afschriften en bovendien zoveel afschriften als er tegenpartijen zijn (artikel 85 van het procedurereglement van de Raad van State).

---

ZOTTEGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 16 november 2000 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

## Tracéwijziging. — Procedure bij hoogdringendheid

Nr. 97481 HD.

1. Geografische omschrijving :

Zottegem : aansluiting Leeuwerghem.

2. Kadastrale gegevens :

Stad Zottegem :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 3; Sectie : A;

Percelen : nrs. 617c en 614c.

## 3. Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

## 4. Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

## 5. Plannen ter inzage bij :

- Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
Departement Leefmilieu en Infrastructuur  
Administratie Milieu, Natuur-, Land- en Waterbeheer  
Afdeling Water  
Cel Milieu-investeringen  
Alhambra  
Emile Jacquainlaan 20, bus 5  
1040 Brussel
- N.V. Aquafin  
Dijkstraat 8  
2630 Aartselaar
- College van burgemeester en schepenen van en te 9620 Zottegem

## 6. Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

## 7. Datum + bevoegde minister :

16 november 2000

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,  
Vera Dua.

## 8. Verjaring :

Iedere belanghebbende kan door middel van een ondertekend verzoekschrift tegen dit besluit bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring indienen binnen een termijn van zestig dagen na kennisneming.

Het verzoekschrift dient aangetekend te worden neergelegd bij de Raad van State samen met drie gewaarmerkte afschriften en bovendien zoveel afschriften als er tegenpartijen zijn (artikel 85 van het procedurereglement van de Raad van State).

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION WALLONNE	ÜBERSETZUNG MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION	VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
[C - 2001/27038]	[C - 2001/27038]	[C - 2001/27038]
<b>Aménagement du territoire</b>	<b>Raumordnung</b>	<b>Ruimtelijke ordening</b>
Un arrêté ministériel du 20 décembre 2000 agréé, à la date du 10 janvier 2001, la s.c.i. Archivert en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration, la révision ou la modification de plans communaux d'aménagement.	Durch Ministerialerlass vom 20. Dezember 2000 wird die "s.c.i. Archivert" am 10. Januar 2001 als Projektautor für die Aufstellung, die Abänderung oder die Revision von kommunalen Raumordnungsplänen zugelassen.	Bij ministerieel besluit van 20 december 2000 wordt de "s.c.i. Archivert" vanaf 10 januari 2001 erkend als ontwerper voor de opstelling, de wijziging of de herziening van gemeentelijke plannen van aanleg.
_____	_____	_____
Un arrêté ministériel du 20 décembre 2000 n'agrée pas M. Daniel Bastogne en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration, la modification ou la révision de plans communaux d'aménagement.	Durch Ministerialerlass vom 20. Dezember 2000 wird Herr Daniel Bastogne als Projektautor für die Aufstellung, die Abänderung oder die Revision von kommunalen Raumordnungsplänen nicht zugelassen.	Bij ministerieel besluit van 20 december 2000 wordt de heer Daniel Bastogne niet erkend als ontwerper voor de opstelling, de wijziging of de herziening van gemeentelijke plannen van aanleg.
_____	_____	_____
Un arrêté ministériel du 20 décembre 2000 n'agrée pas la s.a. J.N.C. International en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration, la modification ou la révision de schémas de structure communaux et de règlements communaux d'urbanisme.	Durch Ministerialerlass vom 20. Dezember 2000 wird die "s.a. J.N.C. International" als Projektautor für die Aufstellung, die Abänderung oder die Revision von kommunalen Strukturschemen und kommunalen Städtebauordnungen nicht zugelassen.	Bij ministerieel besluit van 20 december 2000 wordt de "s.a. J.N.C. International" niet erkend als ontwerper voor de opstelling, de wijziging of de herziening van gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen.

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### POUVOIR JUDICIAIRE

[2001/09109]

#### Cour d'appel d'Anvers

La cour, réunie en assemblée générale le 17 janvier 2001, a désigné M. Mennes, I., conseiller à la cour d'appel d'Anvers, comme président de chambre, pour une période de trois ans prenant cours le 17 janvier 2001.

### RECHTERLIJKE MACHT

[2001/09109]

#### Hof van beroep te Antwerpen

Het hof, verenigd in algemene vergadering op 17 januari 2001, heeft de heer Mennes, I., raadsheer in het hof van beroep te Antwerpen, aangewezen tot kamervoorzitter, voor een termijn van drie jaar met ingang van 17 januari 2001.

### COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 2001/03049]

#### Autorisation de cession de droits et obligations entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières (article 30 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)

Conformément à l'article 30 de la loi du 22 mars 1993, la Commission bancaire et financière a autorisé la cession, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, par la succursale belge de « The Sakura Bank Limited, société de droit japonais, avenue Louise 287, bte 3, 1050 Bruxelles », à la succursale belge de « The Sumitomo Bank Limited, société de droit japonais, avenue des Arts 58, 1000 Bruxelles », de l'ensemble des droits et obligations relatifs à l'intégralité du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve.

Aux termes de l'article 31 de la loi du 22 mars 1993, toute cession entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières des droits et obligations résultant des opérations des établissements ou entreprises concernés et autorisée conformément à l'article 30 de ladite loi, est opposable aux tiers dès la publication au *Moniteur belge* de l'autorisation de la Commission bancaire et financière.

Bruxelles, le 24 janvier 2001.

F. T'Kint,  
président f.f.

[C - 2001/03044]

#### Autorisation de cession de droits et obligations entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières (article 31 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)

Conformément à l'article 30 de la loi du 22 mars 1993, la Commission bancaire et financière a autorisé la fusion par absorption au 29 janvier 2001, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2001, par la société coopérative SEFB-Record Bank, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège, des sociétés anonymes suivantes : DIPO, Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen; La Patriotique Banque d'Epargne, Desguinlei 92, 2018 Antwerpen et Sodefina, Mindersbroedersrui 35, 2000 Antwerpen.

Aux termes de l'article 31 de la loi du 22 mars 1993, toute cession entre établissements de crédit ou entre de tels établissements et d'autres institutions financières des droits et obligations résultant des opérations des établissements ou entreprises concernés et autorisée conformément à l'article 30 de ladite loi, est opposable aux tiers dès la publication au *Moniteur belge* de l'autorisation de la Commission bancaire et financière.

Bruxelles, le 25 janvier 2001.

F. T'Kint,  
président f.f.

### COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEEZEN

[C - 2001/03049]

#### Toestemming voor de overdracht van rechten en verplichtingen tussen kredietinstellingen of tussen dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen (artikel 30 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen)

Overeenkomstig artikel 30 van de wet van 22 maart 1993 heeft de Commissie voor het Bank- en Financieuzen haar toestemming verleend voor de overdracht, met ingang van 1 april 2001, door het Belgische bijkantoor van « The Sakura Bank Limited, vennootschap naar Japans recht, Louizalaan 287, bus 3, 1050 Brussel », aan het Belgische bijkantoor van « The Sumitomo Bank Limited, vennootschap naar Japans recht, Kunstlaan 58, 1000 Brussel » van alle rechten en verplichtingen met betrekking tot het volledige actieve en passieve vermogen zonder uitzondering of voorbehoud.

Ingevolge artikel 31 van de wet van 22 maart 1993 is iedere overdracht tussen kredietinstellingen of tussen dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen, van rechten en verplichtingen die voortvloeien uit verrichtingen van de betrokken instellingen of ondernemingen, waarvoor toestemming is verleend overeenkomstig artikel 30 van voornoemde wet, aan derden tegenstelbaar zodra de toestemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 24 januari 2001.

F. T'Kint,  
wnd. voorzitter.

[C - 2001/03044]

#### Toestemming voor overdracht van rechten en verplichtingen tussen kredietinstellingen of tussen dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen (artikel 31 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen)

Overeenkomstig artikel 30 van de wet van 22 maart 1993 heeft de Commissie voor het Bank- en Financieuzen haar toestemming verleend voor de fusie door overneming per 29 januari 2001, met terugkerende kracht op 1 januari 2001, door de coöperatieve vennootschap SEFB-Record Bank, verkort: Record Bank of SEFB, C.V., rue Forgeur 17-21, 4000 Liège, aan de naamloze vennootschappen DIPO, Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen; De Vaderlandsche Spaarbank, Desguinlei 92, 2018 Antwerpen en Sodefina, Mindersbroedersrui 35, 2000 Antwerpen.

Ingevolge artikel 31 van de wet van 22 maart 1993 is iedere overdracht tussen kredietinstellingen of tussen dergelijke instellingen en andere in de financiële sector bedrijvige instellingen, van rechten en verplichtingen die voortkomen uit verrichtingen van de betrokken instellingen of ondernemingen, waarvoor toestemming is verleend overeenkomstig artikel 30 van voornoemde wet, aan derden tegenstelbaar zodra de toestemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2001.

F. T'Kint,  
wnd. voorzitter.

[C – 2001/03051]

**Liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne (article 65 de la loi du 22 mars 1993)**

Par arrêté de la Commission bancaire et financière du 25 janvier 2001, la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ayant une succursale enregistrée en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, est modifiée par l'enregistrement de « Banque centrale de Compensation, aussi appelée « Clearnet », société anonyme de droit français, Palais de la Bourse, place de la Bourse, 1000 Bruxelles ».

Bruxelles, le 25 janvier 2001.

T'Kint,  
président f.f.

[C – 2001/03051]

**Lijst van de kredietinstellingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren (artikel 65 van de wet van 22 maart 1993)**

Bij besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 25 januari 2001, wordt de op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en een in België geregistreerd bijkantoor hebben, gewijzigd door de registratie van « Banque Centrale de Compensation, ook genaamd « Clearnet », naamloze vennootschap naar Frans recht, Beurspaleis, Beursplein, 1000 Brussel ».

Brussel, 25 januari 2001.

T'Kint,  
wnd. voorzitter.

**OFFICE DE CONTROLE DES ASSURANCES**

[C – 2001/03052]

**Avis de cession d'un portefeuille de créances hypothécaires**

En application de l'article 53 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, est publiée la cession du portefeuille de créances hypothécaires des sociétés anonymes : DIPO, Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen; La Patriotique Banque d'Epargne, Desguinlei 92, 2018 Antwerpen, à la société coopérative SEFB-Record Bank, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège.

Cette cession, qui produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2001, est opposable à tous les tiers par la présente publication.

**CONTROLEDIENST VOOR DE VERZEKERINGEN**

[C – 2001/03052]

**Bericht van overdracht van een portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen**

In toepassing van artikel 53 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wordt bekendgemaakt de overdracht van de portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen van de naamloze vennootschappen DIPO, Maria-Theresialei 2, 2018 Antwerpen en De Vaderlandsche Spaarbank, Desguinlei 92, 2018 Antwerpen aan de coöperatieve vennootschap SEFB-Record Bank, rue Forgeur 17-21, 4000 Liège.

Deze overdracht, die uitwerking heeft vanaf 1 januari 2001, is tegenstelbaar aan alle derden door deze bekendmaking.

**SELOR****BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**

[C – 2001/08037]

**Recrutement de contrôleurs sociaux, d'expression néerlandaise, (m/f) (rang 26) pour le Ministère de l'Emploi et du Travail**

Une réserve de 40 candidats maximum, valable deux ans, sera établie. Si plusieurs candidats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de candidats fixé est augmenté en leur faveur.

**Conditions d'admissibilité :**

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme requis :
  - diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
  - diplôme de candidat délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une université ou un établissement d'enseignement supérieur de type long ou certificat de réussite des deux premières années de l'Ecole royale militaire;
  - diplôme de l'enseignement maritime du cycle supérieur et de l'enseignement technique ou artistique supérieur du 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> ou 1<sup>er</sup> degré de plein exercice;
  - diplôme de géomètre-expert immobilier, de géomètre des mines ou d'ingénieur technicien;
  - diplôme d'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale.

Les détenteurs d'un diplôme de l'enseignement universitaire de 2<sup>e</sup> cycle (par exemple, licencié) ou de l'enseignement supérieur du niveau académique de 2<sup>e</sup> cycle (par exemple licencié) ne sont pas admis à cet examen.

Il en est de même pour les diplômes de licencié et d'ingénieur civil délivrés par l'Ecole royale militaire.

La description de la fonction, ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de départ : 760 986 BEF (18 864,35 euro) à l'indice actuel (échelle 26C), allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

**SELOR****SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**

[C – 2001/08037]

**Werving van Nederlandstalige sociaal controleurs (m/v) (rang 26) voor het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid**

Een reserve, met geldigheidsduur van twee jaar, zal worden aangelegd met een maximum van 40 geslaagden. Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene kandidaten zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal kandidaten in hun voordeel verhoogd.

**Toelaatbaarheidsvereisten :**

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma(s) :
  - diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan (basisopleiding van één cyclus);
  - kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, door een universiteit of een instelling van hoger onderwijs van het lange type of getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studiejaar van de Koninklijke Militaire School;
  - diploma van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus of van hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> of 1<sup>e</sup> graad met volledig leerplan;
  - diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen, van mijnmeter of van technisch ingenieur;
  - diploma van het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie.

De houders van een diploma van het universitair onderwijs van de 2<sup>e</sup> cyclus (b.v. licentiaat) of van het hoger onderwijs van het academisch niveau van de 2<sup>e</sup> cyclus (b.v. licentiaat) worden niet toegelaten tot dit examen.

De diploma's van licentiaat en burgerlijk ingenieur afgeleverd door de Koninklijke Militaire School zijn hier inbegrepen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 760 986 BEF (18 864,35 euro), aan de huidige index (schaal 26C) reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.



L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-214 45 60), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR, « Sélections de l'Etat fédéral »/section 1, Quartier Esplanade, Rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles - Tél. 02-214 44 11).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro de registre national, ainsi que la dénomination et le numéro du référence de l'examen (à savoir : ANG01001) et la dénomination correcte de votre diplôme. Veuillez également préciser la langue dans laquelle vous avez effectué vos études.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

[C - 2001/08038]

**Recrutement d'ouvriers qualifiés (bateliers du Rhin) (m/f) (rang 30), d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Communications et de l'Infrastructure - Administration des Affaires maritimes et de la Navigation**

Une réserve de 10 candidats maximum, valable deux ans, sera établie.

Si plusieurs candidats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de candidats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : il n'y a pas de conditions d'études.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 645 848 BEF.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-214 45 60), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR, " Sélections de l'Etat fédéral", Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles - Tél. 02-214 44 11).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANG01004).

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

[C - 2001/08039]

**Recrutement d'experts (fonction : éducatrice-monitrice) (rang B1) féminins, d'expression néerlandaise, pour l'Institut communautaire d'Assistance spéciale à la Jeunesse « De Zande » à Beernem pour le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture (Ministère de la Communauté flamande)**

Constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

— diplôme d'assistant social, de conseiller social, d'infirmier (social), d'instituteur, de régent, d'éducateur de jeunesse inadaptée, appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle);

— diplômé appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle - p.ex. diplôme de graduat) obtenu dans une section appartenant au groupe psychologie, pédagogie, orthopédagogie, sciences sociales, sciences de réadaptation sociale, sciences familiales ou dans une orientation paramédicale;

— diplôme d'enseignement universitaire du premier cycle (p. ex. diplôme de candidat), obtenu dans une des sections suivantes : sciences pédagogiques, psychologie, sciences sociales, sociologie, agogique sociale et culturelle, orientation professionnelle et sélection, sciences communicatives, criminologie.

Les candidats qui possèdent l'un des diplômes précités et qui possèdent également un diplôme qui donne accès au niveau A, peuvent également participer à l'examen.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-214 45 60), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Dienst Federale Overheid/Sectie 1, Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel - Tel. 02-214 44 11).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer ANG01001 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma. U vermeldt de taal waarin u het getuigschrift of diploma behaald heeft.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C - 2001/08038]

**Werving van Nederlandstalige vakmannen (Rijnschippers) (m/v) (rang 30) voor het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur - Bestuur van Maritieme Zaken en Scheepvaart**

Een reserve, met geldigheidsduur van twee jaar, zal worden aangelegd met een maximum van 10 geslaagden.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene kandidaten zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal kandidaten in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : er zijn geen diplomavereisten.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 645 848 BEF.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-214 45 60), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Dienst "Selecties Federale Overheid", Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel - Tel. 02-214 44 11).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer ANG01004 en de benaming van het examen.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C - 2001/08039]

**Werving van Nederlandstalige vrouwelijke deskundigen (functie : opvoedster-begeleidster) (rang B1) voor de Gemeenschapsinstelling Bijzondere Jeugdbijstand « De Zande » te Beernem van het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap)**

Samenstelling van een wervingsreserve.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : de kandidaten dienen houder te zijn van één der volgende diploma's :

— diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk adviseur, (sociaal) verpleger, onderwijzer, regent, opvoeder van onaangepaste jeugd, uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus);

— diploma uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus, vb. gradaatsdiploma) behaald in de richting of afdeling psychologie, pedagogie, orthopedagogie, sociale wetenschappen, sociale readaptatiewetenschappen, gezinswetenschappen of in een paramedische richting;

— diploma van universitair onderwijs van de eerste cyclus (vb. kandidaatsdiploma), behaald in één van de volgende richtingen : opvoedkundige of pedagogische wetenschappen, psychologie, sociale wetenschappen, sociologie, sociale en culturele agogiek, beroepsoriëntering en selectie, communicatiewetenschappen, criminologie.

De kandidaten die houder zijn van één van de voornoemde diploma's, maar die ook een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau A, kunnen ook deelnemen aan het examen.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction, ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 808 210 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-553 52 00), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR - Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tél. 02-553 61 50).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV01007) et la dénomination correcte de votre diplôme.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

[C - 2001/08040]

**Recrutement d'experts (fonction : éducateur-moniteur) (rang B1) masculins, d'expression néerlandaise, pour l'Institut communautaire d'Assistance spéciale à la Jeunesse « De Zande » à Ruiselede pour le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture (Ministère de la Communauté flamande)**

Constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

— diplôme d'assistant social, de conseiller social, d'infirmier (social), d'instituteur, de régent, d'éducateur de jeunesse inadaptée, appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle);

— diplôme appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle - p.ex. diplôme de graduat) obtenu dans une section appartenant au groupe psychologie, pédagogie, orthopédagogie, sciences sociales, sciences de réadaptation sociale, sciences familiales ou dans une orientation paramédicale;

— diplôme d'enseignement universitaire du premier cycle (p.ex. diplôme de candidat), obtenu dans une des sections suivantes : sciences pédagogiques, psychologie, sciences sociales, sociologie, agogique sociale et culturelle, orientation professionnelle et sélection, sciences communicatives, criminologie.

Les candidats qui possèdent l'un des diplômes précités et qui possèdent également un diplôme qui donne accès au niveau A, peuvent également participer à l'examen.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction, ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 808 210 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-553 52 00), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR - Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tél. 02-553 61 50).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV01008) et la dénomination correcte de votre diplôme.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot het examen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 808 210 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-553 52 00), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tel. 02-553 61 50).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referthenummer ANV01007 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C - 2001/08040]

**Werving van Nederlandstalige mannelijke deskundigen (functie : opvoeder-begeleider) (rang B1) voor de Gemeenschapsinstelling Bijzondere Jeugdbijstand « De Zande » te Ruiselede van het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap)**

Samenstelling van een wervingsreserve.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : de kandidaten dienen houder te zijn van één der volgende diploma's :

— diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk adviseur, (sociaal) verpleger, onderwijzer, regent, opvoeder van onaangepaste jeugd, uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus);

— diploma uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus - vb. graduaatsdiploma) behaald in de richting of afdeling psychologie, pedagogie, orthopedagogie, sociale wetenschappen, sociale readaptatiewetenschappen, gezinswetenschappen of in een paramedische richting;

— diploma van universitair onderwijs van de eerste cyclus (vb. kandidaatsdiploma), behaald in één van de volgende richtingen : opvoedkundige of pedagogische wetenschappen, psychologie, sociale wetenschappen, sociologie, sociale en culturele agogiek, beroepsoriëntering en selectie, communicatiewetenschappen, criminologie.

De kandidaten die houder zijn van één van de voornoemde diploma's, maar die ook een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau A, kunnen ook deelnemen aan het examen.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot het examen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 808 210 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-553 52 00), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tel. 02-553 61 50).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referthenummer ANV01008 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C – 2001/08041]

**Recrutement d'experts (fonction : éducateur-moniteur) (rang B1) masculins, d'expression néerlandaise, pour l'Institut communautaire d'Assistance spéciale à la Jeunesse « De Kempen » à Mol pour le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture (Ministère de la Communauté flamande)**

Constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

— diplôme d'assistant social, de conseiller social, d'infirmier (social), d'instituteur, de régent, d'éducateur de jeunesse inadaptée, appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle);

— diplôme appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle - p.ex. diplôme de graduat) obtenu dans une section appartenant au groupe psychologie, pédagogie, orthopédagogie, sciences sociales, sciences de réadaptation sociale, sciences familiales ou dans une orientation paramédicale;

— diplôme d'enseignement universitaire du premier cycle (p.ex. diplôme de candidat), obtenu dans une des sections suivantes : sciences pédagogiques, psychologie, sciences sociales, sociologie, agogique sociale et culturelle, orientation professionnelle et sélection, sciences communicatives, criminologie.

Les candidats qui possèdent l'un des diplômes précités et qui possèdent également un diplôme qui donne accès au niveau A, peuvent également participer à l'examen.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 808 210 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-553 52 00), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELORE – Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 – 1000 Brussel – Tél. 02-553 61 50).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV01009) et la dénomination correcte de votre diplôme.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

[C – 2001/08042]

**Recrutement d'experts (qualification technique) (m/f) (niveau B), d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les institutions scientifiques flamandes)**

Constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

— diplôme appartenant à l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un cycle) ou de l'enseignement artistique supérieur du 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> degré pour promotion socio-culturelle ou un diplôme d'ingénieur technicien obtenu dans une section électronique, informatique, électricité, électromécanique, mécanique, construction, travaux publics, architecte-assistant, dessin de construction, architect d'intérieur ou topographie;

— diplôme de géomètre-expert immobilier ou de géomètre des mines.

Les candidats qui possèdent l'un des diplômes précités et qui possèdent également un diplôme qui donne accès au niveau A, peuvent également participer à l'examen.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

[C – 2001/08041]

**Werving van Nederlandstalige mannelijke deskundigen (functie : opvoeder-begeleider) (rang B1) voor de Gemeenschapsinstelling Bijzondere Jeugdbijstand « De Kempen » te Mol van het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap)**

Samenstelling van een wervingsreserve.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : de kandidaten dienen houder te zijn van :

— diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk adviseur, (sociaal) verpleger, onderwijzer, regent, opvoeder van onaangepaste jeugd, uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus);

— diploma uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus - vb. graduaatsdiploma) behaald in de richting of afdeling psychologie, pedagogie, orthopedagogie, sociale wetenschappen, sociale readaptatiewetenschappen, gezinswetenschappen of in een paramedische richting;

— diploma van universitair onderwijs van de eerste cyclus (vb. kandidaatsdiploma), behaald in één van de volgende richtingen : opvoedkundige of pedagogische wetenschappen, psychologie, sociale wetenschappen, sociologie, sociale en culturele agogiek, beroepsoriëntering en selectie, communicatiewetenschappen, criminologie.

De kandidaten die houder zijn van één van de voornoemde diploma's, maar die ook een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau A, kunnen ook deelnemen aan het examen.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot het examen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 808 210 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-553 52 00), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELORE, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 – 1000 Brussel - Tel. 02-553 61 50).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentienummer ANV01009 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C – 2001/08042]

**Werving van Nederlandstalige deskundigen (technische kwalificatie) (m/v) (niveau B), voor de diensten van de Vlaamse regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse wetenschappelijke instellingen)**

Samenstelling van een wervingsreserve.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : de kandidaten dienen houder te zijn van één der volgende diploma's :

— diploma uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus) of door het hoger kunstonderwijs van de 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> of 3<sup>e</sup> graad voor socio-culturele promotie of een diploma van technisch ingenieur, behaald in een afdeling elektronica, informatica, elektriciteit, elektromechanica, mechanica, bouwkunde, openbare werken, architect-assistent, bouwkundig tekenen, binnenhuisarchitectuur of topografie;

— diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen of van mijnmeter.

De kandidaten die houder zijn van één van de voornoemde diploma's, maar die ook een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau A, kunnen ook deelnemen aan het examen.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot het examen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.



Traitement annuel brut de début : 808 210 FB, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-553 52 00), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR, Sélections Vlaamse Gemeenschap, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles - Tél. 02-553 51 45).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV01010) et la dénomination correcte de votre diplôme.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

[C - 2001/08043]

**Recrutement de techniciens (fonction : garde forestier) (m/f) (rang C1), d'expression néerlandaise, pour le Département de l'Environnement et de l'Infrastructure (Ministère de la Communauté flamande)**

Un emploi est actuellement vacant à la division des Forêts et des Espaces verts à Zutendaal.

Constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être titulaires d'un des diplômes suivants :
  - attestation de réussite de la sixième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice ou d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur;

— certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplômes d'aptitude à l'enseignement supérieur;

— diplôme des cours secondaires supérieurs techniques.

EN OUTRE, les candidats doivent être en possession du CERTIFICAT DE CAPACITE EN SYLVICULTURE, délivré par le Ministre compétent.

Les candidats qui possèdent l'un des diplômes exigés mentionnés et qui possèdent également un diplôme qui donne accès au niveau B, sont également admis.

Les candidats qui ont un diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de niveau académique (2<sup>e</sup> cycle de formation de base de 2 cycles) ou un diplôme de l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un seul cycle) NE PEUVENT PAS PARTICIPER.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 677 653 FB, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 17 février 2001.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par téléphone (070-66 66 20), par fax (02-553 52 00), via le site Internet (<http://www.selor.be>) ou par lettre (SELOR - Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tél. 02-553 61 49).

Vous devez clairement indiquer votre nom, prénom, date de naissance, adresse complète, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV01011) et la dénomination correcte de votre diplôme.

Votre inscription sera confirmée par lettre (au plus tard dix jours après la date limite d'inscription).

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 808 210 BEF, réglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-553 52 00), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Dienst Selecties Vlaamse Gemeenschap, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - Tél. 02-553 51 45).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer ANV01010 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

[C - 2001/08043]

**Werving van Nederlandstalige technici (functie : bos- of natuurwachter) (m/v) (rang C1) voor het Departement Leefmilieu en Infrastructuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap)**

Eén betrekking is momenteel vacant bij de Afdeling Bos en Groen te Zutendaal.

Samenstelling van een wervingsreserve.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie;
2. Vereist(e) diploma('s) : De kandidaten dienen houder te zijn van één der volgende diploma's :

— getuigschrift uitgereikt na het slagen van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus;

— getuigschrift van hoger secundair onderwijs of bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;

— diploma van een hogere secundaire technische leergang.

BOVENDIEN dienen de kandidaten houder te zijn van het BEKWAAMHEIDSGETUIGSCHRIJF IN DE BOSBOUWKUNDE, afgeleverd door de bevoegde Minister.

Kandidaten die houder zijn van een van de voornoemde vereiste diploma's en eveneens een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau B, worden tot het examen toegelaten.

Kandidaten met een diploma van universitair onderwijs of van hoger onderwijs van het academisch niveau (2e cyclus van basisopleidingen van 2 cycli) KUNNEN ECHTER NIET DEELNEMEN.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot het examen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd beschreven in het examenreglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 677 653 BEF, réglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 17 februari 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per telefoon (070-66 66 20), fax (02-553 52 00), via de Selor-website (<http://www.selor.be>) of per brief (SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30 - 1000 Brussel - Tél. 02-553 61 49).

U vermeldt uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer ANV01011 en de benaming van het examen, alsook de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd (ten laatste tien dagen na de uiterste inschrijvingsdatum).

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

[2001/42401]

**Indices du prix de revient  
du transport professionnel de marchandises par route**

Le Ministère des Communications et de l'Infrastructure communique ci-après les indices du prix de revient du transport professionnel de marchandises par route pour le mois de janvier 2001 (base 31 décembre 1990 = 100) :

**MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR**

[2001/42401]

**Indexcijfers van de kostprijs  
van het beroepsgoederenvervoer over de weg**

Het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur deelt hierna de indexcijfers van de kostprijs van het beroepsgoederenvervoer over de weg mede voor de maand januari 2001 (basis 31 december 1990 = 100) :

	Indice Janvier 2001	Moyenne mobile 3 mois		Indexcijfer Januari 2001	Voortschrijdend gemiddelde 3 maanden
<b>Transport national</b>			<b>Nationaal vervoer</b>		
Messagerie	127,63	128,64	Stukgoed	127,63	128,64
Général	124,08	125,98	Algemeen	124,08	125,98
<b>Transport international général</b>			<b>Algemeen internationaal vervoer</b>		
Belgique - Allemagne	122,34	124,26	België - Duitsland	122,34	124,26
Belgique - France	123,64	125,46	België - Frankrijk	123,64	125,46
Belgique - Italie	123,74	125,14	België - Italië	123,74	125,14
Belgique - Espagne	121,69	122,78	België-Spanje	121,69	122,78
Indice standard (autres cas)	122,85	124,41	Standaardindexcijfer (andere gevallen)	122,85	124,41

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2001/22046]

**Accidents du travail. — Indexation du montant visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 avril 2000 fixant les conditions spéciales en ce qui concerne l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs. — Errata**

Au *Moniteur belge* du 16 janvier 2001, page 1157 :

Veuillez lire dans le texte français :

Le montant 597 853 BEF (14 820,39 euro) au lieu de 541 465 BEF (13 422,57 euro).

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2001/22046]

**Arbeidsongevallen. — Indexering van het bedrag bedoeld bij artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 april 2000 tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op bepaalde categorieën van werknemers. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 2001, bladzijde 1157 :

Gelieve te lezen in de nederlandstalige tekst :

Het bedrag 597 853 BEF (14 820,39 euro) in plaats van 541 465 BEF (13 422,57 euro).

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL**

[2001/12065]

**Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier, au tribunal du travail d'Anvers en remplacement de M. Augustijn De Mondt, décédé**

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID**

[2001/12065]

**Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als arbeider, bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen ter vervanging van de heer Augustijn De Mondt, overleden**

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.



**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

**Département de l'Education, de la Recherche et de la Formation**

[S - C - 29027]

**Commission de langue française chargée de l'organisation des examens linguistiques  
dans l'enseignement de régime français. — Appel aux candidats pour la session 2001**

I. Introduction

1.1. En application de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques (*Moniteur belge* du 16 janvier 1971), modifié par l'arrêté du 26 avril 1982 (*Moniteur belge* du 8 juin 1982) et de l'arrêté ministériel du 10 avril 1974, modifié par l'arrêté ministériel du 16 mai 1984 (*Moniteur belge* du 30 juin 1984), une session d'examen sera organisée dans le courant de l'année 2001.

1.2. Les examens linguistiques sont organisés à l'intention des porteurs des différents titres de capacité qui désirent exercer, dans le respect des articles 13 et 14 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, une fonction en qualité de membre du personnel directeur, enseignant ou administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1<sup>er</sup> de la même loi (à l'exception de la fonction de professeur de cours artistiques dans les établissements d'enseignement artistique).

Par personnel directeur et enseignant, il faut entendre tant le personnel des établissements d'enseignement de la Communauté française classé dans cette catégorie que le personnel qui exerce des fonctions correspondantes dans les autres établissements d'enseignement visés audit article 1<sup>er</sup> de ladite loi.

Par personnel administratif s'entend le personnel des établissements d'enseignement de la Communauté française classé dans les catégories : personnel auxiliaire d'éducation, personnel paramédical, personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service et le personnel qui exerce des fonctions correspondantes dans les autres établissements d'enseignement visés audit article 1<sup>er</sup> de ladite loi.

II. La commission organise les examens suivants :

A. l'examen de connaissance approfondie de la langue française en vue d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant;

B. l'examen de connaissance approfondie de la langue française en vue d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel administratif;

C. l'examen de connaissance suffisante de la langue française en vue d'enseigner dans les établissements de langue française la (les) langue(s) vivante(s) (toute langue moderne autre que la langue d'enseignement) que le candidat est habilité à enseigner dans les établissements d'enseignement d'une autre langue d'enseignement ou en vue de pratiquer l'apprentissage d'une langue moderne par immersion;

D. à l'intention des institutrices et instituteurs : l'examen de connaissance approfondie du français pour enseigner cette langue comme seconde langue légalement obligatoire dans les écoles primaires néerlandophones sises dans les communes wallonnes de la frontière linguistique;

E. à l'intention des institutrices et instituteurs : l'examen de connaissance approfondie du néerlandais pour enseigner cette langue comme seconde langue dans les écoles francophones en qualité de maître de seconde langue.

III. Inscription :

3.1. Les droits d'inscription sont fixés à F 200 ou 5 euro pour chacun des examens. Ils doivent être virés ou versés exclusivement au compte 091-2110507-10 du Ministère de la Communauté française - D.G. Enseignement supérieur et Recherche scientifique - Jurys - Mme M. SCHETS - 6<sup>e</sup> étage - boulevard Pachéco 19, bte 0, 1010 Bruxelles.

Aucun autre mode de paiement n'est autorisé.

Sur le talon du bulletin destiné à l'administration, les candidats inscriront la mention suivante :

« Commission linguistique française - Droits d'inscription - Session 2001 ».

Le droit d'inscription n'est remboursable en aucun cas. Il peut cependant être reporté à une session ultérieure pour des raisons de force majeure attestées.

3.2. Les demandes d'inscription doivent être envoyées **sous pli recommandé** à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique - quartier Arcades - Bloc D - 6<sup>e</sup> étage - bureau 6536 - boulevard Pachéco 19, bte 0, 1010 Bruxelles.

Les demandes d'inscription postées après le 23 mars 2001 ne seront pas prises en considération; la date de la poste fait foi.

3.3. Les candidats produiront les documents suivants, soigneusement épinglés dans l'ordre ci-après :

a) le récépissé du versement ou l'avis de débit du virement du droit d'inscription au verso duquel ils recopieront les indications prévues au point 3.1;

ils ajouteront leurs nom, prénoms, adresse et numéro de téléphone éventuel;

N.B. : ni le talon, ni la formule B d'un virement ne constituent la preuve du paiement du droit;

b) une demande d'inscription libellée conformément au modèle prévu en annexe;

c) une copie certifiée conforme du certificat ou du diplôme ou titre de base.

3.4. Les candidats seront convoqués en temps utile par le Président du jury; ils doivent se munir de leur carte d'identité et de leur convocation.

**3.5. Les candidats qui omettraient d'accomplir une des formalités requises pour l'inscription ne seront pas portés sur la liste des candidats.**

**Un envoi recommandé posté après le 23 mars 2001 ne sera pas pris en considération même si le paiement a été effectué avant cette date.**

IV. Programme :

Il y a lieu de consulter les arrêtés ministériels des 10 avril 1974 et 16 mai 1984 mentionnés au point 1.1. ci-dessus.

Annexe n° 1  
Modèle de la demande d'inscription

Le soussigné (1) .....
Adresse .....
Code postal et localité .....
Titulaire du (2) .....
d' (3) .....
obtenu en langue (4) .....
désire subir un examen linguistique pour l'obtention du certificat de connaissance (5) .....
.....

En annexe est jointe une copie du titre ou diplôme de base, certifiée conforme par l'administration communale.

Date et signature

Annexe n° 2

Instructions en vue de la rédaction de la demande d'inscription

Les numéros repris ci-dessous correspondent à ceux repris sur le modèle prévu à l'annexe n° 1

- (1) Nom et prénoms (nom de jeune fille pour les femmes mariées) en caractères d'imprimerie;
- (2) diplôme, certificat, brevet, etc;
- (3) nature du titre : fin d'études primaires, institutrice gardienne, instituteur primaire, agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, architecte, ingénieur technicien, etc.;
- (4) néerlandaise, française ou allemande ou autre à préciser;
- (5) compléter par une des mentions suivantes :
  - A. approfondie de la langue française en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, pour l'enseignement des branches suivantes :
  - B. approfondie de la langue française en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel administratif;
  - C. suffisante de la langue française en vue d'enseigner comme langues vivantes les langues qu'il (elle) est habilité(e) à enseigner dans les établissements d'enseignement d'une autre langue d'enseignement ou en vue de pratiquer l'apprentissage d'une langue moderne par immersion;
  - D. approfondie du français pour enseigner la langue française comme seconde langue légalement obligatoire dans les écoles primaires néerlandophones sises dans les communes wallonnes de la frontière linguistique;
  - E. approfondie du néerlandais pour enseigner en qualité de maître de néerlandais seconde langue dans les écoles primaires de langue française.

Le candidat qui ne possède aucun titre inscrit la mention « néant » en regard des rubriques correspondant aux n<sup>os</sup> (2), (3) et (4).

**PUBLICATIONS LEGALES  
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN  
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

UNIVERSITE LIBRE DE LOUVAIN

Faculté des sciences

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Suzanne Serneels défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le mardi 13 mars 2001, à 15 heures, local A106, bâtiment Mercator, place Louis Pasteur, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Drivers and impacts of land-use/land-cover changes in the Serengeti-Mara ecosystem : a spatial approach based on remote sensing data ».  
(19051)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Isabelle Ponsard défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le vendredi 23 février 2001, à 16 h 30 m, local Lavo51, bâtiment Lavoisier, place Louis Pasteur, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Développement d'un nouvel outil d'ingénierie des métallo-enzymes ».  
(19052)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Daniel Auriel défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 26 février 2001, à 16 h 30 m, local BARB06, bâtiment place Sainte-Barbe, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Vers la synthèse totale de l'Ingénol ».  
(19053)

**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**

*Gemeente Sint-Amands*

Bijzonder plan van aanleg — Bekendmaking openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg nr. 2c « Uitbreiding K.M.O.-zone Hemelrijken » en bijhorend onteigeningsplan, voorlopig aanvaard door de gemeenteraad in zitting van 12 december 2000, ter inzage ligt bij de dienst ruimtelijke ordening van de gemeente Sint-Amands, Livien Van der Looystraat 10, van 12 februari 2001 tot en met 14 maart 2001, om 12 uur, elke werkdag van 9 tot 12 uur, overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996.

Bezwaren of opmerkingen betreffende dit plan, moeten schriftelijk ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen vóór 14 maart 2001, om 12 uur.

Sint-Amands, 26 januari 2001. (2418)

*Gemeente Lichtervelde*

Herziening van plannen van aanleg  
Bekendmaking van het tweede onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening en stedenbouw;

Brengt ter kennis van de bevolking dat het plan tot gedeeltelijke herziening van het bij koninklijk besluit van 7 augustus 1954 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg « Kom der gemeente », herzieningsplan dat gewijzigd is geworden tengevolge van de tijdens het eerste onderzoek ingediende bezwaarschriften en aangenomen door de gemeenteraad in de vergadering van 22 januari 2001, op het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt van 1 februari 2001 tot 1 maart 2001.

Al wie omtrent dat plan bezwaren of opmerkingen te maken heeft moet die schriftelijk aan het schepencollege laten worden vóór 1 maart 2001, te 12 uur.

Lichtervelde, 29 januari 2001. (2419)

**Annonces – Aankondigingen**

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Detry frères, société anonyme,  
route de Merckhof 110, 4880 Aubel**

R.C. Verviers 35911 – T.V.A. 402.327.393

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra au siège social de la société, le mardi 13 février 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

Nomination d'administrateurs.  
(2353) Le conseil d'administration.

**Sartfi, société anonyme,  
rue des Bas Jaunes 26, 1490 Court-Saint-Etienne**

R.C. Nivelles 89188

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 13 février 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (2354)

**Forum technique d'Ans, en abrégé : « F.T.A. »,  
société anonyme, avenue de l'Union 25A, 4430 Ans**

R.C. Liège 191126 — NN 455.302.855

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 février 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (2355)

**Immobilière Lora,  
société civile à forme de société anonyme,  
chaussée de Jette 559, 1090 Bruxelles**

—  
L'assemblée générale ordinaire se réunira le 12 février 2001, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2000. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (2356)

**« Investissement et Gestion », en abrégé : « I.E.G. »,  
société anonyme, en liquidation,  
avenue Notre-Dame 43, 1300 Limal**

R.C. Nivelles 70786

—  
L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 12 février 2001, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Présentation des comptes sociaux au 30 septembre 2000. Rapport du liquidateur quant à l'évolution du dossier de liquidation définitive de la société. Décharge au liquidateur. (2357)

**Eurowool, société anonyme,  
Roetgenerstrasse 65, 4730 Raeren**

R.C. Eupen 61428 – T.V.A. 445.938.791

—  
Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra au siège social, en date du 13 février 2001, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2000.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Emoluments. (2358)

**Netfusion, naamloze vennootschap,  
Zandvoortstraat 12C, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 86465 – BTW 466.288.896

—  
Een buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 12 februari 2001, om 10 uur.

Agenda :

1. Ontslag bestuurder.
2. Varia. (2359)

**M.A.T. Beheer, naamloze vennootschap,  
Bosdreef 10, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 336044 — NN 466.781.123

—  
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 13 februari 2001, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (2360)

**Juma Beton, naamloze vennootschap,  
Voortstraat 14, te 2490 Balen**

H.R. Turnhout 58170 – BTW 431.629.313

—  
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12 februari 2001, te 20 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring der jaarrekening. 2. Aanwending van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Varia. (2361)

**Auto-International, naamloze vennootschap,  
Cardijnlaan 12, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 28150 – BTW 424.026.986

—  
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 13 februari 2001, om 15 uur. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Bezoldigingen. 4. (Her)benoemingen bestuurders. 5. Toepassing artikel 103 vennootschappenwet (nieuw wetboek vennootschappen art. 633), vereist verslag. (2362) De raad van bestuur.

**« Verhuizingen Ludo Bonte », naamloze vennootschap,  
Werfstraat 9, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 5761 – BTW 405.134.851

—  
De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben te 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, in het kantoor van notaris Henry Van Caillie, op 21 februari 2001, om 15 uur, met volgende agenda :

1. a) Verslag van de raad van bestuur nopens de wijziging van het maatschappelijk doel.
- b) Voorstel tot wijziging van het maatschappelijk doel.
2. Voorstel tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1 251 074 BEF om het te brengen op 2 501 074 BEF, door incorporatie van reserves zonder creatie van nieuwe aandelen.
3. Aanpassing van het maatschappelijk kapitaal aan de euro.
4. Aanpassing van artikelen 9, 19, 24, 32, 35 en 36 aan de nieuwe vennootschappenwet.
5. Aanpassing van de tekst van de artikelen 11, 28, 29, 30 en 33 van de statuten.
6. Ontslag en benoeming van de bestuurders.
7. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen genomen door de algemene vergadering.

—  
De voormelde verslagen met bijlagen en het nieuw ontwerp van statuten kan bekomen worden op de zetel van de vennootschap.

Om deze vergadering bij te wonen of om er zich te laten vertegenwoordigen moeten de aandeelhouders zich schikken naar de voorschriften van de statuten. (2363) De raad van bestuur.



« Casembroot », naamloze vennootschap,  
Groene Poortedreef 40, Brugge (8200 Sint-Michiels)

H.R. Brugge 68777 – BTW 435.877.913

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben te 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, in het kantoor van de notaris Henry Van Caillie, op dinsdag 20 februari 2001, om 10 uur, met volgende agenda :

1. Voorstel tot kapitaalsvermindering met 16 997 852 BEF om het terug te brengen tot 5 002 148 BEF, zonder vernietiging van aandelen, door terugbetaling van het voormeld bedrag van de kapitaalsvermindering aan de aandeelhouders elk in verhouding tot hun huidig aandelenbezit.

2. Aanpassing van het kapitaal aan de euro.

3. Aanpassing van artikel 5 van de statuten, aan de genomen beslissingen en van de artikels 13, 16, 20 en 26 aan het nieuw wetboek van vennootschappen en toevoeging van een nieuw artikel 38.

4. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen genomen door de algemene vergadering.  
(2364) De raad van bestuur.

S.P.R.L. S.N.T.N.,  
rue des Comognes 4, 5340 Gesves

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire  
du 24 janvier 2001

L'assemblée est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Duliere, Jean, gérant.

Composition de l'assemblée générale :

M. Jean Duliere, 567 parts sociales.

Mme Christine Duliere, 63 parts sociales.

Mme Maria-Laura Maron-Pot, 630 parts sociales.

Soit 1 260 parts sociales sur 1 260 parts.

Ordre du jour :

1. Changement du siège social de la S.P.R.L. S.N.T.N.

2. Nomination de nouveaux gérants.

Résolutions.

1. Le siège social de la S.P.R.L. S.N.T.N. est transféré à 5000 Namur, avenue Bel Air 3.

2. L'assemblée générale décide de nommer comme gérants :

Mme Christine Duliere.

Mme Maria-Laura Maron-Pot. (2365)

Lion CLB Sicav,  
OPC en valeurs mobilières et liquidités

Siège social : rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 625787

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

Une seconde assemblée générale ordinaire des actionnaires de Lion CLB Sicav de droit belge se tiendra le vendredi 26 janvier 2001, à 10 heures, au siège social, rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant : 1. Compartiment Pharma 2005; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 2. Compartiment Euro 2006; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 3. Compartiment Telecom 2007; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des

comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Tous compartiments réunis; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000 pour les compartiments Pharma 2005, Euro 2006 et Telecom 2007 ainsi que les comptes globalisés; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. Le conseil d'administration propose aux assemblées générales des actionnaires d'approuver les comptes et les annexes pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000. Il propose également à l'assemblée de donner décharge, par un vote spécial, aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat ainsi qu'au commissaire-réviseur. Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présentes ou représentés. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente. Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de la Banque Degroof S.A., rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.  
(2366) Le conseil d'administration.

DB Sicav de droit belge OPCVM

Siège social : rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 616738

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

Une seconde assemblée générale ordinaire des actionnaires de DB Sicav de droit belge se tiendra le vendredi 26 janvier 2001, à 11 heures, au siège social, rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant : 1. Compartiment Equity Belgium; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 2. Compartiment Equity Europe; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 3. Tous compartiments réunis; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000 pour les compartiments Equity Belgium et Equity Europe ainsi que les comptes globalisés; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur, renouvellement pour une durée de trois ans du mandat du réviseur de Klynveld Peat Marwick Goerdeler réviseur d'entreprises, représenté par M. Pierre Paul Berger et fixation de ses rémunérations à trois mille euros par an et par compartiment et activité. 4. Divers. Le conseil d'administration propose aux assemblées générales des actionnaires d'approuver les comptes et les annexes pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000. Il propose également à l'assemblée de donner décharge, par un vote spécial, aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat ainsi qu'au commissaire-réviseur. Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présentes ou représentés. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente. Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de la Banque Degroof S.A., rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.  
(2367) Le conseil d'administration.

DB Strategic Sicav de droit belge OPCVM

Siège social : rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 637672

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

Une seconde assemblée générale ordinaire des actionnaires de DB Strategic Sicav de droit belge se tiendra le vendredi 26 janvier 2001, à 12 heures, au siège social, rue Guimard 18, à 1040 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant : 1. Compartiment Défensive; rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice



clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 2. Compartiment Equity Neutral, rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 3. Compartiment Dynamic, rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Compartiment Equity Offensive, rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Compartiment Equity Sector Allocation, rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Tous compartiments réunis, rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000; rapport du commissaire-réviseur; approbation des comptes et des annexes de l'exercice clôturé au 30 septembre 2000 pour les compartiments Defensive, Neutral, Dynamic, Offensive, Sector Allocation ainsi que les comptes globalisés; décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur; nomination définitive au poste d'administrateur pour une durée de six ans de M. Yves Delacolette nommé provisoirement par le conseil d'administration en remplacement d'un administrateur démissionnaire. 7. Divers. Le conseil d'administration propose aux assemblées générales des actionnaires d'approuver les comptes et les annexes pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2000. Il propose aussi à l'assemblée la nomination définitive au poste d'administrateur pour une durée de six ans de M. Yves Delacolette nommé provisoirement par le conseil d'administration en remplacement d'un administrateur démissionnaire. Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente. Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de la Banque Degroof S.A., rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles. (2368)

Le conseil d'administration.

**Brantano, naamloze vennootschap,  
Nijverheidstraat 2, 9320 Erembodegem**

H.R. Aalst 58393 – BTW 432.980.383

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene vergadering van de vennootschap bij te wonen die zal doorgaan op 12 februari 2001, op de zetel van de vennootschap, ten overstaan van Mr. Frederic Caudron, notaris te Erembodegem, en met de volgende agenda :

1. Bespreking van het verslag van de raad van bestuur in toepassing van artikel 583 (ex artikel 101, paragraaf 2) van het wetboek van vennootschappen naar aanleiding van de uitgifte van warrants ten gunste van personeelsleden en andere personen aan wie het voordeel van de optie wordt verleend, uit hoofde van of naar aanleiding van hun beroepswerkzaamheid.

2. Uitgifte van de warrants en vaststelling van de uitgiftevoorwaarden.

Voorstel tot besluit : de vergadering besluit over te gaan tot de uitgifte van 56 820 warrants, waarbij elke warrant recht zal geven op één aandeel tegen een uitgifteprijs van de gemiddelde koers gedurende de dertig dagen voorafgaand aan de datum van het aanbod, zonder dat, indien de warrants worden aangeboden aan geselecteerde deelnemers niet-werknemers, de uitoefenprijs minder kan bedragen dan het gemiddelde van de koersen gedurende de dertig dagen voorafgaand aan de datum van de uitgifte.

3. Kapitaalverhoging, onder opschortende voorwaarde van de uitoefening van de warrants.

Voorstel tot besluit : de vergadering besluit over te gaan tot een kapitaalverhoging, onder de opschortende voorwaarde van de uitoefening van de warrants, met een bedrag gelijk aan de vermenigvuldiging van i) het aantal aandelen uitgegeven bij de uitoefening van de warrants met ii) de fractiewaarde van de bestaande aandelen van de vennootschap op het ogenblik van de uitgifte, en door uitgifte van een aantal aandelen van de vennootschap dat bepaald zal worden zoals hierboven beschreven; het desgevallend verschil tussen de optelling van de uitoefenprijs en de warrants en het bedrag van de kapitaalverhoging zal geboekt worden als uitgiftepremie.

4. Kennisname :

van het verslag van de raad van bestuur in toepassing van artikel 596 en 598 (ex artikel 34*bis*, paragraaf 4 en 4*bis*) van het wetboek van vennootschappen inzake het belang van de vennootschap bij de opheffing van het voorkeurrecht ten behoeve van bepaalde personen en inzake de uitgiftekoers en de financiële gevolgen voor de aandeelhouders en de weerslag van de voorgestelde uitgifte op de toestand van de vroegere aandeelhouders, inzonderheid wat hun aandeel in de winst en het kapitaal betreft;

van het verslag van de commissaris-revisor, de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap Lippens, Rabaey & C°, vertegenwoordigd door de heer Stefaan Rabaey, omtrent de juistheid van de in het verslag van de raad van bestuur opgenomen financiële en boekhoudkundige gegevens en een omstandig advies omtrent de elementen op grond waarvan de uitgifteprijs is berekend alsmede omtrent de verantwoording ervan.

5. Vaststelling van de afstand van conversierecht door de bestaande warranthouders bij de geplande kapitaalverhoging.

6. Inschrijving op de bovenvermelde warrants.

Voorstel van besluit : de vergadering stelt voor dat de vennootschap, voor rekening van de uiteindelijke begunstigden, inschrijft op de totaliteit van de warrants. De vennootschap kan de warrants onder geen enkel beding zelf uitoefenen.

7. verlenen van de nodige volmacht tot uitvoering van voornoemd besluit.

Voorstel tot besluit : de vergadering verleent de gedelegeerd bestuurder de nodige volmacht om over te gaan tot de vaststelling van de conversie en de verwezenlijking van de daaruit voortvloeiende kapitaalverhoging en de uitgifte van aandelen, de aantekening in het aandeelhoudersregister te verrichten van de nieuw uitgegeven aandelen ten name van de personen die op de kapitaalverhogingen hebben ingeschreven, het laten drukken van de aandelen, hun opname in de eerste markt van een effectenbeurs of in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie, en het stellen van alle noodzakelijke of nuttige handelingen en het ondertekenen van alle akten en notulen die daarmee verband houden.

8. Machtiging aan de raad van bestuur om binnen de voorwaarden van artikel 620 (ex artikel 52*bis*) van het wetboek van vennootschappen, eigen aandelen of wistbewijzen te verkrijgen.

Voorstel tot besluit : de vergadering stelt voor om aan de raad van bestuur de machtiging te verlenen om binnen de voorwaarden van artikel 620 (ex artikel 52*bis*) van het wetboek van vennootschappen, eigen aandelen of winstbewijzen te verkrijgen, indien dit noodzakelijk is om te voorkomen dat de vennootschap een ernstig en dreigend nadeel zou lijden. Deze mogelijkheid is slechts drie jaar geldig te rekenen vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte houdende statutenwijzigingen de dato twaalf februari tweeduizend en één. Zij is hernieuwbaar.

9. Machtiging aan de raad van bestuur om binnen de voorwaarden van artikel 620 (ex artikel 52*bis*) van het wetboek van vennootschappen, het maximaal toegelaten aantal aandelen of winstbewijzen te verkrijgen aan een prijs gelijk aan de prijs waaraan deze effecten genoteerd worden voor op een Belgische effectenbeurs op het ogenblik van de verkrijging. Deze machtiging geldt voor een periode van achttien maanden te rekenen vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte houdende statutenwijzigingen de dato twaalf februari tweeduizend en één. Zij is hernieuwbaar.

Voorstel tot besluit : de vergadering verleent voornoemde machtiging aan de raad van bestuur onder de voornoemde voorwaarden.

## 10. Aanpassing van de overgangsbepalingen en coördinatie.

Voorstel tot besluit: de vergadering verleent machtiging aan de notaris tot aanpassing van de overgangsbepalingen bij de statuten naar aanleiding van de voorgestelde beslissingen en tot coördinatie.

Overeenkomstig artikel 29 van de statuten moeten de eigenaars van aandelen op naam minstens drie werkdagen vóór de vergadering aan de raad van bestuur hun inzicht te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen. De eigenaars van aandelen aan toonder moeten binnen dezelfde termijn hun aandelen neerleggen aan de loketten van Fortis, de KBC bank en Petercam. Zij worden tot de algemene vergadering toegelaten op voorlegging van een attest waaruit blijkt dat de effecten werden neergelegd.

De eigenaars van gedematerialiseerde aandelen moeten, binnen dezelfde termijn, bij de voornoemde instellingen, een hetzij door de erkende rekeninghouder of door de vereffeninginstelling opgesteld attest neerleggen waarbij de onbeschikbaarheid van deze aandelen tot de algemene vergadering wordt vastgesteld. (2492)

**Akabe, burgerlijke vennootschap  
onder de vorm van een naamloze vennootschap,**

**Schijnparklaan 19, 2900 Schoten**

Register van de burgerlijke vennootschappen  
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Antwerpen, nr. 2106  
NN 455.681.452

De aandeelhouders van de vennootschap worden uitgenodigd aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, die zal worden gehouden op het kantoor van notaris Jan Van Bael, te Antwerpen, Mechelsesteenweg 65, op woensdag 14/02/2001, om 9 uur, met volgende agenda: 1. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar 2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan het bestuur. 4. Vermindering van het kapitaal van de vennootschap met veertien miljoen zeventienhonderdvijfentwintigduizend en vijfzeventig frank (14.745.075,- BEF) om het te herleiden van vijfenveertig miljoen frank (45.000.000,- BEF) tot dertig miljoen tweehonderdvierenvijftigduizend negenhonderd vijftwintig frank (30.254.925,- BEF), door terugbetaling aan de aandeelhouders van negenduizend achthonderd dertig frank (9.830,- BEF) per aandeel, aan te rekenen op het gestorte kapitaal, tegen inlevering van coupon 1. Geen vernietiging van aandelen. Toepassing van artikel 72bis van de vennootschappenwet. 5. Omzetting van het kapitaal in euro. 6. Aanpassing van de statuten: - om ze in overeenstemming te brengen met de tekst van het nieuwe Wetboek van Vennootschapsrecht en de genomen besluiten, - schrapping van overbodige dan wel achterhaalde bepalingen, - hernummering en herschikking met het oog op coördinatie, - goedkeuring van een nieuwe tekst van de statuten.

(40436)

De raad van bestuur.

**BAB Bamps, naamloze vennootschap,**

**Tomstraat 73, 3800 Brustem**

H.R. Hasselt 48030 — BTW 415.170.391

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 14/02/2001, om 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40437)

**Banque Degroof, société anonyme,  
rue de l'Industrie 44, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 523 — T.V.A. 403.212.172

*Convocation à l'assemblée générale ordinaire*

Le conseil d'administration a l'honneur de convier les actionnaires à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le lundi 12/02/2001, à 11 heures, au siège social, rue de l'Industrie 44, 1040 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport du commissaire-réviseur.
3. Approbation des bilans, annexes et comptes de résultats de l'exercice 1999-2000.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Pour prendre part à l'assemblée, les actionnaires se conformeront à l'article 23 des statuts. Dépôt des titres au siège social cinq jours au moins avant l'assemblée. (40438)

**Bank Degroof, naamloze vennootschap,  
Nijverheidsstraat 44, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 523 — BTW 403.212.172

*Oproeping tot de gewone algemene vergadering*

De raad van bestuur heeft de eer de aandeelhouders uit te nodigen tot de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op maandag 12/02/2001, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Nijverheidsstraat 44, 1040 Brussel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
6. Statutaire benoemingen.
7. Varia.

Om aan de algemene vergadering deel te nemen, zullen de aandeelhouders zich schikken naar artikel 23 van de statuten. Neerlegging van de effecten op de maatschappelijke zetel tenminste vijf dagen vóór de datum vastgesteld voor de vergadering. (40439)

**Belisia, naamloze vennootschap,  
Zeepstraat 10, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 55 — BTW 400.930.395

*Bericht aan de aandeelhouders*

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering voor 23/01/2001 niet kon beslissen bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede bijzondere algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 13/02/2001, om 9 uur, die geldig zal kunnen beslissen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, over de volgende agenda: Benoeming.

(40440)

De raad van bestuur.

**"Bierhandel Van Roy", naamloze vennootschap,  
Industrieweg 5A, 2390 Westmalle**

H.R. Antwerpen 259247 — BTW 432.116.192

Oproep tot deelname aan de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders op maandag 12/02/2001 a.s., om 10 uur, in het kantoor van notaris Dirk Verbert, te Antwerpen, Van Eycklei 20. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging ten belope van 1.251.074 F, om het te brengen van 1.250.000 F op 2.501.074 F, zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie van 1.251.074 F beschikbare reserves in het kapitaal. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Schrapping in artikel 5 van de reeds vervallen bepaling in verband met het toegestaan kapitaal. 4. Wijziging van artikel 10 van de statuten houdende de mogelijkheid van de samenstelling van de raad van bestuur bestaande uit ten minste twee leden. 5. Wijziging van de bepaling in artikel 11 van de statuten die aan de voorzitter van de raad van bestuur in geval van staking van stemmen een beslissende stem toekent. Deze bepaling houdt van rechtswege op gevolg te hebben zolang de raad van bestuur uit minder dan drie leden bestaat. 6. Schrapping in artikel 20 van de stemrechtbepaling. 7. Wijziging van de tekst der statuten, om deze in overeenstemming te brengen met de genomen beslissingen. 8. Statutenwijziging onder opschortende voorwaarde van inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen, dat werd ingevoerd bij artikel 2 van de Wet van zeven mei negentienhonderd negenennegentig, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van zes augustus negentienhonderd negenennegentig. 9. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten en neerlegging ervan zodra de voormelde opschortende voorwaarde vervuld is. Om deel te nemen zich schikken naar de statuten. (40441)

**Bodecor, naamloze vennootschap,  
Wolvendreef 26e, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 119909 — BTW 438.987.455

Algemene vergadering op Maandag 12/02/2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Goedkeuring voorafgenomen bezoldiging bestuurders. 7. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40442)

**Couverture du Bâtiment, société anonyme,  
rue de Rome 7, 5070 Fosses-la-Ville**

R.C. Namur 61592 — T.V.A. 440.952.496

Assemblée générale ordinaire le 12/02/2001, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30/09/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Composition du conseil d'administration. 6. Divers. (40443)

**De Pensool, naamloze vennootschap,  
Kwinten 45, 3790 Voeren**

H.R. Tongeren 81092 — BTW 459.170.680

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 14/02/2001, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan de raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (40444)

**Debal, naamloze vennootschap,  
Dorpstraat 8, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 80052 — BTW 458.394.581

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 14/02/2001, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Varia. Om deel te nemen, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (40445)

**Dema Hotels International, naamloze vennootschap,  
Pelikaanstraat 22, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 309577 — BTW 447.301.048

Jaarvergadering op 13/02/2001, om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Het jaarverslag v.d. bestuurders. 2. Goedkeuring v.d. jaarrekening per 30/09/2000. 3. Tegenstrijdigheid van belangen. 4. Herbenoeming bestuurders. 5. Kwijting a.d. bestuurders en de externe accountant. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (40446)

**D.P.L., naamloze vennootschap,  
Industrielaan 16, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 38834 — BTW 425.014.309

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 15 januari 2001, gehouden op het kantoor van notaris Karel Vanbeylen te Zwevezele, het vereiste aanwezigheidsquorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd voor een tweede buitengewone algemene vergadering met dezelfde agenda, die zal gehouden worden op dinsdag 13/02/2001, om 14 u. 30 m., op het kantoor van notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, Lichterveldestraat 72. — Dagorde : 1. Wijziging van de aard van de aandelen naar aandelen zonder nominale waarde. 2. Kapitaalverhoging met 501.074 fr., door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, en omzetting van het kapitaal naar 62.000 euro; aanpassing van art. 5 der statuten. 3. Toevoeging van een nieuw artikel aan de statuten met betrekking tot de automatische aanpassing van de statuten aan het nieuwe wetboek Vennootschappen. 4. Machtiging aan de raad van bestuur voor uitvoering van de genomen beslissingen en coördinatie der statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de gecoördineerde statuten; de deponering van de aandelen moet plaatsvinden 5 dagen vóór de vergadering, in de zetel van de vennootschap. (40447)

**Etablissements Mariën, société anonyme,  
rue Bervoets 1, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 514012 — T.V.A. 423.816.160

Assemblée générale ordinaire le 14/02/2001, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 30/09/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Conversion du capital en euro. Divers. (40448)

**Euro-Kitchen, naamloze vennootschap,  
Mechelsesteenweg 277, 1800 Vilvoorde**

H.R. Brussel 616542 — NN 454.401.745

De buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden bij notaris Verelst, te 1850 Grimbergen, Beiaardlaan 40, op 13/02/2001, om 14 uur. — Dagorde : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal om het te brengen van EEN MILJOEN TWEEHONDERDEENENVIJFTIGDUIZEND FRANK (1.251.000,-) naar VIJF MILJOEN VIERHONDERDVIJFENVEERTIGDUIZEND ACHTHONDERD ZEVENENTACHTIG FRANK (5.445.887,-) door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van VIER MILJOEN HONDERDVIERENNEGENTIGDUIZEND ACHTHONDERD ZEVENENTACHTIG FRANK (4.194.887,-) dat wordt afgenomen van de beschikbare reserves van de vennootschap.



Creatie van VIERDUIZEND HONDERD VIERENNEGENTIG (4.194) aandelen die dezelfde rechten en voordelen bieden als de bestaande aandelen en die in de winst zullen delen vanaf heden. 2. Omzetting en afronding van het in Belgische frank uitgedrukte kapitaal van de vennootschap in EURO tegen een omrekeningskoers waarbij één euro (1,- EUR) gelijk is aan veertig komma drieduizend driehonderd negenenegentig Belgische frank (40.3399,- BEF) zodat het kapitaal van de vennootschap na deze omzetting en afronding HONDERDVIJFENDERTIGDUIZEND EURO (135.000,-) zal bedragen. Omzetting van de bestaande VIJFDUIZEND TWEEENTWINTIG (5.022) aandelen in VIJFHONDERD VEERTIG (540) aandelen. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen en aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Goedkeuring van de nieuwe statuten. 4. Machtiging aan ondergetekende notaris tot neerlegging van onderhavige akte op de griffie van de rechtbank van koophandel. Voor de deelneming aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 21 van de statuten. Om toegelaten te worden tot de buitengewone algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(40449)

De afgevaardigde-bestuurder.

**Europtrans-Lichtervelde, naamloze vennootschap,  
Hogestraat 144B, 8830 Hooglede**

H.R. Kortrijk 121237 — BTW 440.558.162

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 15 januari 2001, gehouden op het kantoor van notaris Karel Vanbeylen te Zwevezele, het vereiste aanwezigheidsquorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd voor een tweede buitengewone algemene vergadering met dezelfde agenda, die zal gehouden worden op dinsdag 13/02/2001, om 14 uur, op het kantoor van notaris Karel Vanbeylen te Zwevezele, Lichterveldestraat 72. — Dagorde : 1. a) Bij toepassing van artikel 70bis van de vennootschappenwet, voorlegging van de staat van actief en passief en voorlegging van het verslag van de raad van bestuur omtrent de voorgenomen doelstui-breiding. b) Voorstel van uitbreiding van het doel, door aanvulling van artikel 4 van de statuten met volgende tekst : "De opslag en overslag van goederen van alle aard." 2. Toevoeging aan de maatschappelijke benaming van de toegelaten afkorting "E.T.L."; aanpassing van art. 1 der statuten. 3. Kapitaalverhoging met 501.074 fr., door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, en omzetting van het kapitaal naar 62.000 euro; aanpassing van art. 5 der statuten. 4. Toevoeging van een nieuw artikel aan de statuten met betrekking tot de automatische aanpassing van de statuten aan het nieuwe wetboek Vennootschappen. 5. Machtiging aan de raad van bestuur voor uitvoering van de genomen beslissingen en coördinatie der statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de gecoördineerde statuten; de deponering van de aandelen moet plaatsvinden 5 dagen vóór de vergadering, in de zetel van de vennootschap. (40450)

**Kabos, naamloze vennootschap,  
de Villegas de Clercampstraat 62, 1853 Strombeek-Bever**

H.R. Brussel 599731 — BTW 439.564.012

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de buitengewone algemene vergadering dd 22/01/2001, worden de aandeelhouders verzocht om een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 12/02/2001, te 11 uur, ter studie van notaris Olivia Wellekens, te 2000 Antwerpen, Bollandusstraat 1, die geldig zal kunnen beraadslagen over volgende agenda : 1. Wijziging van de maatschappelijke benaming. 2. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor J. Van Merode & Co, bedrijfsrevisoren B.B.V.B.A. te 2900 Schoten, A. Servaislei 18/B30, omtrent de inbreng in natura hierna beschreven, over de wijze van gevolgde waardering en op de vergoeding toegekend als tegenprestatie. 3. Verhoging van het kapitaal, in functie van de resultaten van het verslag van de commissaris-revisor, door het creëren van nieuwe aandelen, van hetzelfde type en die dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande aandelen. Toekenning van de nieuw gecreëerde, volledig afbetaalde aandelen aan : a. Cobelfret, naamloze

vennootschap; b. Cobelfret Ferries, naamloze vennootschap, ter vergoeding van hun inbreng van : - het vruchtgebruik over gedeelten in het gebouw te Antwerpen (Wilrijk), Sneeuwbeslaan 14. 4. Verwezenlijking van de inbreng. 5. Omzetting van het kapitaal in euro, en afronding ervan door incorporatie van beschikbare reserves. 6. Wijziging van de navolgende artikelen van de statuten : - artikel 1 : om het in overeenstemming te brengen met de gewijzigde maatschappelijke benaming; artikel 5 : om het in overeenstemming te brengen met het nieuw kapitaal. 7. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen beslissingen. Teneinde aan de algemene te kunnen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht, overeenkomstig de bepalingen van de statuten, hun aandelen neer te leggen minimum zes dagen vóór de dag waarop de algemene vergadering is vastgesteld, op de maatschappelijke zetel.

(40451)

De raad van bestuur.

**Leroy, naamloze vennootschap,  
Duinkerkeaan 116, 8660 De Panne**

H.R. Veurne 28381 — BTW 425.000.847

Wij nodigen hierbij de aandeelhouders uit tot de gewone algemene vergadering, welke zal plaatsgrijpen op dinsdag 13/02/2001, om 14 uur, in de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening afgelsloten per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. (40452)

**Lipo Invest, naamloze vennootschap,  
Horensbergdam - Europalaan 555, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 83186 — BTW 460.688.929

Jaarvergadering, op 13/02/2001, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (40453)

**Noli, société anonyme,  
rue Saint-Léonard 195, 4000 Liège**

R.C. Liège 192521 — NN 453.878.836

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le 12/02/2001, à 14 heures, au siège social.

Ordre du jour : 1. Démission d'administrateurs. 2. Nomination de nouveaux administrateurs. (40454)

**OK Plus, société anonyme,  
rue des Ourdons 8, 1457 Tourinnes-Saint-Lambert**

R.C. Nivelles 59773

Assemblée générale ordinaire le 13/02/2001, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 30/09/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination administrateur. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (40455)

**Piac, société anonyme,  
rue Les Moncias 4, 4577 Vierset-Barse**

R.C. Verviers 42075 — NN 402.463.193

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le 12/02/2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Démission d'administrateurs. 2. Nominations de nouveaux administrateurs. (40456)

**R.C., société anonyme,  
rue de Milmort 590, 4040 Herstal**

R.C. Liège 162266 — T.V.A. 433.062.042

Vue que l'assemblée tenue le 23 janvier 2001 n'était pas en nombre, les actionnaires sont convoqués d'assister à la deuxième assemblée générale extraordinaire, le 13 février 2001, à 9 h 30 m, en étude du notaire Arnold Vuylsteke, à Riemst (Zichen-Zussen-Bolder), Op de Dries 4. Cette assemblée peut valablement délibérer quelque soit la portion du capital représentée. — Ordre du jour : 1. Augmentation du capital de 1.250.000,- BEF à 10.084.975,- BEF par prélèvement sur les réserves disponibles, sans création de nouvelles actions; 2. Conversion du capital en euro, soit 250.000,- EUR. 3. Suppression dans les statuts de la référence aux articles déterminés du Code des Sociétés, dans ce sens que les numéros d'articles sont supprimés et que les statuts réfèrent tout simplement au Code des Sociétés. 4. Modifications et adaptations des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent. 5. Pouvoir à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent. (40457)

**Serru, naamloze vennootschap,  
Mezenweg 5, 8210 Zedelgem (Loppem)**

H.R. Brugge 85206

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12/02/2001, om 18 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40458)

**Son et Image, société anonyme,  
avenue Ernest Cambier 26, 1030 Bruxelles-3**

R.C. Bruxelles 372830 — T.V.A. 412.428.063

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale extraordinaire, qui sera tenue devant le notaire P. Bauwens, Rozenlaan 10, le 13 février 2001, à 11 heures, ayant pour ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration avec y annexé la situation active et passive ne datant pas plus de trois mois. 2. Extension de l'objet social. Adaptation de l'article 3 des statuts. 3. Augmentation de capital à concurrence de 32.739,- FB pour le porter à 8.632.739,- FB par incorporation de réserves sans création d'actions. 4. Conversion du capital en euro. 5. Adaptation des articles 5 et 5bis de statuts. 6. Adaptation des statuts à la loi du 7/05/1999. 7. Coordination. Le rapport du conseil d'administration avec la situation active et passive en application de l'art. 70bis des L.C.S.C. sont à la disposition des actionnaires au siège social. Se conformer aux statuts pour être admis. (40459)

**T.N.C., naamloze vennootschap,  
Hasseltsesteenweg 151, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 78093 — BTW 452.136.794

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Rose Marie Vanhelmont, te Hasselt, op 13/02/2001, om 11 uur, die zal beslissen over de volgende agenda : 1. Wijziging van artikel 21 der statuten met betrekking tot de externe vertegenwoordigingsmacht. 2. Uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de bepalingen van de wet op de handelsvennootschap van dertien april negentienhonderd vijftien en ingevolge

de codificatie van de vennootschapsrechtelijke bepalingen, de schrapping van de verwijzingen naar specifieke artikels uit de Vennootschappenwet en dienovereenkomstig aanpassing van de artikelen van de statuten. 4. Aanpassen van de statuten aan de genomen besluiten. 5. Opdracht tot coördinatie.

(40460)

De raad van bestuur.

**TEC Management, naamloze vennootschap,  
Delleurlaan 18, 1170 Brussel**

H.R. Antwerpen 203562 — H.R. Brussel 608125  
BTW 415.678.553

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 14/02/2001, om elf uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening + bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Varia. (40461)

**Themashoe, naamloze vennootschap,  
Kanonstraat 20, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 110030 — NN 428.670.813

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 16/02/2001, om 10 uur. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. (Her)benoeming van bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Allerlei.

(40462)

De raad van bestuur.

**Transport P.C., naamloze vennootschap,  
Boudewijnstraat 18, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 281091 — BTW 436.437.246

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, ten maatschappelijke zetel, op 16/02/2001, te 19 uur, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat per 30/09/2000. 4. Toekenning en betaalbaarstelling intresten, tantièmes en dividenden. 5. Ontslag, benoeming en/of herbenoeming bestuurders. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Rondvraag. (40463)

**Triolab, naamloze vennootschap,  
Fotografielaan 18, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 249927

De aandeelhouders worden verzocht om aanwezig te zijn op de algemene vergadering, die zal doorgaan op 14/02/2001, om 15 uur, te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Fotografielaan 18. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening 01.01.1999 tot 31.12.2000. 2. Bespreking van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders. 5. Bespreking toekomst van de vennootschap en eventuele omvorming van de activiteiten. 6. Bespreking van het verslag aan de aandeelhouders. 7. Bespreking van het bijzonder verslag overeenkomstig art. 103 Venn. W. en stemming overeenkomstig art. 103 Venn. W. 8. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40464)



**Wasserij Nova, naamloze vennootschap,  
Bosmolenlaan 12a, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 42987 — BTW 401.334.629

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12/02/2001, te 18 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag over boekjaar 1999/2000. 2. Bespreking van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000 en bestemming van het resultaat. 4. Decharge van de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (40465)

**Wimor, naamloze vennootschap,  
Wielsbeeksestraat 115, 8710 Wielsbeke (Ooigem)**

H.R. Kortrijk 109050 — BTW 428.074.163

Daar de buitengewone algemene vergadering gehouden op 22 januari 2001 het wettelijk quorum niet heeft bereikt, worden de aandeelhouders opgeroepen de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op zaterdag 17/02/2001, te 9 u. 30 m., op het kantoor van Meester Kathleen Dequae-Van den Eynde, te Roeselare (Rumbeke), Rumbeeksesteenweg 472, met als agenda :

1. Besluit tot een eerste verhoging van het kapitaal met drieënveertig duizend zeshonderd eenendertig Belgische frank (43.731,- BEF) door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Beslissing om het kapitaal uit te drukken in euro; vaststelling dat het kapitaal van de vennootschap honderdeenendertig duizend zeshonderd euro (131.600,- euro) bedraagt. 3. Gedetailleerd verslag van de raad van bestuur en verslag van de bedrijfsrevisor, opgesteld overeenkomstig artikel 34bis, par. 4, van de vennootschappenwet. 4. Besluit tot een tweede kapitaalverhoging ad negenennegentig duizend tweehonderd vijftwintig euro (99.225,- euro), teneinde het kapitaal te brengen van honderdeenendertigduizend zeshonderd euro (131.600,- euro) op tweehonderddertigduizend achthonderd vijftwintig euro (230.825,- euro) door de creatie van honderd en vijf (105) nieuwe aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, van dezelfde aard en genietend van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen, alsook deelnemend in de resultaten van de vennootschap vanaf hun creatie; op deze nieuwe aandelen wordt onmiddellijk in geld ingeschreven a pari van negenhonderd vijfenveertig euro (945,- euro) per aandeel. Deze aandelen worden geheel volgestort op het ogenblik van inschrijving. 5. Beperking of opheffing van het voorkeurrecht. 6. Inschrijving en volstorting van de nieuwe aandelen. 7. Vaststelling van de daadwerkelijke vervulling van de kapitaalverhoging. 8. Aanpassing van artikel 5 der statuten aan de hiervoor genomen beslissingen. 9. Aanpassing en wijziging der statuten ingevolge de reparatiewetgevingen en ter algemene herziening. 10. Ontslag en benoeming bestuurders. 11. Volmachten en varia. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen weze.

(40466)

De raad van bestuur.

**Wirt, naamloze vennootschap,  
Capucienessenstraat 30, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 66086 — BTW 429.142.153

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen op dinsdag 13/02/2001, om 9 uur, ten kantore van notaris Marc Van der Linden, Leopoldplein 17, te 3500 Hasselt, met als dagorde : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal door incorporatie van de reserves. 2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 4. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. (40467)

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**  
**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Gemeente Hamme**

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Hamme (Oost-Vlaanderen) deelt mee dat navolgende betrekkingen bij wijze van aanwerving vacant zijn, op proef, met oog op vaste benoeming :

1 halftijdse milieu-ambtenaar (B 1-3);

1 halftijds hoofd van de interne dienst voor preventie en bescherming (B 1-3).

Al deze betrekkingen zijn toegankelijk voor zowel mannen als voor vrouwen.

Uitgebreide voorwaarden, functiebeschrijving en examenprogramma zijn te bekomen op de personeelsdienst, tel. 052/47 55 24.

De kandidaturen, vergezeld van een afschrift van het diploma en een *curriculum vitae*, moeten aangetekend ingezonden worden aan het college van burgemeester en schepenen, Marktplein 1, 9220 Hamme, en ter post besteld zijn tegen woensdag 21 februari 2001. (2366)

**Stad Peer**

De stad Peer werft in contractueel verband :

twee algemeen bedienden.

In het bezit zijn van minimum een diploma hoger secundair onderwijs, maar liefst houder van diploma hoger onderwijs van korte type (HOB) met :

interesse, kennis of ervaring met de milieuproblematiek of een diploma graduaat in een milieurichting;

interesse, kennis of ervaring met de ruimtelijke ordening of een diploma van graduaat in deze richting;

weddeschaal C1-C2, met doorgroeimogelijkheden naar een hoger niveau van tewerkstelling.

Een algemeen bediende zal instaan voor het uitwerken van een gemeentelijk duurzaamheidsbeleid en één bediende zal functioneren binnen de diensten stedenbouw en ruimtelijke ordening.

Inlichtingen, algemene voorwaarden en de functiebeschrijving zijn aan te vragen bij de personeelsdienst van het stadsbestuur Peer, tel. 011/61 07 00.

Kandidaturen, vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae*, een gewettigd afschrift diploma en een attest goed gedrag en zeden, worden aangetekend verzonden aan het college van burgemeester en schepenen van de stad Peer, Zuidervest, te 3990 Peer, uiterlijk op 20 februari 2001. (2367)

**Gemeente Grimbergen**

De gemeente Grimbergen werft aan in statutair verband (m/v) :  
1 adjunct-commissaris van politie.

Voorwaarden :

houder zijn van een gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

houder zijn van het brevet van officier van gemeentepolitie;

minstens drie jaar vast benoemd zijn in een gemeentelijk politiekorps;

beantwoorden aan de functie- en profielbeschrijving van de te begeven betrekking;

slagen in een vergelijkend examen met als programma :

schriftelijk : analyse, uitwerking en oplossing van een politievraagstuk;

mondeling : verdediging van hoger vermelde opgave.

Geïnteresseerd ?

vraag vlg een inschrijvingsformulier, een functie- en profielbeschrijving en een detail van de gestelde voorwaarden op het tel. 02/260 12 25;

stuur ten laatste op 19 februari 2001 aangetekend uw kandidatuur (inschrijvingsformulier, sollicitatiebrief met een kopie van de gevraagde studieattesten en een bewijs van minstens drie jaar tewerkstelling bij een gemeentelijk politiekorps) naar de burgemeester van en te 1850 Grimbergen;

het schriftelijk en het mondeling examengedeelte zullen doorgaan op woensdag 7 maart 2001, vanaf 8 u. 30 m. (2368)

**Gemeente Duffel**

De gemeenteraad van Duffel heeft beslist een oproep uit te schrijven voor de aanwerving in vast dienstverband, met een proeftijd van één jaar, van :

1 administratief medewerker (m/v) voor de technische dienst.

Functiebeschrijving :

Er voor zorgen dat zowel de wettelijk verplichte als de interne administratieve voorschriften i.v.m. dossiers openbare werken, ruimtelijke ordening en stedenbouw correct vervuld worden en beheerd.

Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

1. Belg zijn of de nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de E.U. bezitten.

2. Van goed gedrag en zeden zijn.

3. De burgerlijke en politieke rechten genieten.

4. Voldaan hebben aan de dienstplichtwetten (voor mannelijke kandidaten).

5. Lichamelijk geschikt zijn.

6. De leeftijds van 18 jaar hebben bereikt op de datum van het afsluiten van de kandidaturen, zijnde 16 februari 2001.

7. In het bezit zijn van het diploma hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld.

8. Slagen voor een gewoon aanwervingsexamen.

Uw kandidatuur, met bijvoeging van een *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma, dient gericht per aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs, aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeentestraat 21, 2570 Duffel, uiterlijk op 16 februari 2001.

Nadere inlichtingen te bekomen op het gemeentehuis, personeelsdienst (tel. 015/30 72 43). (2369)

**Gemeente Temse**

Het gemeentebestuur van Temse organiseert examens voor aanwerving en voor de aanleg van een wervingsreserve van twee jaar van een voltijdse (m/v) :

— Stafmedewerker (niveau A1-A3) in statutair verband.

Taak : je werkt onder de directie leiding van de secretaris, je bent belast met de ondersteuning van de secretaris in de algemene leiding en coördinatie van de diensten en verleend juridische bijstand.

Profiel : je behaalde een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 bij de rijksbesturen :

universitair onderwijs of daarmee gelijkgesteld én een diploma of getuigschrift van de leergangen in de administratieve wetenschappen;

universitair onderwijs of daarmee gelijkgesteld dat ten minste 60 uren publiek, administratief en/of burgerlijk recht omvat.

— Stedenbouwkundig ambtenaar (niveau A1-A3) in statutair verband.

Taak : je verleent medewerking aan beleidsvoorbereidend werk inzake ruimtelijke ordening, huisvesting en monumentenzorg, geeft advies bij stedenbouwkundige vergunningen en staat in voor de optimale coördinatie van de begeleiding van bouwaanvragers.

Profiel :

je behaalde één van volgende diploma's :

industriële ingenieur-richting bouwkunde;

architect;

einddiploma van universitair onderwijs + diploma of getuigschrift in de stedenbouw en ruimtelijke ordening;

je bent in het bezit van een rijbewijs B.

Ben je geïnteresseerd ?

Vraag de gedetailleerde aanwervingsvoorwaarden bij onze personeelsdienst, gemeentehuis Temse, Kamiel Wautersstraat 9, 9140 Temse (loket 11, tel. 03/710 12 73) e-mailen kan ook : personeel@temse.be.

Je geldige kandidatuur moet uiterlijk op 23 februari 2001 worden ingediend. (2370)

**Gemeente Nazareth**

Het gemeentebestuur van Nazareth gaat over tot de aanwerving met aanleg van een wervingsreserve van drie jaar, van :

een stedenbouwkundige (m/v), niveau B, in vast verband, met voltijdse prestaties.

Hiervoor zoeken wij een medewerk(st)er, die de algemene leiding van de dienst ruimtelijke ordening op zich neemt, het gemeentebestuur en de burgers in deze materie adviseert, de dossiers organiseert, behandelt en controleert, enz.

Een document met alle voorwaarden, functiebeschrijving, profiel en examenprogramma, kan men telefonisch aanvragen op het nr. 09/382 82 82 of per fax 09/382 82 99.

Interesseert deze functie u, stuur dan een brief met *curriculum vitae* en de nodige bewijsstukken inzake diplomavorwaarde(n), uiterlijk tegen 24 februari 2001 aangetekend naar het college van burgemeester en schepenen van en te 9810 Nazareth, Dorp 1. (2371)

**Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux****Service du personnel**

La Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux constitue une réserve de recrutement de « programmeurs » ou de « correspondants avec des compétences en informatique », masculins ou féminins d'expression française, pour le Service d'Informatique générale.

Un poste est vacant. Barème « Programmeur » :

de 655 680 à 992 067;

traitement mensuel net : environ 43 200 francs (ancienneté zéro).

Barème « Correspondant » :

de 538 841 à 861 466;

traitement mensuel net : environ 38 600 francs (ancienneté zéro).

Conditions d'admissibilité :

1. être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
2. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
3. jouir des droits civils et politiques;
4. avoir satisfait aux lois sur la milice (candidat masculin);

5. au 1<sup>er</sup> mars 2001, être gradué en informatique, en programmation, en comptabilité (option informatique) ou en électronique. La candidature des étudiants en dernière année de graduat dans ces options est recevable (dans ce cas, l'engagement au grade de programmeur sera conditionné à la réussite de cette dernière année d'étude) ou diplômé de l'enseignement secondaire supérieur pouvant justifier de connaissances équivalentes et d'une bonne expérience en informatique;

6. posséder les aptitudes physiques requises pour l'emploi à conférer, l'examen médical de contrôle est obligatoire.

Programme : voir en annexe.

Les candidats qui auront le nombre de points requis seront classés dans la réserve de recrutement.

Les demandes de participation doivent parvenir, sur papier libre et par la voie postale exclusivement, à M. Pol Lenaerts, administrateur, Faculté universitaire des Sciences agronomiques, passage des Déportés 2, 5030 Gembloux.

Elles doivent être postées au plus tard trente jours après la date de la publication au *Moniteur belge* et par recommandé, le cachet de La Poste faisant foi.

Aucune candidature tardive ne sera admise.

Les candidatures doivent être accompagnées :

d'un *curriculum vitae*;

d'une copie légalisée du diplôme, certificat ou brevet requis ou d'une attestation pour les étudiants inscrits en dernière année de graduat;

d'un extrait d'acte de naissance délivré sur papier libre et revêtu de la mention « destiné à une administration publique »;

d'un certificat de nationalité, bonnes conduite, vie et mœurs de date récente et revêtu de la mention « destiné à une administration publique »;

pour les candidats masculins, un certificat de milice, quel que soit l'âge du candidat.

Remarques :

1. Aucune recommandation ne peut être accueillie. En conséquence, les candidats sont priés de ne se faire recommander sous aucun prétexte : toute recommandation ne pouvant avoir qu'un effet défavorable auprès des autorités de la faculté.

2. L'ordre des épreuves indiqué aux différents programmes ne préjuge nullement de celui qui sera tenu par les membres du jury au moment du concours.

Emploi de programmeur ou de correspondant avec des compétences en informatique pour le Service d'Informatique générale.

Matières pour le concours destiné à des personnes étrangères à la faculté	Modalités (écrit, oral, pratique)	Points sur un total de 200
1. Connaissance générale de l'informatique (architecture des ordinateurs, systèmes d'exploitation, réseaux de transmission de données; système de gestion de fichiers et de base de données relationnelles, généralités sur les techniques d'analyse de développement d'applications informatiques), connaissance de l'anglais technique informatique, connaissance du traitement de texte Word et du tableur Excel, interrogation de bases de données en SQL, programmation dans au moins un des langages suivants : Cobol, Fortran, C, Pascal, VisualBasic, Perl.	écrit et pratique	100
2. Epreuve d'assistance technique et de helpdesk : rédaction de la documentation technique d'une application informatique à partir de l'exposé de ses principes + présentation orale d'une fonctionnalité d'un logiciel en vue d'initier un usager à l'utilisation de celle-ci.	écrit et oral	60
3. Evaluation de la concordance entre le profil du candidat et les caractéristiques spécifiques de la fonction ainsi que de son intérêt pour le domaine propre à la fonction.	oral	40

Chaque partie est éliminatoire.

Pour réussir le candidat doit obtenir 50 % dans chaque groupe de matières et 60 % au total général. (2372)

### Universiteit Gent

#### Vacatures

2000/CD12L/04/2. Eén betrekking in graad 4 als catalograaf bij de centrale bibliotheek, wedde aan 100 % min. BEF 634 696, max. BEF 975 420.

Inhoud van de functie :

Bestellen en catalogiseren voor de verschillende diensten van de universiteitsbibliotheek.

Opvolgen van elektronische tijdschriften en databankabbonnementen.

Onderhoud en kwaliteitscontrole van de RUG Aleph-catalogus.

Opleiding en begeleiding van nieuwe en/of tijdelijke catalografen.

Profiel van de kandidaat :

Diploma van hoger onderwijs van één cyclus + een aanvullende bibliotheekopleiding of ervaring hebben in de bibliotheeksector.

Kennis van het bibliotheekwezen.

Talenkennis.

Kunnen omgaan met een PC en kennis van MS Word en MS Excel en bereid zijn om voltijds met een PC te werken.

Kunnen opzoeken in databanken en op internet.

Kennis van de titelbeschrijvingsregels : ISBD.

Kennis van de wereld van uitgevers, boekhandels, leveranciers.

Kennis van bibliografisch repertorium.

(2373)

2000/GE03L/04. Eén betrekking in graad 4 als catalograaf bij de biomedische bibliotheek (Faculteit geneeskunde en gezondheidswetenschappen), wedde aan 100 % : min. BEF 634 696, max. BEF 975 420.

Inhoud van de functie :

Bijhouden van de Aleph catalogus : inbrengen van de nieuw aangekochte boeken en tijdschriften evenals van de schenkingen.

Dienstverlening naar de eindgebruiker, vnl. wat betreft assistentie bij het zoeken in databanken.

In samenwerking met de leeszaalbediende : dagelijks beheer van de zalen in de biomedische bibliotheek en het magazijn (boeken en tijdschriften).

Toezicht op de sectie « Medische Cultuur ».

Profiel van de kandidaat :

Diploma van hogeschoolonderwijs van 1 cyclus of van een gelijkwaardige vorm van hoger onderwijs.

Een aanvullende bibliotheekopleiding of ervaring in de bibliotheeksector.

Elementaire kennis van catalografie.

Vlot kunnen werken met PC en raadplegen van databanken.

Zowel zelfstandig kunnen werken als in groepsverband.

Sociale vaardigheden en geduld (omgang met publiek).

Flexibiliteit.

Actieve kennis van het Engels en goede passieve kennis van het Frans.

Openstaan voor bijzondere opleidingen en permanente vorming.

2000/CD12L/03/1. Eén betrekking in graad 3 als catalograaf-assistent bij de centrale bibliotheek, wedde aan 100 % : min. BEF 559 550, max. BEF 888 755.

Inhoud van de functie :

Beknopt catalografisch beschrijven van boeken bestemd voor automatische bruikleen.

Afwerken van bibliografische beschrijvingen.

Profiel van de kandidaat :

Diploma van volledig secundair onderwijs.

Een aanvullende bibliotheekopleiding of ervaring in de bibliotheeksector.

Kennis van het bibliotheekwezen.

Passieve talenkennis.

Kunnen omgaan met een PC en bereid zijn er voltijds mee te werken.

Kunnen opzoeken in databanken en op internet. (2374)

2000/PP03L/03. Eén betrekking in graad 3 als administratief bibliotheekmedewerker bij de bibliotheek (Faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen), wedde aan 100 % : min. BEF 559 550, max. BEF 888 755.

Inhoud van de functie :

Verzorgen van de uitleendienst van de facultaire bibliotheek.

Verwerken van interbibliotheecaire aanvragen.

Administratieve taken in verband met de dagelijkse werking van de bibliotheek.

Profiel van de kandidaat :

Diploma van volledig secundair onderwijs.

Ervaring met uitleendienst en informatieverstrekking in een bibliotheek.

Praktische kennis van en ervaring met Microsoft Word, Excel en Access.

Communicatieve vaardigheden noodzakelijk voor het deskundig informeren van studenten en academisch personeel. (2375)

2000/CD12L/03. Eén betrekking in graad 3 als leeszaalbediende voor de kaartenzaal bij de centrale bibliotheek, wedde aan 100 % : min. BEF 559 550, max. BEF 888 755.

Inhoud van de functie :

Toezicht in de leeszaal van de museale afdeling.

Dienstverlening in verband met de museale afdeling.

Administratieve taken.

Profiel van de kandidaat :

Diploma van volledig secundair onderwijs.

Kunnen zoeken in catalogi (gedrukt, op steekkaart en elektronisch).

Basiskennis titelbeschrijvingen.

Kunnen werken met verschillende administratieve softwarepakketten.

Sociaal vaardig en oplettend zijn. (2376)

2000/CD12L/03/2. Eén betrekking in graad 3 als leeszaalbediende voor de handschriften bij de centrale bibliotheek, wedde aan 100 % : min. BEF 559 550, max. BEF 888 755.

Inhoud van de functie :

Toezicht in de leeszaal van de museale afdeling.

Dienstverlening in verband met de museale afdeling.

Administratieve taken.

Profiel van de kandidaat :

Diploma van volledig secundair onderwijs.

Kunnen zoeken in catalogi (gedrukt, op steekkaart en elektronisch).

Basiskennis titelbeschrijvingen.

Kunnen werken met verschillende administratieve softwarepakketten.

Sociaal vaardig en oplettend zijn. (2377)

2001/CD25L/03. Eén betrekking in graad 3 als medewerker bij het Gents Universitair Sportbeheer, wedde aan 100 % : min. BEF 559 550, max. BEF 888 755.

Inhoud van de functie :

Administratief werk op het sportsecretariaat.

Redder in het zwembad.

Profiel van de kandidaat :

Diploma volledig secundair onderwijs.

Hoger reddersdiploma van Bloso of een ander gelijkwaardig diploma erkend door Bloso.

Organisatietalent bezitten voor sportactiviteiten.

Sociale vaardigheden bezitten i.v.m. contacten met publiek.

Basiskennis Word, Excel, File-maker.

Kennis van reglementen van diverse sporttakken.

Kennis (spreken) van Engels en Frans. (2378)

2001/CD25L/02. Vier betrekkingen in graad 2 als redder bij het Gents Universitair Sportbeheer, wedde aan 100 % : min. BEF 508 041, max. BEF 684 317.

Inhoud van de functie :

Redder om toezicht te houden op het instructiebad teneinde te voldoen aan de wettelijke Vlare II normen.

Kassawerk.

Onderhoudswerk.



Profiel van de kandidaat :

Diploma of getuigschrift van drie jaar secundair onderwijs.

Hoger reddersbrevet van Bloso of een andere gelijkwaardig diploma.

Sociale vaardigheden bezitten i.v.m. contacten met publiek.

Algemene informatie :

Meer details over het gezocht functieprofiel en de inhoud van de functie kan u terugvinden op de website van de Universiteit Gent (via de homepage : <http://www.rug.ac.be> of rechtstreeks op het adres (<http://aivwww.rug.ac.be/-chwillem/vacatures-ATP.pl>) of kan u opvragen bij Katia Dobbelaere op het tel. 09/243 89 68 (contactpersoon Sevdag Kaya) of op het e-mailadres [Katia.Dobbelaere@ey.be](mailto:Katia.Dobbelaere@ey.be).

Alle vacatures, uitgezonderd de functie van bestuurssecretaris (ref. 2000/DR04L/07/K), zijn voor vaste betrekkingen met een stageperiode van zes maanden. De functie van bestuurssecretaris (ref 2000/DR04L/07/K) is voor een contract van onbepaalde duur na een proefperiode van zes maanden. De selectieprocedures zijn functiegericht en staan op het peil van het niveau en de graad van de vacante betrekking. De preselectie gebeurt door De Witte & Morel/Ernst & Young Human Resources Services.

De kandidaturen, bestaande uit een een sollicitatiebrief en een *curriculum vitae*, worden ingediend ten laatste op 13 februari 2001 en worden gericht aan: Ernst & Young Human Resources Services, t.a.v. Katia Dobbelaere, Vier Winden 1, Rijvisschestraat 118, 9052 Zwijnaarde. (2379)

---

### Hogeschool Gent

---

De Vlaamse Autonome Hogeschool Gent verklaart volgende betrekking extern vacant.

Centrale administratie sector infrastructuur.

Betrekking CA INF E 008(2) : campuscoördinator 100 %, graad A31.

Kandidaatstelling :

De toelatingsvoorwaarden en de profielbeschrijving zijn te bekomen op de web-site van de Hogeschool Gent, <http://www.hogent.be> of kunnen afgehaald worden op het secretariaat van de sector personeel van de Hogeschool Gent, J. Kluyskensstraat 2, 9000 Gent.

De kandidaatstelling, samen met het *curriculum vitae* en een kopie van het diploma, dient uiterlijk op 17 februari 2001 aangetekend verstuurd te worden aan de Hogeschool Gent, t.a.v. dr. ir. G. Aelterman, algemeen directeur, J. Kluyskensstraat 2, 9000 Gent. (2380)

---

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zwevegem

---

Het O.C.M.W.-Zwevegem wenst via een gewoon aanwervings-examen een coördinator (staffunctie) aan te werven in een voltijdse betrekking (alsook aanleg werfreserve van drie jaar).

De weddeschaal A1, aanvangswedde BEF 838 000 à 100 % is van toepassing (de aanvangswedde kan eventueel worden verhoogd mits in aanmerking komende diensten).

Functie :

Hij/zij werkt onder de leiding van de secretaris.

Hij/zij staat in voor de ondersteuning bij de implementatie van beslissingen en dossiers.

Hij/zij bereidt bepaalde dossiers voor op vraag van de secretaris.

Hij/zij staat in voor de coördinatie tussen de verschillende diensten.

Hij/zij staat in voor de vervanging van de secretaris tijdens zijn afwezigheid of verlof.

Voorwaarde voor deelname aan het gewoon examen :

Houder zijn van een universitair diploma in de richtingen politieke en sociale wetenschappen, jurist (optie sociaal recht), T.E.W. of handelingenieur (met kennis van sociale wetgeving).

Ben u geïnteresseerd in deze functie, aarzel niet uw kandidatuur te stellen.

Het examenprogramma wordt u per kerende opgestuurd.

De kandidatuurstelling, samen met het afschrift van het diploma en een recent bewijs van goed zedelijk gedrag worden verwacht uiterlijk tegen 16 februari 2001 bij de heer voorzitter van het O.C.M.W., Bekaertstraat 1a, 8550 Zwevegem.

Voor alle inlichtingen, secretariaat O.C.M.W., iedere morgen van 9 tot 11 uur, tel. 056/76 52 50. (2381)

Het O.C.M.W.-Zwevegem wenst via een gewoon aanwervings-examen aan te werven (aanleggen van een wervingsreserve voor drie jaar) :

boekhouder (m/v).

Niveau B, hoger onderwijs korte type, A6/A1 of gelijkgesteld.

De aanwerving gebeurt in een voltijdse statutaire betrekking, weddeschaal B1, aanvangswedde BEF 685 000 aan 100 %.

Functie :

Onder leiding van de ontvanger instaan voor alle boekhoudkundige verrichtingen.

Ondersteuning bieden aan secretaris en ontvanger.

Diploma :

Op datum van de aanstelling houder zijn van een diploma boekhouder A6/A1.

Leeftijd : minimum 21 jaar.

Kandidaturen dienen samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma en een recent bewijs van goed zedelijk gedrag aangetekend te worden verstuurd naar de heer voorzitter O.C.M.W., Bekaertstraat 1A, 8550 Zwevegem, en dit uiterlijk tegen 16 februari 2001.

Het examenprogramma wordt per kerende opgestuurd.

Inlichtingen : secretariaat O.C.M.W., alle werkdagen tussen 9 en 11 uur, tel. 056/76 52 50. (2382)

---

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Niklaas

---

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn biedt een ruime waaier aan sociale dienstverlening. Het beheert diverse senioren- en bejaardenvoorzieningen.

Voor zijn rustoorden en RVT's gaat het O.C.M.W. over tot de aanwerving van :

— verzorgenden (m/v) (niveau C) in contractueel dienstverband en met het oog op benoeming in vast dienstverband (voltijds en/of deeltijds).

Er wordt een wervingsreserve (duur één jaar) aangelegd.

Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een diploma zoals bepaald in de omzendbrief van 16 november 1998 betreffende de kwalificatievereisten van de verzorgende personeelsleden in de rusthuizen of dienstverlening aan huis van het niveau van de hogere secundaire beroepsschool of gelijkgesteld.

Slagen voor een vergelijkend examen (bestaande uit een schriftelijke en mondelinge proef).

— verzorgenden (m/v) (niveau C en D) in tijdelijk contractueel dienstverband (voltijds en/of deeltijds) (arbeidsovereenkomst van bepaalde duur en interimcontracten).



Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een diploma zoals bepaald in de omzendbrief van 16 november 1998 betreffende de kwalificatievereisten van de verzorgende personeelsleden in de rusthuizen of dienstverlening aan huis lager dan het niveau van de hogere secundaire beroepsschool of gelijkgesteld (niveau D); van het niveau van de hogere secundaire beroepsschool of gelijkgesteld (niveau C).

Slagen voor een selectieproef (bestaande uit een schriftelijke en mondelinge proef.

Hoofddoel van beide functies :

Een aangename woon- en leefomgeving scheppen voor de bewoners in een deskundig zorgcontext.

Voelt u zich aangesproken ?

Aarzel geen minuut en neem contact op met de personeelsdienst op het nr. 03/760 79 56 (Mevr. Claudia Dullaert).

E-mailen kan naar [claudia.dullaert@publilink.be](mailto:claudia.dullaert@publilink.be).

De gedetailleerde functiebeschrijving, het inlichtingsformulier, het examenprogramma en het verplicht te gebruiken inschrijvingsformulier worden u onmiddellijk bezorgd. Indien u dit wenst, kan u deze formulieren ook persoonlijk afhalen.

Verstuur dit inschrijvingsformulier met een *curriculum vitae* uiterlijk op woensdag 28 februari 2001 (datum poststempel of ontvangstbewijs) naar de heer voorzitter Marc De Cock, O.C.M.W., Lodewijk De Meesterstraat 3, 9100 Sint-Niklaas. (2383)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Temse

Het O.C.M.W.-Temse gaat over tot de aanwerving in contractueel dienstverband van :

3 halftijdse kinesitherapeuten voor haar RVT-diensten (met aanleg van een wervingsreserve met een geldigheidsduur van twee jaar).

Functiebeschrijving :

besprekingen met de verschillende artsen van de residenten m.b.t. het richten, aanpassen en evalueren van behandelingen;

verstrekken van kinesitherapeutische behandelingen afgestemd op de verschillende typische (ouderdoms)aandoeningen;

toepassen van ADL-training, onderzoeken en inschatten van de mentale en psychische mogelijkheden van de residenten inzake ADL en kiné;

informatieverstrekking aan familie residenten;

actief deelnemen aan de teamvergaderingen.

Profiel :

een degelijke beroepskennis;

technisch onderlegd, vlot kunnen opnemen van nieuwe technieken en vaardigheden;

kunnen omgaan met (dementerende) bejaarden;

verschillende gesprekstechnieken doelgericht kunnen hanteren;

kunnen organiseren, planmatig kunnen werken en in teamverband kunnen functioneren.

Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een HOKT-diploma in de kinesitherapie en slagen in een aanwervingsexamen.

Voor meer informatie (volledige functiebeschrijving en de selectieprocedure) de heer G. Peersman, diensthoofd personeel, Kouterstraat 1, 9140 Temse, tel. 03/710 25 31, e-mail : [guido.peersman@pophost.cevi.be](mailto:guido.peersman@pophost.cevi.be).

Schriftelijke kandidaturen met *curriculum vitae* en afschrift van het vereiste diploma te richten aan O.C.M.W.-Temse, Kouterstraat 1, 9140 Temse, tegen uiterlijk 26 februari 2001. (2384)

### Stad Scherpenheuvel-Zichem

Het politiecollege van de politiezone Diest/Scherpenheuvel-Zichem

Vacantverklaring van de volgende betrekking :

Het ambt van korpschef van de lokale politie van de politiezone Diest/Scherpenheuvel-Zichem.

Algemene functieomschrijving :

De korpschef heeft de leiding van het lokaal politiekorps van de politiezone Diest/Scherpenheuvel-Zichem en dit onder het gezag van het politiecollege. Hij is onder meer verantwoordelijk voor de uitvoering van het lokaal politiebeleid en inzonderheid van het zonaal veiligheidsplan, hij staat in voor de leiding, de organisatie, de verdeling van de taken binnen het lokaal politiekorps en de uitvoering van het beheer van het korps.

Kwalificatievereisten :

Enkel politieambtenaren van een korps van de gemeentepolitie of van de federale politie kunnen solliciteren naar de eerste aanstelling in de betrekking van korpschef van de lokale politie politiezone Diest/Scherpenheuvel-Zichem;

de kandidaat moet ten minste 30 jaar oud zijn of een dienstanciënniteit van 5 jaar hebben als officier of in de graad die vereist is om zich kandidaat te stellen;

de kandidaat mag de leeftijd van 60 jaar niet overschreden hebben;

de kandidaat mag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eindevaluatie met vermelding « onvoldoende » in de loop van de 5 jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaan noch een niet-uitgewiste tuchtstraf hebben opgelopen;

de kandidaat moet titularis zijn bij een van de algemene politiediensten van één van de graden vermeld in artikel 2, § 4 van het K.B. van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie (*Belgisch Staatsblad* 4 november 2000).

Functieprofiel :

Zoals bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000, Ed. 2 als bijlage van de omzendbrief ZPZ 11 betreffende de instelling van de lokalen politie. Bestuurlijke aspecten blz. 43400-43402.

Voor de volledige functiebeschrijving, de selectieprocedure of bijkomende vragen : secretariaat van de lokale politie politiezone Diest/Scherpenheuvel-Zichem, Paul Van Thielen p.a. personeelsdienst Stad Scherpenheuvel-Zichem, 3270 Scherpenheuvel-Zichem, August Nihoulstraat 13-15.

Kandidaturen dienen conform artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit binnen de termijn van 16 dagen, die aanvangt op de dag van de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*, aangetekend te worden gericht aan T. Smets, burgemeester-voorzitter van het politiekorps PZ. Diest/Scherpenheuvel-Zichem, 3290 Diest, Grote Markt 1. De poststempel geldt als bewijs.

De kandidaturen moeten op straffe van nietigheid vergezeld zijn van :

een *curriculum vitae*;

een uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie, zoals beschreven in het vereiste functieprofiel;

de nodige attesten waaruit komt vast te staan dat aan de kwalificatievereisten zoals hoger omschreven werd voldaan. (2493)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements**  
**Gerechtigde akten  
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 23 janvier 2001, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée De Paoli, Maddalena, née à Cosiano le 2 juin 1945, domiciliée à Namur, rue Muzet 24, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée avenue du Val Saint-Georges 95, 5000 Namur.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (60786)

Par ordonnance du 25 janvier 2001, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, le nommé Maes, Armand, né à Liège le 15 janvier 1934, résidant actuellement à Bouge, rue Saint-Luc 8, Clinique Saint-Luc, domicilié à Gérompont, rue Julien Salmon 8, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Clerin, Bruno, avocat, domicilié boulevard de la Meuse 65, 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (60787)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 26 janvier 2001, la nommée Volcher, Marie-Thérèse, née à Saint-Servais le 28 juillet 1918, domiciliée et résidant à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 708, résidence La Pairelle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Françoise Dorange, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppin 6-8.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire. (60788)

Justice de paix du canton de Perwez

Par ordonnance du juge de paix du canton de Perwez, rendue en date du 25 janvier 2001, la nommée Malache, Juliette, née à Tourinnes-Saint-Lambert le 3 septembre 1912, domiciliée et résidant actuellement à 1457 Walhain-Saint-Paul, résidence du Nil, rue Saint-Paul 19, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mathy, Monique, retraitée, rue des Verts Pacages 6, 1457 Tourinnes-Saint-Lambert.

Jodoigne, le 26 janvier 2001.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Courtauche, Fabienne. (60789)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek, en date du 26 janvier 2001, suite à la requête déposée au greffe le 15 janvier 2001, le nommé Hayon, Vincent Michel Arthur, né à Aye le 12 janvier 1976, résidant et domicilié à 1030 Schaerbeek, rue Général Eenens 97, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Hayon, Isabelle Josiane, employée, épouse de M. Oulad Hammouche, Rachid (lien de parenté : sœur), domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Général Eenens 97.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (60790)

Vrederegerecht van het vijfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 23 januari 2001, werden :

1. Van Cauteren, Eduard, metaalbewerker, geboren te Melsele op 19 februari 1945;

2. Claes, Liliane Alice, huisvrouw, geboren te Burcht op 13 september 1940, beiden verblijvende te 2070 Zwijndrecht, R.V.T. De Regenboog, Regenbooglaan 14,

niet in staat verklaard hun goederen te beheren en kregen toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Janssens, Bert, advocaat en plaatsvervangend vrederechter, gevestigd te 2600 Berchem (Antwerpen), Koninklijkelaan 32.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 27 december 2000.

Antwerpen, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (60791)

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 23 januari 2001, werd Eechaute, Beatrix Elisabeth, geboren te Sint-Martens-Latem op 9 november 1916, gepensioneerde, weduwe van Verwee, Gaston, wonende te 2000 Antwerpen, Huizeken van Nazareth, Sint-Antoniustraat 21,

niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Janssens, Bert, advocaat en plaatsvervangend vrederechter, gevestigd te 2600 Berchem (Antwerpen), Koninklijkelaan 32.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 december 2000.

Antwerpen, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (60792)

Vrederegerecht van het vierde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent van 19 januari 2001 werd Moens, Andrea Maria, geboren te Waarschoot op 23 september 1925, weduwe van Dely, Christiaan, wonend te 9000 Gent, Rodelijvekensstraat 108, voorheen verblijvend in het A.Z. Sint-Lucas, te 9000 Gent, Groenbriel 1, en thans verblijvend te 9000 Gent, Serafijnstraat 6, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Frank Nichels, advocaat te 9831 Deurle, Pontstraat 88.

Het verzoekschrift werd neergelegd op 7 november 2000 ter griffie van het vrederegerecht van het derde kanton Gent.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan De Pessemier. (60793)

## Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 25 januari 2001, werd Vingerhoets, Gertrude, geboren te Lier op 8 oktober 1953, wettelijk gedomicilieerd en verblijvende te 2500 Lier, Pannenhuisstraat 68, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 30 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Moeyersoms, Maria. (60794)

## Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 17 januari 2001, verleend op verzoekschrift d.d. 24 december 2000, neergelegd ter griffie d.d. 26 december 2000, werd Maes, Mathieu Guillaume, geboren te Mechelen-aan-de-Maas op 11 februari 1911, verblijvende en gedomicilieerd Rusthuis Sint-Jan, Rijksweg 106, te 3630 Maasmechelen, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Haenraets, Anne-Marie, advocaat, Koning Albertlaan 73, 3620 Lanaken.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (60795)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 17 januari 2001, verleend op verzoekschrift d.d. 24 december 2000, neergelegd ter griffie d.d. 26 december 2000, werd Ramaekers, Ida Jeanne, geboren te Mechelen-aan-de-Maas op 14 juni 1928, verblijvende en gedomicilieerd Rusthuis Sint-Jan, Rijksweg 106, te 3630 Maasmechelen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Haenraets, Anne-Marie, advocaat, Koning Albertlaan 73, 3620 Lanaken.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (60796)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 19 januari 2001, verleend op verzoekschrift d.d. 28 december 2000, neergelegd ter griffie d.d. 2 januari 2001, werd Wijnen, Arnoldus, geboren te Boorseem op 26 februari 1933, verblijvende en gedomicilieerd Huize Sint-Anna, Gasthuisstraat 20, te 3620 Lanaken, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Haenraets, Anne-Marie, advocaat, Koning Albertlaan 73, 3620 Lanaken.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (60797)

## Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 15 januari 2001, werd Schonherr, Marie Charlotte, geboren te Leipzig op 24 april 1920, verblijvende in het Rusthuis De Heergracht, 2800 Mechelen, Lange Heergracht 65, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Schonherr, Ursula Barbara, wonende te 2800 Mechelen, Nijverheidstraat 61.

Mechelen, 26 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Mia Discart. (60798)

## Vrederecht van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 22 januari 2001, werd Dejaeger, Bertha Clementine, geboren te Tienen op 3 juli 1930, weduwe van Verhoeven, Lucien Petrus Cisimir, wonende te 2400 Mol, Keikenstraat 2, doch feitelijk verblijvende in het O.-L.-Vrouw Ziekenhuis, Collegestraat 116, te 2440 Geel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoester : Verhoeven, Annie Leonie, geboren te Mol op 1 augustus 1952, wonende te 2400 Mol, Borgerhoutsedijk 202.

Mol, 26 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (60799)

## Vrederecht van het kanton Oudenaarde

Beschikking d.d. 25 januari 2001 verklaart Dewaele, Leonia, geboren te Eine op 10 mei 1912, wonende in het Rust- en Verzorgingstehuis H. Hart, te 9700 Oudenaarde, Marlboroughlaan 3, verblijvende Aurora-Ziekenhuis, 4<sup>e</sup> verdieping, kamer 417, Minderbroedersstraat 3, te 9700 Oudenaarde, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Lampens, Peter, met kantooradres te 9700 Oudenaarde, Gentstraat 187.

Oudenaarde, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) De Borle, Lea. (60800)

Beschikking d.d. 25 januari 2001 verklaart Zamia, Raphaël Henri Jozef, geboren te Eine op 16 september 1906, wonende en verblijvende in het Rust- en Verzorgingstehuis H. Hart, te 9700 Oudenaarde, Marlboroughlaan 3, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Lampens, Peter, met kantooradres te 9700 Oudenaarde, Gentstraat 187.

Oudenaarde, 25 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) De Borle, Lea. (60801)

## Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 25 januari 2001, werd De Schepper, Dirk, geboren te Beveren op 4 december 1969, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Regentiestraat 23B7, verblijvende Psychiatrisch Centrum Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Delforge, Nicole, advocaat, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Baron Dhanisstraat 10.

Sint-Niklaas, 26 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (60802)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 25 januari 2001, werd Rooselaer, Johan André, geboren te Sint-Niklaas op 6 september 1974, zonder beroep, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Ankerstraat 66, bus 5, verblijvende APZ Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Rooselaer, Edilbert Palmyre Valentine, geboren te Sint-Niklaas op 20 september 1948, zeefdrukker, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Passtraat 212.

Sint-Niklaas, 25 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (60803)

## Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 15 januari 2001, werd Mertens, Athalia, geboren te Geetbets op 7 juli 1921, wonende te 3450 Geetbets, Grote Steenweg 118, verblijvende Rustoord Sint-Jozef, Kloosterstraat 26, te 3850 Nieuwerkerken (Limb.), niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Debehets, Jaak Joseph Willy, geboren te Geetbets op 11 februari 1948, ambtenaar, wonende Grote Steenweg 118, 3450 Geetbets.

Sint-Truiden, 15 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Diane Houwaer. (60804)

## Vrederecht van het kanton Torhout

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 23 januari 2001, werd Haest, Jean-Claude, geboren te Torhout op 8 januari 2001, wonende te 8820 Torhout, Oostendestraat 218, verblijvende te 8820 Torhout, Bruggestraat 39, Huize Tordale, niet in staat verklaard de eigen goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Lingier, Inge, advocaat, kantoorhoudende te 8480 Ichtegem, Mitswegestraat 195.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Christiaan Feyen. (60805)

## Vrederecht van het kanton Wetteren

Beschikking d.d. 25 januari 2001 verklaart Elaut, Ivonne Iréna, geboren te Oordegem op 18 maart 1918, gepensioneerde, R.V.T. Sint-Jozef, 9230 Wetteren, Wegvoeringstraat 65, verblijvende R.V.T. Sint-Jozef, Wegvoeringstraat 65, te 9230 Wetteren, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Caelebeke, Christella, huisvrouw, wonende te 9230 Wetteren, Wegvoeringstraat 118.

Wetteren, 26 januari 2001.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Schepens, Vera. (60806)

## Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 18 januari 2001, werd Boelens, Noël, geboren te Kaprijke op 23 april 1948, ingeschreven te Kaprijke, Molenstraat 28, doch verblijvende te 9060 Zelzate, in het P.C. Sint-Jan-Baptist, Suikerkaai 81, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder Boelens, Ivan, wonende te 9940 Evergem, Veldeken 4.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (60807)

*Mainlevée d'administration provisoire*  
*Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette, en date du 25 janvier 2001, suite à la requête du 18 janvier 2001, la nommée Vermeiren, Christel, née le 14 janvier 1973, domiciliée à Ganshoren, rue Pampoel 1/1, a été déclarée à nouveau capable de gérer ses biens personnellement et il a été mis fin à dater de l'ordonnance à la mission de l'administrateur provisoire, étant : M. Van den Bulcke, Marc, receveur du C.P.A.S. de Ganshoren, élisant domicile à Ganshoren, avenue de la Réforme 63.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (60808)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, en date du 23 janvier 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 23 octobre 1998, de la justice de paix du second canton de Namur, est levée pour une période de six mois à partir du prononcé, en cause de : M. Jarbinet, Jean-Claude, né le 2 juin 1947 à Spontin, domicilié à 1420 Braine-l'Alleud, avenue Alphonse Allart 330D, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », rue Despars 94, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Nadine Morel. (60809)

Vrederecht van het kanton Bilzen

Beschikking d.d. 26 januari 2001 verklaart Op Den Acker, Adrien, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Bilzen, op 3 september 1999 (rolnummer 99B118), tot voorlopig bewindvoerder over Backes, Louise, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 september 1999), met ingang van 26 januari 2001 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Bilzen, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Noben, Jean. (60810)

Vrederecht van het kanton Borgloon

Beschikking d.d. 25 januari 2001 verklaart Vaelen, Alfons, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Borgloon, op 16 december 1999 (rolnummer 99B47-Rep.R. 1091), tot voorlopig bewindvoerder over Swinnen, Maria, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 januari 2000, blz. 182 en onder nr. 60026), met ingang van 18 oktober 2000 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Borgloon, 26 januari 2001.

De griffier, (get.) Freson, Marie-Jeanne. (60811)



## Vrederecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 25 januari 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Veronique Van Asch, advocaat te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34, als voorlopige bewindvoerder over Mevr. De Clerck, Laura, geboren te Maldegem op 13 januari 1914, wonende te 9990 Maldegem, Mevrouw Courtmanslaan 92, opgenomen in de instelling Rusthuis « Sint-Jozef », Mevrouw Courtmanslaan 92, te 9990 Maldegem, overleden te Maldegem op 18 januari 2001.

Eeklo, 26 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Dobbelaere, Veronique. (60812)

## Vrederecht van het kanton Landen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Landen, verleend op 24 januari 2001, werd ingevolge het overlijden op 7 september 2000 van Mevr. Everaerts, Jeannine, wonende te 3440 Halle-Booienhoven, Hallestraat 10, geboren te Melkwezer op 14 oktober 1941, een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Vanderbruggen, Peter, wonende te 3440 Halle-Booienhoven, Hallestraat 10.

Landen, 24 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Oversteyns, Renée. (60813)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Landen, verleend op 24 januari 2001, werd ingevolge het overlijden op 12 januari 2001 van de heer Larose, Jean Pierre, geboren te Vaux-sous-Chèvremont op 2 juni 1913, gepensioneerde, wonende te 3400 Landen, Pepijnstraat 16, verblijvende Huize Zevenbronnen, Walshoutemstraat 77, te 3401 Walshoutem, een einde gesteld aan het voorlopig bewind van de heer Mertens, Eric Jean Jules, wonende te 5310 Eghezée, route de la Hesbaye 81.

Landen, 24 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Oversteyns, Renée. (60814)

## Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 24 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Colla, Eduard, geboren te Neervelp op 8 april 1944, gedomicilieerd en verblijvende Pater Damiaanstraat 39, 3120 Tremelo (ambtshalve ingevolge van overlijden te Tremelo op 27 juni 1999).

Leuven, 25 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (60815)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 24 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Samyn, Marie, geboren te Frankrijk (Saint-Nicolas-De Sommaire) op 13 juli 1922, gedomicilieerd en verblijvende R.V.T. Sint-Bernardus, Egenhovenstraat 22, 3060 Bertem (ambtshalve ingevolge van overlijden te Bertem op 20 december 2000).

Leuven, 25 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (60816)

## Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 25 januari 2001, werd Alenbergh, Antoine Anna Theodore, geboren te Mechelen op 14 maart 1941, wonende te 2800 Mechelen, Lakenmakersstraat 18, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mechelen, op 7 februari 2000 (rolnummer 00B35-Rep.V. 437/2000), tot voorlopige bewindvoerder over Van Muylder, Maria Julia, geboren te Ramsdonk op 7 december 1907, laatst wonende te 2800 Mechelen, Lakenmakersstraat 18, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 18 februari 2000, blz. 5167, onder nr. 61099, met ingang van 5 januari 2001 ontslagen van zijn opdracht, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon te Mechelen op 5 januari 2001.

Mechelen, 25 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Mia Discart. (60817)

*Remplacement d'administrateur provisoire*  
*Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Grivegnée

Par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 24 janvier 2001, Me Drion, Xavier, avocat, dont les bureaux sont sis rue Hullos 103-105, à 4000 Liège, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Henquin, Lily, divorcée De Sede, née le 4 mai 1922, retraitée, résidant à La Belle Jardinière, rue de la Belle Jardinière 265, à 4031 Angleur, en remplacement de Mme Schurgers, Gabrielle, domiciliée rue des Neuves Brassines 24, à 4000 Liège, désignée à cette fonction par ordonnance datée du 7 août 1995 du juge de paix du canton de Saint-Nicolas.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (60818)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 9 janvier 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le mercredi 24 janvier 2001, il a été mis fin au mandat de Mme De Melis, Lucienne Rosetta Lucia, née le 6 octobre 1946, domiciliée à 4460 Grâce-Hollogne, rue Haute Claire 38, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Dubois, Frédéric Marc Mathieu, né le 30 mars 1975, domicilié rue Dothée 20, à 4020 Liège, demeurant à 4020 Liège, En Roture 60.

Par la même ordonnance, un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir M. Pedata, David, italien, né le 27 mai 1968 à Liège, marié, domicilié rue Robertson 9, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) Boisdequin, Cécile. (60819)

## Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 25 januari 2001, werd Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier op 15 juli 1999 (R.V. 99B690-Rep.R. 3701) tot voorlopig bewindvoerder over Bosman, Werner, geboren te Beveren-Waas op 14 maart 1958, wonende te 2570 Duffel, Stationsstraat 119, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1999, blz. 27924 en onder nr. 64802), met ingang van 15 februari 2001 ontslagen van haar opdracht.



De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder Claes, Martin, wonende te 2240 Massenhoven, Vogelzangstraat 42.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 4 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Moeyersoms, Maria. (60820)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 21 november 2000, heeft de heer Ernest François Joseph Vanderheyden, geboren te Leuven op 18 augustus 1947, wonend te 3391 Tielt-Winge, Attenrodestraat 31, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder van de heer Hubert Vital Joseph Vanderheyden, geboren te Leuven op 30 juli 1946, en gedomicilieerd te 3391 Tielt-Winge, Attenrodestraat 31, doch verblijvende te Bornem, in huize Eyckerheyde, hiertoe aangesteld bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Leuven, op 10 november 1995, verklaard de nalatenschap van Mevr. Maria Theresia Binon, geboren te Vaalbeek op 30 juni 1925, en laatst wonend te 3050 Oud-Heverlee, Ophemstraat 109, overleden te Leuven op 5 september 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Gwen Daniëls, te Oud-Heverlee, Waversebaan 240.

Oud-Heverlee, 17 januari 2001.

(Get.) G. Daniëls, notaris. (2386)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 29 januari 2001, heeft Mr. P. Vaerewyck, advocaat te 9250 Waasmunster, Eikenlaan 21, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Dubelloy, Margriet Marie-Louise Paul, weduwe van de heer Van Den Broeck, Wim Marie Julien, en de heer Rotthier, Géry Jules Livina, geboren te Sint-Niklaas op 3 februari 1958, beiden wonende te 9100 Sint-Niklaas, Leeuwerikenveld 4, beiden handelend in hun hoedanigheid van ouders (respectievelijk moeder en adoptant, vader), wettelijke vertegenwoordigers van de nog bij hen inwonende minderjarige zoon, zijnde:

Rotthier, Thomas, geboren te Sint-Niklaas op 13 oktober 1985, als Van Den Broeck, Thomas, zoon van wijlen de heer Van Den Broeck, Wim, en Mevr. Dubelloy, Margriet, geadopteerd bij akte van adoptie, gehomologeerd bij vonnis van de 22e jeugdkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 12 april 1990, door de heer Rotthier, Géry, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Joos, Simona Jozefine Benedikt, geboren te Sinaai op 29 januari 1928, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Regentieplein 39, en overleden te Temse op 4 december 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. P. Vaerewijck, advocaat te 9250 Waasmunster, Eikenlaan 21.

Dendermonde, 29 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (2393)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij akte, nr. 3165, van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 29 januari 2001, werd door Puype, Kristien Renée Gerard, geboren te Roeselare op 21 mei 1968, wonende te 8770 Ingelmunster, Meulebekestraat 143, in haar hoedanigheid van volmachtdragster van Vandembremt, Kurdy Louis Léo, geboren te Etterbeek op 5 augustus 1992, wonende te 3090 Overijse, Frans Verbeekstraat 47, vertegenwoordigd door zijn moeder, wettelijke voogdes, Vandembremt, Barbara Anne Eléonore, geboren te Anderlecht op 29 september 1963, wonende te Overijse, Frans Verbeekstraat 47, daartoe gemachtigd bij beraadslaging van de familieraad, gehouden onder het voorzitterschap van de heer vrederechter van het derde kanton Schaarbeek, op 21 januari 2000, verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van wijlen Spans, Maria Theresia, in leven zonder beroep, geboren te Sint-Pieters-Woluwe op 21 november 1912, laatst wonende te 8670 Koksijde, Marie-Joséstraat 20, en overleden te Koksijde op 18 september 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan Mr. Marc Vanden Bussche, notaris te Koksijde.

Veurne, 29 januari 2001.

De griffier, (get.) C. Coolsaet. (2394)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 29 janvier 2001 :

Aujourd'hui, le 29 janvier 2001, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut, et par-devant nous, Hugues Mathy, greffier adjoint délégué : Derieux, Jean-Luc, domicilié à 5620 Florennes, rue de la Chapelle 33/4, lequel agit en sa qualité de père et tuteur légal des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir : Derieux, Jérôme, né à Charleroi le 15 juillet 1992, et domicilié avec son père, à ce dûment autorisé par un conseil de famille réuni sous la présidence de Mme Jocelyne Hordies, juge de paix suppléant du canton de Châtelet en date du 25 janvier 2001, lesquels comparants déclarent, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Servais, Andrée, de son vivant domiciliée à Châtelet, rue de Namur 187, et décédée le 26 octobre 2000 à Châtelet.

Dont acte dressé à la demande formelle, du comparant, qu'après lecture fait nous avons signé avec lui.

Cet avis doit être adressé à Me Lambinet, Philippe, notaire de résidence à Couvin, rue de la Falaise 79.

Charleroi, le 29 janvier 2001.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Hugues Mathy. (2387)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaire devant le greffier du tribunal de première instance de Bruxelles, faite le 19 mai 2000, par Me Denoyelle, Christian, avocat à 1180 Uccle, rue Victor Allard 126, en qualité d'administrateur provisoire de M. Rousen, Claude, né à Ixelles le 21 avril 1947, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Fineau 27, mais résidant actuellement au Home Ter Welle, avenue Clémenceau 12, à 1070 Anderlecht, nommé à ces fonctions par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht en date du 13 janvier 2000.

Autorisation : ordonnance de Mme le juge de paix du premier canton d'Anderlecht en date du 13 avril 2000, ordonnance nous produite en copie conforme, celle-ci restituée au comparant.

Objet déclaration : acceptation sous bénéfice d'inventaire à la succession de Rousen, Antoine, né à Anderlecht le 13 mai 1921, de son vivant domicilié à Bruxelles, rue Mellery 38, et décédé le 10 mars 2000 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, à Me Francine Lemaire, avocat à 1070 Bruxelles, chaussée de Ninove 643.

Dont acte signé, après lecture, (signé) Denoyelle, Christian.

Le greffier, (signé) Vera Aerts.

(Signé) F. Lemaire, avocat. (2385)

Suivant acte n° 01-171 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 29 janvier 2001, Mme Devos, Carine Henriette Julia, domiciliée à 1180 Bruxelles, rue du Repos 72/4, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mère, exerçant l'autorité sur la personne et les biens de sa fille mineure, Vuyge, Morgane, née à Anderlecht le 9 octobre 1988, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Lauwers, Joanna Josephina Julia, née à Ramsdonk le 1<sup>er</sup> avril 1907, de son vivant domiciliée à Bruxelles, boulevard Emile Bockstael 129, et décédée le 21 décembre 2000 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Verhasselt, Luc, notaire à 1780 Wemmel, de Limburg Stirumlaan 73.

Bruxelles, le 29 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (2388)

Tribunal de première instance de Huy

L'an deux mille un, le vingt-neuf janvier, au greffe du tribunal de première instance de Huy, a comparu : Mme Agnès Deckers, épouse de M. Michel Gregoire, notaire honoraire, demeurant à Moha, rue de l'Eglise 241, mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé faite à Moha, le 8 janvier 2001, qui restera annexée au présent acte au nom de Mme Dupont, Sylvia Rita, née à Ludenscheil le 15 avril 1967, fille du défunt, domiciliée à Dilsen-Stokkem, Kuilenweg 15, épouse de M. Peter Demandt, agissant à titre personnel, laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Dupont, Roger Germain, né à La Louvière le 8 mai 1935, de son vivant domicilié à Héron, rue Jonckeu 10, et décédé le 4 janvier 2001 à Huy.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Michel Gregoire, notaire à Moha.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

(Signé) M. Gregoire, notaire. (2389)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille un, le vingt-six janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me Etienne Bozet, notaire à Herstal, rue Large Voie 228, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Lorge, Michel, né à Watermael-Boitsfort le 25 janvier 1959, domicilié Dorpstraat 60, à 1731 Asse, lui-même porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Le Comité belge pour l'Unicef, établissement d'utilité publique, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, avenue des Arts 20, représenté par Marc Van Boven, président, demeurant à Wilrijk, Berkenveldstraat 41, et Marie-France Boeve, vice-présidente, demeurant à Dilbeek, Neerhofstraat 54, suite à l'accord du conseil d'administration du 15 novembre 2000,

lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Fontaine, Jules, né à Herstal le 10 mai 1904, de son vivant domicilié à Herstal, place de la Licourt 43, et décédé le 18 avril 2000 à Herstal.

Le testament se trouve au rang des minutes de Me E. Bozet, notaire à Herstal.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Bozet, notaire à Herstal, rue Large Voie 228.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederer. (2390)

L'an deux mille un, le vingt-six janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Halin, Jean Michel Joseph, né à Ougrée le 9 mars 1936, domicilié à 4030 Liège (Grivegnée), rue du Travail 25;

Halin, Valérie Pierre Arlette, née à Liège le 27 septembre 1967, domiciliée à 4161 Anthisnes, rue Saint-Donat 30,

lesquels comparants ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Van der Poorten, Myriam, née à Uccle le 28 août 1946, de son vivant domiciliée à Grivegnée (Liège), rue du Travail 25, et décédée le 30 décembre 2000 à Tinlot.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me Michel Hubin, notaire à 4000 Liège, boulevard Piercot 23.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederer. (2391)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 26 janvier 2001, M. Somville, Max Hubert Joseph Ghislain, né à Court-Saint-Etienne le 15 mars 1930, domicilié rue du Marais 18, à 1490 Court-Saint-Etienne, porteur d'une procuration qui demeurera annexée au présent acte, agissant pour et au nom de sa mandante, à savoir : Mme Valérie Brigitte Emile Ghislaine Christiane Cooreman, née à Ottignies le 25 juillet 1974, demeurant à Genappe (Bousval), avenue des Habitations Modernes 30, agissant en nom personnel et en qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur, à savoir : Mlle Morgane Chantal Christophe Valérie Ghislaine Gilbert, née à Ottignies-Louvain-la-Neuve le 7 mai 1997, demeurant avec sa mère, autorisée par le conseil de famille de la justice de paix de Nivelles en date du 19 décembre 2000, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Gilbert, Thierry Walther Alfred Sylvain, né à Charleroi le 25 janvier 1964, de son vivant domicilié à Genappe, avenue des Habitations Modernes 30, et décédé le 4 octobre 2000 à Genappe (Bousval).

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Somville, chaussée de Bruxelles 10, à 1490 Court-Saint-Etienne.

Nivelles, le 26 janvier 2001.

Pour extrait conforme de la déclaration : le greffier en chef de service, (signé) Ph. Foucart. (2392)

### Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Brussel

Voorlopige opschorting

Bij vonnis d.d. 26 januari 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd de voorlopige opschorting van betaling toegekend aan de naamloze vennootschap Inteq, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Esplanade Heysel, bus 52, H.R. Brussel 607826, BTW 458.731.014.

Als commissaris inzake voorlopige opschorting werd benoemd de heer Ronald Parijs, advocaat te 1180 Brussel, Sterrekundigenstraat 14.

De schuldeisers dienen aangifte te doen van hun schuldvordering ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtshof, Poelaertplein, te Brussel, uiterlijk op 28 februari 2001.

Ter zitting van 9 mei 2001, te 10 uur, in de kamer der gerechtelijk akkoorden van de rechtbank van koophandel te Brussel, zetelend in de zaal C over de definitieve opschorting zal uitspraak worden gedaan.

De hoofdgriffier, (get.) R. Tielemans. (2395)

### Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 janvier 2001, a été clôturée pour absence d'actif la faillite de la S.A. Otel, rue de la Limite 35, à Saint-Josse-ten-Noode.

Le failli fut déclaré non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

(Pro deo) (2420)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 januari 2001 werd afgesloten bij gebrek aan actief, het faillissement van de N.V. Otel, Grensstraat 25, 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (2420)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 janvier 2001, a été clôturée pour absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. Intermax Belgium, chaussée de Mons 180, à 1070 Bruxelles.

Le failli fut déclaré non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

(Pro deo) (2421)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 januari 2001 werd afgesloten bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Intermax Belgium, Bergensesteenweg 180, te 1070 Brussel.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (2421)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 24 janvier 2001, a été prononcé déclaratif sur aveu, de Entraide commerciale & industrielle S.P.R.L., rue Stijn Streuvels 2, 1030 Schaerbeek, R.C. Bruxelles 642274, T.V.A. 408.437.945.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer, Marc.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 mars 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (2422)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 24 januari 2001, werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Entraide commerciale & industrielle, Stijn Streuvelsstraat 2, 1030 Brussel, H.R. Brussel 642274, BTW 408.437.945, voornaamste handelsactiviteit : gasverkoper.

Rechter-commissaris : de heer Marc De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 7 maart 2001, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick. (2422)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 24 janvier 2001, a été prononcé déclaratif sur aveu, de Librairie Saint-Michel S.P.R.L., rue Maurice Lietart 28, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, R.C. Bruxelles 622333, T.V.A. 462.213.710.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer, Marc.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 mars 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (2423)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 24 januari 2001, werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Librairie Saint-Michel, Maurice Lietartstraat 28, 1150 Brussel, H.R. Brussel 622333, BTW 462.213.710, voornaamste handelsactiviteit : boekhandel.

Rechter-commissaris : de heer Marc De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 7 maart 2001, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick. (2423)



## Tribunal de commerce de Bruxelles

—

En date du 24 janvier 2001, a été prononcé déclaratif sur aveu, de C.O.F.A.B. S.A., rue de Calevoet 110, 1180 Uccle, R.C. Bruxelles 507705, T.V.A. 433.911.286.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer, Marc.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 mars 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (2424)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 24 januari 2001, werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. C.O.F.A.B., Calevoetstraat 110, 1180 Brussel, H.R. Brussel 507705, BTW 433.911.286, voornaamste handelsactiviteit: groothandel in cosmetiek en hygiëne produkten.

Rechter-commissaris : de heer Marc De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvoordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 7 maart 2001, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick. (2424)

## Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement rendu le 16 janvier 2001, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture de la faillite de Mme De Santis, Josiane, domiciliée à Charleroi, rue de Lodelinsart 90/83, née le 7 juillet 1949, faillite déclarée par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi en date du 9 mars 1981.

Le même jugement déclare Mme De Santis, Josiane, excusable.

Pour extrait conforme : (signé) Me Jean-Pierre Dardenne; Me Anne-Catherine Sciamanna. (2425)

Par jugement du 29 janvier 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite, sur assignation, de M. Ciot, Bruno, domicilié à 6180 Courcelles, Trieu des Agneaux 38, décédé le 28 septembre 2000, R.C. Charleroi 111620, T.V.A. 654.159.981.

Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 28 septembre 2000.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à l'audience du 27 mars 2001.

Les déclarations de créance doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, avant le 27 février 2001.

Huissier : J.P. Rassart.

Juge-commissaire : M. Baneton.

Curateur : Me Lemaire, Pierre, avocat à 6000 Charleroi, rue Tume-laire 65.

Le curateur, (signé) P. Lemaire. (2426)

Par jugement rendu le 24 janvier 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré en faillite, M. Freddy Devergnies, né à Charleroi le 14 décembre 1947, domicilié à Marcinelle, rue Ch. Ernest 89/01, exerçant la profession de boucher, R.C. Charleroi 198231, T.V.A. 663.155.247.

1. Date provisoire de la cessation des paiements : le 15 janvier 2001.

2. Les déclarations de créances doivent être faites au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, avenue Général Michel 2, à 6000 Charleroi, au plus tard le 20 février 2001.

3. Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 20 mars 2001, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

4. Juge-commissaire : M. Klein.

5. Curateur : Me Pierre Gillain, avocat, rue Tumelaire 23/7, à Charleroi.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Gillain. (Pro deo) (2427)

Par jugement de la première chambre commerciale de Charleroi en date du 16 janvier 2001, a été clôturée, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Lapunzina, rue Saint-Fiacre 107, à 6031 Monceau-sur-Sambre, R.C. Charleroi 160450.

Dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité.

Pour extraits conformes : (signé) Eric Massin, curateur. (2428)

## Tribunal de commerce de Huy

—

Par jugement du 20 décembre 2000, le tribunal de commerce de Huy a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la S.P.R.L. Condru-toit, dont le siège social était sis à 4570 Marchin, rue de Huy 13A, jugement déclaratif de faillite du 5 janvier 2000.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission et déclara la société faillie inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Muriel Billen. (2429)

Par jugement du 24 janvier 2001, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Promoteus, ayant son siège social à 4570 Vyle-et-Tharoul, rue des Arcs 51, y exploitant une entreprise de publicité, R.C. Marche-en-Famenne 17388, non inscrit au R.C. de Huy à ce jour.

Juge-commissaire : M. Jean-Charles François, juge consulaire.

Curateur : Me Muriel Billen, avocat à 4500 Huy, avenue Louis Chai-naye 10.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 14 mars 2001, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) M. Billen. (Pro deo) (2430)

## Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 29 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Mean, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, place des Déportés 20, R.C. Liège 167917, constituée le 19 octobre 1988 avec pour activité l'exploitation d'une maison de repos pour personnes âgées, T.V.A. 435.555.437.

Le même jugement fixe au 29 janvier 2001 la date de la cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Le juge-commissaire : M. Alain Lonhienne.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 mars 2001, de 9 h 30 m à 11 heures, en la salle des faillites (cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1<sup>er</sup> étage).

Le curateur, (signé) Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège. (Pro deo) (2431)

Par jugement du 29 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Résidence fleurie, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, rue de l'Université 41, R.C. Liège 160857, avec date du début des opérations commerciales le 15 avril 1987, pour l'exploitation d'une maison de repos sous la dénomination Résidence fleurie, T.V.A. 430.861.627.

Le même jugement fixe au 29 janvier 2001 la date de la cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Le juge-commissaire : M. Alain Lonhienne.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 mars 2001, de 9 h 30 m à 11 heures, en la salle des faillites (cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1<sup>er</sup> étage).

Le curateur, (signé) Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège. (Pro deo) (2432)

Par jugement du 29 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de Mme Liliane Barquette, domiciliée rue Nicolas Defrêcheux 28, à 4040 Herstal, R.C. Liège 180195, T.V.A. 604.672.363, faisant commerce sous la dénomination « B.C.A. Crédits », et ayant un siège d'exploitation rue Cathédrale 10, à 4000 Liège.

Activité principale : intermédiaire financier en prêts et financements, agent d'assurances, courtier en crédits.

Date du début de l'activité commerciale : le 1<sup>er</sup> juin 1992.

Le même jugement a reporté au 29 juillet 2000, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Robert-Henri Fransolet.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 mars 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 8 mars 2001 au plus tard au greffe du tribunal de commerce.

Les curateurs, (signé) Mes Michel Mersch et Yves Godfroid, avocats, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (2433)

Par jugement du 29 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Comptoir général de l'Immobilier et du Crédit, en abrégé Cogic, ayant son siège social rue Henri-court 8, à 4000 Liège, R.C. Liège 179623, T.V.A. 447.120.213, ayant un siège d'exploitation avenue Nothomb 69, à 4700 Arlon, R.C. Arlon 22703.

Activité principale : agence immobilière, financements, agent d'assurances, intermédiaire financier, commerce de gros import-export en vins.

Date du début de l'activité commerciale : le 1<sup>er</sup> avril 1992.

Le même jugement a reporté au 29 juillet 2000, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Robert-Henri Fransolet.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 mars 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 8 mars 2001 au plus tard au greffe du tribunal de commerce.

Les curateurs, (signé) Mes Michel Mersch et Yves Godfroid, avocats, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (2434)

## Tribunal de commerce de Mons

Par jugement de ce 19 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de M. Pascal Maniet, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 29 septembre 1998.

Le failli est déclaré inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2435)

Par jugement de ce 19 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Aux délices de Zélie, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 20 décembre 1999.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2436)

Par jugement de ce 4 janvier 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.C. Zonguldak, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 22 février 1999.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2437)

Par jugement de ce 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Immo Ferrand, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 17 mai 1999.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2438)

Par jugement de ce 21 septembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Daviler, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 15 septembre 1997.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2439)

Par jugement de ce 21 septembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Euro-Cross, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 12 juillet 1994.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2440)



Par jugement de ce 21 septembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. PLF Construction, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 20 novembre 1997.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2441)

Par jugement de ce 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Sochal, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 15 février 1999.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2442)

Par jugement de ce 4 janvier 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclarée closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Judie, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 3 avril 2000.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (2443)

#### Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 30 januari 2001 is Euroll Service Belgium B.V.B.A., Isabellalei 56, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 337616, BTW 463.609.322, de installatie van garagepoorten, luiken, zonneblinden, traliewerken, hekken, enz., in hout of kunststof, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jacobs, Wilfried.

Curator : Mr. Van Praet, Koen, Sint-Katelijnevest 54, bus 15, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 maart 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 april 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Praet, Koen. (Pro deo) (2444)

Bij vonnis in datum van 30 januari 2001 is S.A. Motokov Benelux N.V., Mieksebaan 63, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 332825, BTW 403.466.946, groothandel in nieuwe & tweedehandse motorvoertuigen met uitzondering van motorrijwielen en bromfietsen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Deman, Jozef.

Curator : Mr. Van Moorlegem, Stephane, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 maart 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 april 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Moorlegem, Stephane. (Pro deo) (2445)

Bij vonnis in datum van 30 januari 2001 is Rooseveltskafee B.V.B.A., Sterlingerstraat 91, 2140 Borgerhout (Antwerpen), H.R. Antwerpen 337220, BTW 465.841.114, de verkoop van dranken voor in het algemeen consumptie ter plaatse, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Deman, Jozef.

Curator : Mr. Van Moorlegem, Stephane, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 maart 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 april 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Moorlegem, Stephane. (Pro deo) (2446)

Bij vonnis in datum van 30 januari 2001 is B.I.L.T. N.V., Oostkaai 29, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 335048, BTW 438.552.242, nijverheid voor het bereiden van synthetisch rubber, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Caigny, Ludovicus.

Curator : Mr. Van Raemdonck, Marc, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 maart 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 april 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Raemdonck, Marc. (Pro deo) (2447)

Bij vonnis in datum van 30 januari 2001 is Green Adventures N.V., Karel Oomsstraat 29, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 307634, BTW 454.218.732, uitgeversbedrijf, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Cauwenberghe, Joseph.

Curator : Mr. Vercraeye, Peter L., Jr., Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 1 maart 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 april 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vercraeye, Peter L., Jr. (Pro deo) (2448)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Sernat B.V.B.A., Italiëlei 31, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 321664, BTW 457.661.440, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (2449)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Intelligente Proces Systemen B.V.B.A., Frankrijklei 5, bus 2, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 319634, BTW 421.147.373, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Mertens, Ilse, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2450)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Gun-2 B.V.B.A., Louis Janssenslaan 60B, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 318530, BTW 458.761.104, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (2451)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van The Office C.V. met beperkte aansprakelijkheid, Van Den Nestlei 34, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 265364, BTW 435.177.335, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel. (Pro deo) (2452)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Holleke Bolleke B.V.B.A., Sint-Franciscusplein 8, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 301311, BTW 451.813.627, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Brems, Patrick, Marktplein 7, 2110 Wijnegem. (Pro deo) (2453)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Planet Elektra B.V.B.A., Falconplein 18/A, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 332033, BTW 464.353.747, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Teughels, Yves, Coremansstraat 14A, 2600 Berchem (Antwerpen). (Pro deo) (2454)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van De Bruyn, Herman, geboren te Deurne op 27 februari 1958, wonende te 2550 Kontich, Mechelsesteenweg 21, en handeldrijvende te 2100 Deurne, Van Lissumstraat 52, H.R. Antwerpen 329710, BTW 700.148.671, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (2455)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Electro Offerande C.V., Kloosterstraat 118, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 275452, BTW 439.834.820, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel. (Pro deo) (2456)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Bouwbedrijf L & M Boermans B.V.B.A., Veldstraat 34, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 307554, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Mertens, Ilse, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2457)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Interbouw B.V.B.A., Laageind 79, 2940 Stabroek, H.R. Antwerpen 301506, BTW 451.873.807, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Devroe, Dirk, Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2458)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Anexx Equipment Management B.V.B.A., Kattendijkdok Westkaai 25, 2000 Antwerpen-1, BTW 451.138.288, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Verstreken, Herbert, Amerikalei 50, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (2459)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Brabo Snacks B.V.B.A., Italiëlei 59A, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 294223, BTW 448.821.770, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (2460)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Kaizen Belgium B.V.B.A., Mechelsesteenweg 245, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 306124, BTW 453.647.620, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Van Steenwinkel, Johan, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2. (Pro deo) (2461)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van P.M.E.K. N.V., Boomgaardstraat 31, bus 11, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 299876, BTW 442.602.882, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Van Praet, Koen, Sint-Katelijnest 54, bus 15, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (2462)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Badis, in vereffening, B.V.B.A., Generaal Lemanstraat 67, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 280118, BTW 436.633.721, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Van Praet, Koen, Sint-Katelijnest 54, bus 15, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (2463)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van World Service Company B.V.B.A., in het kort: « W.S.C. », Brouwersvliet 22, 2000 Antwerpen-1, BTW 448.886.504, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2464)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Tarot B.V.B.A., Dillestraat 41, 2660 Hoboken (Antwerpen), H.R. Antwerpen 320043, BTW 459.018.252, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Poppe, Guy, Frankrijklei 93, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (2465)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Afyonkale B.V.B.A., Veldstraat 1, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 278651, BTW 441.301.993, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem. (Pro deo) (2466)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van La Piazza B.V.B.A., Ijzerenwaag 1, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 301135, BTW 451.508.472, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Vandendriessche, Geert, Karel Oomsstraat 22, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2467)

Bij vonnis van 30 januari 2001 werd het faillissement van Demano E.B.V.B.A., Ten Eekhoelei 123, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 304465, BTW 453.172.122, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (2468)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij beschikking van 29 januari 2001 heeft de heer Pierre Van Nieuwenhuysse, rechter-commissaris over het faillissement van Mullaney, Mary Katharina, te 8730 Blankenberge, de vergadering van de schuldeisers, ingevolge art. 76 faillissementswet nopens het vereffeningverslag vastgesteld op woensdag 14 maart 2001, om 9 uur, in de raadkamer van de rechtbank, achterin de zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3, te 8000 Brugge.

Deze kennisgeving geldt als enige oproeping.

De hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (2469)

Bij beschikking van 29 januari 2001 heeft de heer Pierre Van Nieuwenhuysse, rechter-commissaris over het faillissement van Gansemans, Rosette Julia, te 8770 Ingelmunster, de vergadering van de schuldeisers, ingevolge art. 76 faillissementswet nopens het vereffeningverslag vastgesteld op woensdag 14 maart 2001, om 9 u. 30 m., in de raadkamer van de rechtbank, achterin de zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3, te 8000 Brugge.

Deze kennisgeving geldt als enige oproeping.

De hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (2470)

Bij vonnis van 17 januari 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, het faillissement van de B.V.B.A. Jan Priem Interiors, met zetel te 8490 Jabbeke, Vlamingveld 2a, en daterend van 14 mei 1998 gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Ronny Vanhecke en Christel De Wulf. (2471)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis d.d. 19 december 2000 van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk werd gesloten verklaard wegens ontoereikend actief, het faillissement van de besloten vennootschap van de staat Pennsylvania VCG International Incorporated, met hoofdvestiging te 15129 USA Pennsylvania, 435 Sixt Avenue, Pittsburgh, en met bijkantoor te 8530 Harelbeke, Heerbaan 188/2, H.R. Kortrijk 137358, BTW 436.893.839, uitgesproken door dezelfde rechtbank bij vonnis d.d. 20 maart 1998. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Jan Deleersnyder. (Pro deo) (2472)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 18 januari 2001 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Sint-Truidense Wegenbouw P.V.B.A., S.W.B., met maatschappelijke zetel te Sint-Truiden, Stationsstraat 51A, H.R. Hasselt 51912, failliet verklaard op 26 maart 1981.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Lieve Dehaese. (2473)

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 11 januari 2001 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Easy Start Microcomputers B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te Diepenbeek, Nieuwstraat 226, H.R. Hasselt 83408, failliet verklaard op 14 januari 1999.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. P. Bussers; Johan Dehaese; Lieve Dehaese. (2474)

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 11 januari 2001 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Algemene Lommelse Dakwerken C.V. (A.L.D.), met maatschappelijke zetel te Lommel, Maststraat 5, H.R. Hasselt 75594, failliet verklaard op 7 september 1995.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Lieve Dehaese; Johan Dehaese. (2475)

Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper van 29 januari 2001 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Boetiek Topz, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8972 Poperinge-Proven, Provenplein 40/A, H.R. Ieper 34177, met als handelsactiviteiten : kleinhandel in geassorteerde textielwaren, kleding en schoeisel, kleinhandel in fantasiejuwelen, kleinhandel in lederwaren en zadelmakerswerk, en met als handelsbenaming « B.V.B.A. Boetiek Topz ».

Rechter-commissaris : Mevr. D. Tytgat.

Curator : Mr. Nico Ruckebusch, advocaat te 8970 Poperinge, Westouterstraat 74.

Datum staking betalingen : 29 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór maandag 19 februari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8900 Ieper, Grote Markt 10.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 14 maart 2001, om 10 uur, ten gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Ieper, op voormeld adres.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Nico Ruckebusch. (2476)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 29 januari 2001 werd, op bekentenis, geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Bewetec, met zetel Rode Kruisplein 14, te 2800 Mechelen, H.R. Mechelen 83180, BTW 462.898.747.

Rechter-commissaris : de heer Verbruggen.

Curator : Mr. Etienne De Ridder, advocaat te Mechelen, er kantoorhoudende aan de Leopoldstraat 29.

Datum staking van betalingen : 29 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, vóór 26 februari 2001.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 12 maart 2001, om 9 uur, in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel, eerste verdieping, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) E. De Ridder. (2477)



Bij vonnis d.d. 29 januari 2001 werd, op bekenenis, in faling verklaard de heer Dupont, Guy, wonende te 2800 Mechelen, Liersesteenweg 39, H.R. Mechelen 67742, BTW 706.905.514.

Rechter-commissaris : de heer H. Verbruggen.

Curator : Mr. Bernadette Van den Eede, advocaat te Mechelen, er kantoorhoudende Ridder Dessainlaan 31, tel. 015/41 45 80.

Datum staking van betaling : 29 januari 2001.

De schuldeisers dienen hun schuldvorderingen per aangetekend schrijven in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, vergezeld van de stavingstukken van hun vordering en dit ten laatste op 4 maart 2001.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen zal gesloten worden op 12 maart 2001, om 8 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) B. Van den Eede.  
(Pro deo) (2478)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 29 januari 2001, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Van Put, Raoul Jozef Marguerite, geboren te Mortsel op 19 februari 1956, wonende en handel-drijvende onder de benaming 't Vlammeke, te Nijlen, Spoorweglei 25, H.R. Mechelen 80698, BTW 702.639.393.

Rechter-commissaris : H. Verbruggen.

Tijdstip ophouden van betaling : 29 januari 2001.

Curator : Marina Hermans, advocaat te 2800 Mechelen, Frans Hals-vest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop-handel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 5 maart 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 12 maart 2001, om 12 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Marina Hermans.  
(2479)

#### Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. D & C, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2250 Olen, Industrielaan 33, H.R. Turnhout 79372, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 31 maart 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op dinsdag 17 april 2001, te 8 u. 45 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (2480)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Giovanni Barganza Hevec, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2300 Turnhout, Leiseinde 48, H.R. Turnhout 55224, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 31 maart 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op dinsdag 17 april 2001, te 8 u. 45 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (2481)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Colectra, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2300 Turnhout, Rubensstraat 74, H.R. Turnhout 70946, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 31 maart 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op dinsdag 17 april 2001, te 8 u. 45 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (2482)

#### Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 29 januari 2001, werd Houbrechts, Guido Jozef Louis, handelaar, geboren te Vreeren op 27 juli 1952, en wonende te 3730 Hoeselt, Rozenlaan 34, H.R. Tongeren 65504, onderneming voor het reinigen van gevels en grondwerken, BTW 730.240.150, in staat van faillissement verklaard, ingevolge dagvaarding.

Datum van staking van betaling : voorlopig op 29 juli 2000.

Curator : Mr. Guy Hermans, advocaat te 3700 Tongeren, Bilzersteenweg 243.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4 : uiterlijk op 28 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen : op 8 maart 2001, te 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans.  
(Pro deo) (2483)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 29 januari 2001, werd Nivelles, Joseph Florent Thomas, handelaar, geboren te Mopertingen op 17 juli 1947, en wonende te 3730 Hoeselt, Stationsstraat 1, bus 3, H.R. Tongeren 75468, onderneming voor schilderswerk, BTW 730.351.404, in staat van faillissement verklaard.

Datum van staking van betaling : voorlopig op 27 november 2000.

Curator : Mr. Guy Hermans, advocaat te 3700 Tongeren, Bilzersteenweg 243.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4 : uiterlijk op 28 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen : op 8 maart 2001, te 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans.  
(Pro deo) (2484)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 29 januari 2001, werd Bosch, Norbert Lambert, handelaar, geboren te Tongeren op 14 december 1955, en wonende te 3620 Lanaken, 2e Carabinierslaan 13, bus 3, H.R. Tongeren 84774, onderneming voor het leggen van chapes, BTW 730.302.409, in staat van faillissement verklaard.

Datum van staking van betaling : voorlopig op 27 november 2000.

Curator : Mr. Guy Hermans, advocaat te 3700 Tongeren, Bilzersteenweg 243.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4 : uiterlijk op 28 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen : op 8 maart 2001, te 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans.  
(Pro deo) (2485)



Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 18 januari 2001, werd het faillissement System 2000 N.V., met maatschappelijke zetel te 3950 Bocholt, Kabiensstraat z/n, voorheen te 3620 Lanaken, Industriezone Smeermaas, Postbus 96, H.R. Tongeren 67065, kunststofnijverheid, BTW 438.909.756, in staat van faillissement verklaard door vonnis van deze rechtbank van 2 maart 1992, voor gesloten verklaard, bij vereffening.

Zegt voor recht dat er geen redenen voorhanden zijn om gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Zegt voor recht dat in toepassing van art. 83 Faill. W. de gefailleerde rechtspersoon ophoudt te bestaan.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Noelmans, Cécile en Noelmans, Philippe. (2486)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 29 januari 2001 in staat van faillissement verklaard Kainat Import Export N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Genk, Vennestraat 181, H.R. Tongeren X/10804, handel in levensmiddelen, huishoudelijke artikelen, tapijten en vinyls, BTW 457.253.149.

Tijdstip van staking van betaling : 1 oktober 2000.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 28 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 8 maart 2001, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (Pro deo) (2487)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 29 januari 2001 in staat van faillissement verklaard CLH Maasmechelen B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Maasmechelen, Rijksweg 260, H.R. Tongeren 84488, groothandel in hard- en software, uitbating kantoor voor mechanografische werken, BTW 464.410.561.

Tijdstip van staking van betaling : 28 september 2000.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 28 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 8 maart 2001, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (Pro deo) (2488)

### Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par jugement prononcé par la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège en date du 4 décembre 2000, a été homologué l'acte reçu le 3 octobre 2000, par le notaire Fernand Fyon, à Liège, aux termes duquel, les époux, M. Christian Michel Hubert Joseph Collard, sans profession, et Mme Khadija Bny, sans profession, domiciliés ensemble à 4000 Liège, rue des Sorbiers 10, modifient leur régime matrimonial afin de substituer au régime de séparation de biens pure et simple un régime de séparation de biens avec société accessoire pour un immeuble.

Pour les époux, (signé) Fernand Fyon, notaire à Liège. (2396)

Par requête en date du 24 novembre 2000, les époux, M. Payet, Christophe Bruny, aidant, né à Petite-Ile (Département de la Réunion - France) le 15 septembre 1966, et Mme Parmentier, Véronique, restauratrice, née à Messancy le 10 août 1972, demeurant ensemble à Messancy, rue d'Athus 11, ont introduit devant le tribunal de première instance d'Arlon, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Jean-Pierre Umbreit, à Arlon, en date du 10 novembre 2000.

Pour les époux, (signé) J.-P. Umbreit, notaire. (2397)

Par requête du 24 janvier 2001, les époux, Pierrard, Ernest Arthur Jean, né à Namur le 30 mars 1933, et son épouse, Mme Dehasque, Yvette Julienne, née à La Louvière le 18 juillet 1933, demeurant et domiciliés ensemble à La Louvière (Saint-Vaast), rue des Châtaigniers 23, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons, une requête en homologation du contrat de mariage modificatif de la composition du patrimoine commun reçu par Me Pierre Brahy, notaire à La Louvière, le 24 janvier 2001.

Ce contrat de mariage prévoit d'ameubler et de faire entrer dans le patrimoine commun l'héritage que Mme Dehasque a recueilli de son père, M. Alfred-Louis Dehasque, en ce compris le bien suivant à La Louvière (ex-La Louvière), rue Camps de Châlons 28.

La Louvière, le 29 janvier 2001.

(Signé) Ernest Pierrard; Yvette Dehasque. (2398)

Par requête déposée au greffe du tribunal de première instance à Bruxelles le 29 janvier 2001 :

1. M. Van Put, Gérard Yves Alix Georges Ghislain, né à Gosselies le 10 août 1941, ingénieur, Belge, et de son épouse en uniques noces;

2. Mme Jansseune, Marie-Claire Yvonne Jeanne, née à Etterbeek le 8 mai 1941, institutrice, pensionnée, Belge,

domiciliés à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue des Dix Arpents 70, ont introduit une demande tendant l'homologation de l'acte du 29 janvier 2001, dressé par le notaire Xavier Carly, à Ixelles, contenant modification de leur contrat de mariage sans modification à leur régime matrimonial actuel de la séparation des biens avec société d'acquêts, mais en y ajoutant une clause d'ameublement d'un bien immeuble, propre à madame :

commune de Woluwe-Saint-Lambert (RC non indexé de BEF 91 500), une maison sur et avec terrain, sise rue des Dix Arpents 70, cadastrée section A, partie du n° 9/45, anciennement et actuellement section A, n° 9 T 9, contenant en superficie d'après titre trois ares quarante-quatre centiares cinquante-quatre dixmilliards (3 a 44 ca 54 dma), et selon cadastre trois ares quarante-cinq centiares (3 a 45 ca).

Pour les requérants, (signé) Me Xavier Carly, notaire à Ixelles. (2399)

Bij verzoekschrift van 15 januari 2001, neergelegd op de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, hebben de heer Van Alboom, Filip Simonne Bob, medisch afgevaardigde, en zijn echtgenote, Mevr. Waeyenberge, Ilse Gerarda Medard, regentes, samenwonende te 9031 Gent (Drongen), Beekstraat 138, aan genoemde rechtbank de homologatie gevraagd van de akte, verleden voor notaris Alex De Wulf, te Gent (Oostakker), op 15 januari 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, waarbij aan hun bestaand stelsel, zijnde het wettelijk huwelijksvermogensstelsel, bepaalde wijzigingen werden aangebracht, zonder een ander stelsel aan te nemen. Deze wijzigingen zijn : de inbreng door de echtgenote van een eigen onroerend goed in de huwelijksgemeenschap; inbreng door de echtgenoten van een hypothecaire schuld in de huwelijksgemeenschap; toedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende der echtgenoten.

Voor de echtgenoten Filip Van Alboom-Waeyenberge, Ilse, (get.) Alex De Wulf, notaris met standplaats te Oostakker (Gent). (2400)

Ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 11 december 2000, hebben de heer De Win, Josephus Ludovicus, geboren te Ranst op 3 maart 1931, en zijn echtgenote, Mevr. Vervloet, Carolina Alfons Maria, geboren te Antwerpen (district Borgerhout) op 5 juli 1933, samenwonende te Wommelgem, Driemastenbaan 45, gehuwd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Wommelgem, op 11 mei 1954.

Een verzoekschrift d.d. 1 februari 2000 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, op 1 februari 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 12 december 2000.

De griffier, (get.) M. Schoeters. (2401)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, d.d. 28 november 2000, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Michel Olemans, te Brakel, op 21 augustus 2000, inhoudende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel door de heer Van Cleemputte, Ronny Jules Maria, handelaar, geboren te Ninove op 21 augustus 1954, en zijn echtgenote, Mevr. Menschaert, Cecile Albertine Julia, samenwonende te Brakel, Ronsesestraat 48, deze akte voorziet de inbreng van eigen onroerende goederen van de echtgenoot in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Michel Olemans, notaris. (2402)

Bij verzoekschrift d.d. 25 januari 2001 hebben de echtgenoten, Vanderhoeven, Yvo Georges Leo en Buekenhout, Véronique Bertha Hippolyt, wonende te 3150 Haacht, Hooiberg 36, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven om homologatie verzocht van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende overgang van een onroerend goed dat toebehoorde aan de heer Vanderhoeven, Yvo Georges Leo, naar het gemeenschappelijk vermogen, verleden voor het ambt van notaris Joris Stalpaert, te Tremelo, op 25 januari 2001.

Namens de echtgenoten Vanderhoeven-Buekenhout, (get.) J. Stalpaert, notaris. (2403)

Bij vonnis van 4 december 2000 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel gehomologeerd de akte verleden voor notaris Peter De Schepper, te Roosdaal, op 28 juni 2000, waarbij de heer De Backer, Marc, en echtgenote, Mevr. Lippens, Patricia, beiden wonende te 1741 Wambeek (Ternat), Dronkenborrestraat 7, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd.

Het wijzigend contract beoogt de inbreng van een onroerend goed in de wettelijke gemeenschap.

Voor de echtgenoten De Backer-Lippens, (get.) Peter De Schepper, notaris. (2404)

Bij verzoekschrift van 13 november 2000, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 26 januari 2001, hebben de heer Roland Joseph Messiaen, wonende te Oostende, Albert I-promenade 27, bus 12, en Mevr. Yvette Irma Yolande Vermeersch, wonende te Gent (Drongen), Ter Rivieren 31, de homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt door notaris Annelies Wylleman, te Evergem-Sleidinge, op 13 november 2000, bedingende het stelsel der zuivere scheiding van goederen (rolnummer 01/231/B).

(Get.) Annelies Wylleman, notaris. (2405)

Bij vonnis uitgesproken op 5 december 2000, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel van de echtgenoten, de heer Vangerven, Jozef Hubert, en Mevr. Custers, Anna Maria Martha, wonende te Bocholt, Kaulillerweg 156, en verleden voor notaris Peter Berben, te Neerpelt, op 22 september 2000 gehomologeerd.

Deze wijziging betreft de inbreng door Mevr. Custers, Anna, van eigen onroerende goederen te Bocholt, Kaulillerweg 156, sectie C, 38/N/2, 38/P/2, 38/R/2, 38/S/2 en 181/W/6, met een totale oppervlakte van 69 a 50 ca, in het gemeenschappelijk vermogen van het wettelijk stelsel en toevoeging van een verblijvingsbeding.

Namens de verzoekers, (get.) P. Berben, notaris. (2406)

Bij verzoekschrift d.d. 18 januari 2001, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, hebben de heer De Spiegeleer, François Eduard, gepensioneerde, geboren te Aalst op 7 juni 1936, en zijn echtgenote, Mevr. Baeyens, Simonne Jacqueline Ghislain, gepensioneerde, geboren te Aalst op 9 november 1932, samenwonende en gehuisvest te 9300 Aalst, Groenstraat 11, de homologatie aangevraagd van een akte, wijziging aan hun huwelijkscontract, verleden voor notaris Henry-Albert Wambacq, te Aalst, op 27 juli 1963, namelijk inbreng door de heer François De Spiegeleer, van een eigen goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de verzoekers, (get.) H.-A. Wambacq, notaris. (2407)

Bij verzoekschrift d.d. 13 december 2000 hebben de heer Geudens, Bert, bediende, geboren te Geel op 21 november 1970, identiteitskaart nummer : 050 0023484 27, en zijn echtgenote, Mevr. Van Laer, Ivy, onderwijzeres, geboren te Turnhout op 31 oktober 1978, identiteitskaart : 050 0014373 34, samenwonende te 2280 Grobbendonk, Kapelstraat 7, de homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel opgemaakt door notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, op 13 december 2000, bedingende dat zij het wettelijk stelsel zullen behouden, doch verklaren zij beiden een inbreng te doen in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Philippe Goossens, notaris. (2408)

Bij verzoekschrift van 23 januari 2001 vragen de heer Buysschaert, Dominique Marie René Thomas, jurist, geboren te Kortrijk op 13 juni 1954, en zijn echtgenote, Mevr. Hoet, Marie Christine François Marguerite, momenteel zonder beroep, geboren te Leuven op 17 december 1956, beiden wonende te 3360 Bierbeek (Korbeek-Lo), Bierbeekstraat 93, de homologatie aan van de akte verleden voor notaris Thomas Boes, te Heverlee, op 23 januari 2001, houdende wijziging van hun huwelijkscontract, door inbreng in de gemeenschap van een woonhuis met aanhorigheden en grond, gelegen te Bierbeek (Korbeek-Lo), Bierbeekstraat 93, toebehorende aan Mevr. Hoet, Marie, en wijziging van de toebedeling van de gemeenschap door toevoeging van een keuzebeding.

(Get.) T. Boes, notaris. (2409)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 8 december 2000 werd gehomologeerd de akte, verleden voor notaris Philippe Goossens op 21 september 2000, waarbij de heer Van den Bergh, Andreas, bediende, geboren te Lier op 7 juli 1973, identiteitskaart nummer : 027 0025104 93, en zijn echtgenote, Mevr. Vervoort, Marleen Celine August, lerares, geboren te Lier op 27 januari 1974, identiteitskaart nummer : 027 0025105 94, samenwonende te 2240 Zandhoven, Driehoekstraat 92, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, bedingende dat zij het wettelijk stelsel zullen behouden, maar dat zij beiden verklaren eigen goederen in te brengen in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Philippe Goossens, notaris. (2410)

Bij vonnis van 4 december 2000 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, zevende kamer, de akte verleden voor notaris Pierre Paeps, te Machelen, d.d. 31 mei 2000, inhoudende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Jan Jaak Troch, tuinbouwtechnicus, en zijn echtgenote, Mevr. Marleen Hendrika Joanna De Roeck, kleuterleidster, wonende te Vilvoorde, Kluitingstraat 52, inhoudende overgang naar het stelsel der scheiding van goederen, gehomologeerd.

(Get.) Pierre Paeps, notaris. (2411)

Bij vonnis van 4 december 2000 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, zevende kamer, de akte verleden voor notaris Pierre Paeps, te Machelen, d.d. 2 november 1999, inhoudende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Wim Jozef Haezaerts, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Marie Rose Leuckx-Fockedeij, bediende, wonende te Zemst (Weerde), Dorpsstraat 23, inhoudende de inbreng van de gezinswoning van het eigen vermogen van de echtgenote naar het gemeenschappelijk vermogen, gehomologeerd.

(Get.) Pierre Paeps, notaris. (2412)

Bij vonnis van 9 november 2000, uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Paul De Sutter, met standplaats te Lotenhulle (Aalter), op 10 augustus 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Daniël Henri Maenhout, marktkramer, en zijn echtgenote, Mevr. Francine Alphonsine Marie Dhaenens, zonder beroep, samenwonende te 9880 Aalter (Lotenhulle), steenweg op Deinze 124, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel doch met inbreng door de echtgenoten Maenhout-Dhaenens van al hun tegenwoordige en toekomstige roerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) P. De Sutter, notaris. (2413)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 23 janvier 2001, la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a nommé M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, en qualité de curateur à la succession de M. Werotte, Charles Marie Ghislain, né à Liège le 23 mars 1944, célibataire, domicilié en son vivant à 4020 Liège, rue des Maraîchers 60, et y décédé le 7 juin 2000.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

Le curateur, (signé) L. Ligot. (2414)

#### Tribunal de première instance de Nivelles

Par ordonnance rendue le 18 janvier 2001 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, le tribunal désigne Me Michel Janssens, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25, en qualité de curateur à la succession vacante de Yvonne Camille Jeanne Eeckhout, née à Ixelles le 26 avril 1951, de son vivant domiciliée à Tubize, chaussée de Mons 698, et décédée le 14 novembre 1999 à Braine-l'Alleud.

Nivelles, le 24 janvier 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, chef de service, (signé) Ph. Foucart. (2415)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis in raadkamer, uitgesproken op 23 januari 2001 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Foulon, Renée, advocaat te 8490 Jabbeke, Aatrijksesteenweg 107, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Blanquet, Michel Georges, geboren te Bredene op 29 mei 1935, destijds wonende te 8400 Oostende, Velodroomstraat 61, overleden te Oostende op 24 mei 1999, op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) G. De Zutter. (2416)

Bij vonnis in raadkamer, uitgesproken op 23 januari 2001 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Bouslama, Naima, advocaat te 8000 Brugge, Walweinstraat 11, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Lahousse, Rita Maria Thérèse, geboren te Brugge op 2 april 1955, destijds wonende te 8000 Brugge, Koolkerksesteenweg 165, overleden te Brugge op 6 juli 1999, op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 26 januari 2001.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) G. De Zutter. (2417)